



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRESENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMPTE RENDU INTEGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

PLENUMVERGADERING

SEANCE PLENIERE

Woensdag

Mercredi

15-10-2014

15-10-2014

Voormiddag

Matin

| | |
|-------------|---|
| N-VA | Nieuw-Vlaamse Alliantie |
| PS | Parti Socialiste |
| MR | Mouvement réformateur |
| CD&V | Christen-Democratisch en Vlaams |
| Open Vld | Open Vlaamse Liberalen en Democraten |
| sp.a | socialistische partij anders |
| Ecolo-Groen | Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen |
| cdH | centre démocrate Humaniste |
| VB | Vlaams Belang |
| FDF | Fédéralistes démocrates francophones |
| PTB-GO! | Parti du Travail de Belgique – Gauche d'Ouverture! |
| PP | Parti Populaire |

| Afkortingen bij de nummering van de publicaties : | | Abréviations dans la numérotation des publications : | |
|---|--|--|---|
| DOC 54 0000/000 | Parlementair stuk van de 54 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer | DOC 54 0000/000 | Document parlementaire de la 54 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif |
| QRVA | Schriftelijke Vragen en Antwoorden | QRVA | Questions et Réponses écrites |
| CRIV | Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft) | CRIV | Version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte) |
| CRABV | Beknopt Verslag (witte kaft) | CRABV | Compte Rendu Analytique (couverture blanche) |
| CRIV | Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen) | CRIV | Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) |
| | (witte kaft) | | (couverture blanche) |
| PLEN | Plenum | PLEN | Séance plénière |
| COM | Commissievergadering | COM | Réunion de commission |
| MOT | Moties tot besluit van interpellaties (op beige kleurig papier) | MOT | Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige) |

| | |
|---|---|
| <p>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</p> <p>Bestellingen :</p> <p>Natieplein 2</p> <p>1008 Brussel</p> <p>Tel. : 02/ 549 81 60</p> <p>Fax : 02/549 82 74</p> <p>www.dekamer.be</p> <p>e-mail : publicaties@dekamer.be</p> | <p>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</p> <p>Commandes :</p> <p>Place de la Nation 2</p> <p>1008 Bruxelles</p> <p>Tél. : 02/ 549 81 60</p> <p>Fax : 02/549 82 74</p> <p>www.lachambre.be</p> <p>e-mail : publications@lachambre.be</p> |
|---|---|

INHOUD

| | |
|---|---|
| Berichten van verhindering | 1 |
| Bespreking van de verklaring van de regering | 1 |
| <i>Sprekers: Karine Lalieux, Laurette Onkelinx, voorzitter van de PS-fractie, Daniel Bacquelaine, minister van Pensioenen, Ahmed Laaouej, Charles Michel, eerste minister, Wouter Beke, Richard Miller, Karin Temmerman, voorzitter van de sp.a-fractie, Kristof Calvo, voorzitter van de Ecolo-Groen-fractie, Hendrik Vuye, voorzitter van de N-VA-fractie, Hervé Jamar, minister van Begroting, belast met de Nationale Loterij, Jean-Marc Nollet, Denis Ducarme, voorzitter van de MR-fractie, Hans Bonte, Patrick Dewael, voorzitter van de Open Vld-fractie, Veerle Wouters, Peter De Roover, Dirk Van der Maelen, Peter Dedecker, Marco Van Hees, Kris Peeters, vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, Sarah Smeyers, Stefaan Vercamer, Nahima Lanjri, Raoul Hedebouw, Monica De Coninck, Eric Van Rompuy, Sonja Becq, Valerie Van Peel</i> | |

BIJLAGE

De bijlage is opgenomen in een aparte brochure met nummer CRIV 54 PLEN 008 bijlage.

SOMMAIRE

| | |
|---|---|
| Excusés | 1 |
| Discussion de la déclaration du gouvernement | 1 |
| <i>Orateurs: Karine Lalieux, Laurette Onkelinx, présidente du groupe PS, Daniel Bacquelaine, ministre des Pensions, Ahmed Laaouej, Charles Michel, premier ministre, Wouter Beke, Richard Miller, Karin Temmerman, présidente du groupe sp.a, Kristof Calvo, président du groupe Ecolo-Groen, Hendrik Vuye, président du groupe N-VA, Hervé Jamar, ministre du Budget, chargé de la Loterie Nationale, Jean-Marc Nollet, Denis Ducarme, président du groupe MR, Hans Bonte, Patrick Dewael, président du groupe Open Vld, Veerle Wouters, Peter De Roover, Dirk Van der Maelen, Peter Dedecker, Marco Van Hees, Kris Peeters, vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, Sarah Smeyers, Stefaan Vercamer, Nahima Lanjri, Raoul Hedebouw, Monica De Coninck, Eric Van Rompuy, Sonja Becq, Valerie Van Peel</i> | |

ANNEXE

L'annexe est reprise dans une brochure séparée, portant le numéro CRIV 54 PLEN 008 annexe.

PLENUMVERGADERING

SÉANCE PLÉNIÈRE

van

du

WOENSDAG 15 OKTOBER 2014

MERCREDI 15 OCTOBRE 2014

Voormiddag

Matin

De vergadering wordt geopend om 10.03 uur en voorgezeten door de heer Siegfried Bracke.
La séance est ouverte à 10.03 heures et présidée par M. Siegfried Bracke.

De **voorzitter**: De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.
Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Aanwezig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering:
Ministre du gouvernement fédéral présente lors de l'ouverture de la séance:
Elke Sleurs

Berichten van verhindering
Excusés

Sabien Lahaye-Battheu, met zending buitenslands / en mission à l'étranger.

Federale regering / gouvernement fédéral:

Didier Reynders, Europese Raad Handel / Conseil européen Commerce (Rome).

01 Bespreking van de verklaring van de regering
01 Discussion de la déclaration du gouvernement

Aan de orde is de bespreking van de verklaring van de regering.
L'ordre du jour appelle la discussion de la déclaration du gouvernement.

Het woord is aan mevrouw Laurette Onkelinx.
La parole est à Mme Laurette Onkelinx.

01.01 Karine Lalieux (PS): Monsieur le président, il n'y a pas de premier ministre. Sans premier ministre, il est difficile de (...).

01.01 Karine Lalieux (PS): Mijnheer de voorzitter, de premier is niet aanwezig.

Le **président**: Vous avez tout à fait raison. Nous attendons le premier ministre.

(...): (...)

(Le premier ministre entre dans l'hémicycle et rejoint les bancs du gouvernement)

De **voorzitter**: Collega's en leden van de regering, ik zou met u willen afspreken dat wij ons een beetje

proberen te houden aan de tijd en dat als iemand vertraging heeft, hij dat laat weten, dat is een respectueuze manier van omgaan met elkaar.

01.02 **Laurette Onkelinx** (PS): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs du gouvernement, mes chers collègues, j'ai l'intime conviction que notre pays entre dans une nouvelle zone de turbulences. L'Histoire de Belgique n'est certes pas un long fleuve tranquille; elle a été secouée par des rapports de pouvoir et de domination tels qu'ils ont laissé des cicatrices à fleur de peau. Ces dernières années, face aux revanchards nationalistes, nous avons élaboré des réponses francophones et néerlandophones pour donner une nouvelle chance à ce pays, pour l'apaiser et le sécuriser. Avec ce gouvernement, j'ai la conviction que vous faites tout simplement marche arrière.

Pourquoi, monsieur le premier ministre, pour quelle raison avez-vous offert les clefs du pays aux nationalistes? Ensemble, nous avons rendu impossible un gouvernement axé sur les changements institutionnels. La liste des articles de la Constitution à réviser avait été conçue pour cette raison. Les yeux dans les yeux, face à la population, pendant la campagne électorale, sachant que le futur gouvernement serait uniquement socio-économique, vous aviez déclaré que vous n'iriez jamais avec la N-VA. Personne ne vous avait forcé à le dire, personne ne vous avait contraint à cette déclaration. C'est vous qui y avez mis votre honneur et votre engagement, au demeurant tant au Sud qu'au Nord du pays. Où est cet honneur? Où se trouve le respect des engagements? Où est le simple respect de la parole donnée?

Monsieur le premier ministre, vous avez en outre distillé le poison communautaire dans le déséquilibre même de la composition de votre gouvernement. Qu'on en juge! Ce gouvernement va recevoir la confiance de trois fois plus de députés néerlandophones que de députés francophones. De plus, dans cette majorité, les nationalistes à eux seuls pèsent plus que l'ensemble des francophones. Je vous dirai que notre inquiétude n'est pas compensée par la présence de l'un des leurs à la tête de cette équipe.

Quelles que soient vos qualités, monsieur le premier ministre, vous serez toujours considéré par une grande partie de la population comme étant le premier ministre qui a été choisi par les partis flamands de la majorité.

De ce fait, nous avons du mal à voir dans votre nomination une forme de compensation. Nous avons au contraire le sentiment qu'elle illustre aujourd'hui notre faiblesse. Nous, francophones, nous ne choisissons plus nous-mêmes ceux qui parlent en notre nom! Et cela, c'est une gifle; et même plus, un mépris vis-à-vis des francophones.

Nous ne remettons évidemment pas en cause le fait que ce gouvernement soit constitué dans le respect des règles de la démocratie. Mais il y a la loi et l'esprit de la loi. Prenez la parité au sein du Conseil des ministres qui a été introduite en 1970. Pourquoi cette parité alors qu'existe la règle du consensus? Pourquoi, si ce n'est de permettre à chacune des communautés d'être largement représentée dans ses choix, dans ses valeurs, dans ses priorités?

Le MR, c'est 25 % de la représentativité francophone. C'est une proie

01.02 **Laurette Onkelinx** (PS): Ons land gaat een woelige periode tegemoet. De Belgische geschiedenis werd dooreengeschied door machtsverhoudingen die littekens hebben achtergelaten. De jongste jaren hebben we antwoorden geformuleerd op de eisen van wraakzuchtige nationalistes om dit land een nieuwe kans te bieden. Ik ben ervan overtuigd dat er met deze regering een stap achteruit wordt gezet.

Mijnheer de eerste minister, waarom heeft u de nationalistes de sleutels van het land in handen gegeven? Samen hadden we er nochtans voor gezorgd dat er geen regering kon komen die uit was op institutionele hervormingen. Precies daarom werd voor die lijst van voor herziening vatbaar verklaarde grondwetsartikelen gekozen. Tijdens de verkiezingscampagne luidde het nochtans dat u nooit sloop zou gaan met de N-VA. Niemand had u toch tot die uitspraken verplicht? Waar is uw eergevoel gebleven? Wat met het nakomen van het gegeven woord?

Mijnheer de eerste minister, u heeft het communautaire gif gedistilleerd in de onevenwichtige samenstelling van uw regering, die het vertrouwen zal krijgen van driemaal zoveel Nederlandstalige als Franstalige parlementsleden. In deze meerderheid leggen de nationalistes alleen al meer gewicht in de schaal dan alle Franstaligen samen.

Ongeacht uw kwaliteiten, mijnheer de eerste minister, zult u voor een groot deel van de bevolking altijd de premier zijn die gekozen werd door de Vlaamse meerderheidspartijen.

Uw benoeming geeft aan hoe zwak wij wel staan: wij,

facile que l'on pourra jeter au gré des circonstances. Il me semble que par ce biais, vous avez bafoué un des grands compromis de l'histoire.

Enfin, le déséquilibre vient aussi dans la répartition des postes ministériels. Rien d'étonnant à ce qu'un ministre N-VA veuille l'Intérieur. C'est toujours comme cela que commence la prise de pouvoir des nationalistes, qu'ils soient de gauche ou de droite. Mais là, vous avez donné aux nationalistes l'armée, la police, la fonction publique, la sécurité de l'État. Cela fait froid dans le dos. Surtout que, on l'a vu les derniers jours, les dernières heures, la personnalité de certains de vos ministres est inquiétante.

Chaque jour, les masques tombent un peu plus. Lundi, pour Jan Jambon, votre vice-premier ministre, les collaborateurs avaient leurs raisons. On peut comprendre, on peut donc expliquer que des Belges aient fait cause commune avec les nazis. Croyant corriger le tir, il s'enfonça: la collaboration, dit-il, est une erreur historique. Une erreur. Une erreur, comme tout le monde fait des erreurs. Une simple erreur, qui peut être pardonnée.

Pour moi, monsieur le vice-premier ministre, la collaboration n'est pas une erreur. C'est une ignominie! Une ignominie absolue, car il est ignoble de prendre fait et cause pour ceux qui sont responsables de l'Holocauste et qui ont foulé aux pieds toutes nos valeurs. Monsieur le premier ministre, c'est à cet homme-là que l'on donne l'Intérieur!

Mardi, on apprenait la présence de M. Francken à une petite fiesta organisée à l'occasion de l'anniversaire d'un collaborateur notoire, d'un ancien du Front de l'Est, d'un leader d'une milice privée nationaliste. Par ce biais, le bruit des bottes raisonne dans le gouvernement du pays. Et c'est avec effroi que l'on constate que c'est celui-là, manifestement homophobe de surcroît, qui a été chargé de l'Asile et de la Migration.

Mercredi, nouvelles révélations parues dans les journaux du groupe Sudpresse concernant toujours M. Francken: votre secrétaire d'État, figure éminente de la N-VA a envoyé, entre autres à Mme Liesbeth Homans, en juillet 2007 et en juin 2008, plusieurs mails en sa qualité de membre et leader du Vlaams Nationaal Verbond (VNV) dans lesquels il appelle à se réunir pour définir les grandes lignes de la gestion et, notamment de la fin, de la Belgique. Il menace d'une balle les membres qui oseraient parler. J'ose à peine répéter ses propos tant ils sont honteux. Il les menace d'une nuit avec un homosexuel.

Voilà, monsieur le premier ministre, ceux avec qui vous vous êtes associé. Jamais, contrairement à ce qu'elle a affirmé, la N-VA n'a eu l'intention de jouer le jeu fédéral. Depuis le début, son but reste inchangé. Fidèle à son ADN, elle entend poursuivre l'objectif qu'elle s'est toujours fixé dans ses statuts: détricoter notre pays. Sa participation au pouvoir a pour objectif de le lui permettre.

Par ailleurs, les récentes déclarations, les récents évènements, le verbe de M. Francken tendent à démontrer que la plupart des leaders de ce parti sont loin de partager les valeurs qui sont les nôtres.

Vous aviez raison, monsieur le premier ministre, lorsque vous estimiez qu'il y avait, chez eux, des relents racistes. Mettez de l'ordre dans votre gouvernement! Arrêtez de vous taire! Car lorsque sont en

Franstaligen, kunnen niet meer kiezen wie in onze naam mag spreken. Dat is een kaakslag!

Wij geloven wel dat deze regering werd gevormd volgens de regels van de democratie. Maar er is de wet, en de geest van de wet. De pariteit in de ministerraad is er gekomen opdat de keuzen en prioriteiten van elke Gemeenschap voldoende aan bod zouden kunnen komen. De MR, die 25 procent van de Franstaligen vertegenwoordigt, zal een gemakkelijke prooi zijn. U hebt zodoende een van de belangrijke compromissen uit onze geschiedenis met voeten getreden.

Daarnaast is er ook een onevenwicht op het stuk van de verdeling van de ministerportefeuilles. U geeft niet alleen Binnenlandse Zaken aan de nationalistes, maar ook het leger, de politie, ambtenarenzaken en de Veiligheid van de Staat. Dat bezorgt ons koude rillingen.

Voorts geeft ook de persoonlijkheid van een aantal van uw ministers te denken. Jan Jambon verklaarde maandag in de pers dat er redenen waren waarom sommige Belgen gemene zaak hadden gemaakt met de nazi's. Hij voegde daar later aan toe dat het om een historische vergissing ging. Een vergissing, zoals iedereen die kan begaan, een vergeeflijke misstap. Voor mij is collaboreren geen vergissing. Het is een schandelijke daad, omdat het schandelijk is dat iemand partij kiest voor diegenen die verantwoordelijk zijn voor de Holocaust en die al onze waarden met voeten traden. En die man, mijnheer de eerste minister, wordt bevoegd voor Binnenlandse Zaken!

Dinsdag vernamen we dat de heer Francken aanwezig was op het verjaardagsfeestje van een notoir collaborateur, voormalig

jeu de tels symboles, le silence est un renoncement, une faute.

Ces personnes ne sont tout simplement pas dignes d'exercer les hautes responsabilités que vous leur avez attribuées. J'attends de vous des actes clairs pour conserver intacte notre démocratie. J'attends de vous que vous leur demandiez de remettre leur démission.

Mes chers collègues, il est une autre marche arrière reflétée dans la composition du gouvernement: la place des femmes. Elles ne sont pas nombreuses dans votre équipe, mais avouons d'emblée que ce n'est pas le seul gouvernement ainsi constitué. Par contre, depuis 15 ans, les femmes sont représentées au *kern*, c'est-à-dire au cœur du dispositif gouvernemental. Ici, je ne vois aucune femme du Nord, du Centre ou du Sud qui soit vice-première. Cela me choque.

Là aussi, monsieur le premier ministre, vous en portez la responsabilité. On peut reprocher beaucoup à M. Juncker, mais il a su taper du poing sur la table pour que les femmes soient massivement présentes avec d'intéressantes responsabilités dans sa Commission; ici, vous n'avez manifestement eu aucune influence au-delà de votre groupe.

oostfrontstrijder en aanvoerder van een nationalistische privé-militie. Uitgerekend die mijnheer Francken, die bovendien manifest homofob is, is nu bevoegd voor Asiel en Migratie! Woensdag bracht de groep Sudpresse aan het licht dat de heer Francken in 2007 en 2008 een aantal mails verstuurde waarin hij zijn medestanders opriep om bijeen te komen om de grote lijnen van het einde van België uit te tekenen en waarin hij de leden van die groepering – met de veelzeggende naam 'VNV!' – die hun mond zouden voorbijpraten, met 'de kogel' bedreigde. Ik durf zijn woorden hier amper te herhalen, zo schandelijk zijn ze: hij bedreigde ze een nachtje te moeten doorbrengen met een homoseksueel!

Dat is het slag van mensen, mijnheer de eerste minister, met wie u in zee bent gegaan! De N-VA heeft nooit ofte nimmer de intentie gehad het federale spel te spelen. Trouw aan haar DNA wil ze het doel blijven nastreven dat ze van oudsher in haar statuten heeft vastgelegd: ons land te doen uiteenvallen. Haar deelname aan de macht is uitsluitend bedoeld om dat mogelijk te maken.

De recente gebeurtenissen tonen aan dat de meeste spilfiguren van die partij onze waarden helemaal niet delen. U had het bij het rechte eind, mijnheer de eerste minister, toen u zei dat u bij de N-VA racistische ondertonen zag. Schep orde in uw regering en doe er niet langer het zwijgen toe. Wanneer het om dergelijke symbolen gaat, staat zwijgen gelijk met berusting, een misstap.

Die mensen zijn de grote verantwoordelijkheden die u hen heeft toevertrouwd, onwaardig. Ik verwacht van u dat u duidelijke stappen doet om onze democratie te vrijwaren. Ik verwacht van u dat u die mensen vraagt hun ontslag aan te bieden.

(...): (...)

01.03 **Laurette Onkelinx** (PS): C'est ce que je viens de dire, mais vous ne m'avez pas écoutée! Là, il n'y a pas de recul tandis qu'ici, nous disposons d'un certain recul. En effet, jamais depuis 15 ans, le *kern* n'a été unisexe; vous inaugurez.

Mesdames et messieurs, je ne suis pas une excitée communautaire et, en tant que socialiste, la question sociale est au cœur de mes préoccupations comme de celles de tout mon groupe.

Si nous allons refuser notre confiance à ce gouvernement, si nous allons dénoncer sa politique, si nous allons combattre son action par tous les moyens que nous offre notre État de droit, ce n'est pas seulement parce que sa composition est bancal, c'est parce que son projet politique l'est aussi.

Un projet politique bancal et injuste. Il frappera de plein fouet tous les travailleurs de ce pays. Peu importe qu'ils parlent français, néerlandais ou allemand, ces travailleurs seront tous les victimes de la régression sociale qui s'annonce. C'est pour les défendre tous que nous allons nous battre. Nous sommes d'ailleurs convaincus que les travailleurs de notre pays se retrouveront dans la résistance à ce gouvernement.

Mesdames et messieurs, chers collègues, pour demander la confiance, la majorité a adopté des accents churchilliens. La situation est grave. La compétitivité des entreprises, la soutenabilité de notre système social, tous les clignotants sont négatifs et nous devrions, d'urgence, nous mobiliser pour éviter à la Belgique la déchéance à laquelle nous condamnerait l'inaction. La majorité se pose dans le rôle d'un capitaine, prêt à tout pour éviter le naufrage de son navire et qui en appelle à la lucidité des passagers. Ceux-ci doivent renoncer à leurs privilèges dépassés pour assurer le succès collectif et ramener le navire à bon port.

Cette dramatisation n'est évidemment pas innocente. En effet, cette majorité se propose de prendre des mesures extrêmement dures à l'égard des travailleurs et il est essentiel pour elle de pouvoir justifier ces mesures sévères au nom de l'intérêt général. Cette posture est-elle sincère? Est-elle crédible? Je dirais: ni l'un, ni l'autre.

Effectivement, à l'examen des mesures qui nous sont proposées dans cet accord, nous sommes d'abord frappés de constater à quel point ce catalogue de propositions ressemble au programme classique de la droite. Il n'y a rien de nouveau ou de surprenant. C'est la même logique, pour ne pas dire le même discours, que celui porté par Margaret Thatcher ou par Jean Gol dans les années 1980: le système social coûte toujours trop cher. Le droit du travail est toujours trop contraignant. Les services publics sont toujours des obstacles au progrès.

La lecture de ces platitudes nous donne l'impression que le logiciel de la droite tourne toujours sur un vieil Atari, voire un Commodore 64. Il n'y a rien de mal à rester constant dans le temps et les droites, qu'elles soient catholiques, libérales ou nationalistes, peuvent éventuellement s'enorgueillir d'être restées fidèles à elles-mêmes,

01.03 **Laurette Onkelinx** (PS): Er zitten maar weinig vrouwen in uw ploeg, maar ook andere regeringen zijn in dat bedje ziek. Het kernkabinet telt dan weer, voor de eerste keer in vijftien jaar, niet één vrouwelijke vice-eersteminister, en dat vind ik choquant.

In tegenstelling tot de heer Juncker, die voor de vrouwen in zijn Commissie wél interessante bevoegdheden heeft kunnen afdwingen, hebt u buiten uw fractie geen invloed gehad.

Voor mijn fractie staat uiteraard het sociaal beleid centraal. Wij zullen ons vertrouwen aan deze regering weigeren en haar beleid bestrijden met alle middelen die de rechtstaat ons biedt, niet alleen omdat er een en ander schort aan haar samenstelling, maar omdat haar hele politieke project fout zit. Alle werknemers zullen het slachtoffer worden van de onrechtvaardige sociale achteruitgang die eraan komt. Wij zullen hen bijstaan in hun strijd.

Om het vertrouwen te vragen heeft de regering de toon van Churchill aangeslagen. Ze is in de rol van een kapitein gekropen die om schipbreuk te voorkomen, de passagiers vraagt hun achterhaalde privileges op te geven.

Die dramatisering is niet zo onschuldig als ze lijkt. Ze is bedoeld om de bijzonder harde maatregelen tegen de werknemers te rechtvaardigen. Die houding is noch eerlijk, noch geloofwaardig. De voorstellen die in dit akkoord zijn opgenomen, zijn vergelijkbaar met het klassieke programma van de rechterzijde. Het is dezelfde logica die door Margaret Thatcher en Jean Gol werd belichaamd: het sociale stelsel is altijd te duur, het arbeidsrecht legt steeds te veel

mais dans ce cas, elles ne peuvent pas faire semblant que c'est la crise financière ou le vieillissement de la population qui justifient aujourd'hui les mesures qu'elles proposaient déjà avant-hier.

Le projet est un projet idéologique. Ce n'est pas une insulte, ni même une critique. C'est simplement un constat.

Cet examen concret des mesures proposées achève de nous convaincre de l'hypocrisie de cette dramatisation, je dirais de la malhonnêteté de cette posture. En effet, si le navire était si mal en point, on ne doute pas qu'un capitaine consciencieux serait prêt à tout, attentif à tout faire pour le sauver; en particulier, il demanderait à tout le monde de faire le maximum d'efforts, pas seulement aux matelots, pas seulement aux voyageurs qui séjournent dans les 2^e et 3^e classes -, mais à tout le monde.

Que voit-on ici? Qu'est-ce qui frappe au fur et à mesure qu'on parcourt les pages du texte? Les travailleurs doivent faire beaucoup d'efforts, qu'ils soient actifs, sans emploi ou pensionnés. Ils doivent se serrer la ceinture, renoncer à leurs droits, travailler plus pour gagner moins. Les patrons et les riches, par contre, rien! Au contraire, pour eux, on revient sur certains efforts du passé et on leur fait des petits cadeaux.

Ce déséquilibre parfois caricatural, parfois – je dois le dire – écœurant, nous éclaire sur la sincérité de la mobilisation générale à laquelle on nous appelle. Votre 'truc', je dirais, c'est du patriotisme d'abusés: abuser les travailleurs qui vont voir leur pouvoir d'achat diminuer avec le saut d'index, abuser les fonctionnaires qui vont devoir travailler plus longtemps mais dont la pension va baisser malgré tout, abuser les femmes qui ont retrouvé un travail à temps partiel et dont on va couper une partie des allocations. Il n'y a en réalité ici pas d'autres causes à sauver que les privilèges des forts. C'est votre but; c'est votre cause et vous avez aujourd'hui la possibilité de la réaliser.

Dès lors, monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs du gouvernement, ne vous donnez plus la peine de faire semblant!

Monsieur le président, mesdames et messieurs, c'est d'abord et avant tout le chapitre des pensions dont la lecture fut un choc. Alors que tous les partis de la majorité, tous, avaient assuré pendant la campagne qu'on ne toucherait pas à l'âge légal de la retraite, nous avons appris, quelques semaines après les élections, que vous souhaitiez en fait relever celui-ci à 67 ans.

Vous en profitez également pour durcir les conditions de carrière. Quand on vous interroge sur ce paradoxe, vous nous parlez du courage de réformer. Est-ce du courage de mentir? Est-ce du courage d'imposer à des travailleurs épuisés de rester actifs au-delà de l'âge où ils peuvent raisonnablement exercer leur fonction? Est-ce du courage de forcer une institutrice de 64 ans à s'occuper d'une classe de 30 marmots tumultueux? Est-ce du courage de demander à un ouvrier de la construction qui a commencé à travailler à 18 ans de monter sur un toit au-delà de 60 ans? Est-ce du courage? Vous êtes indécents!

Nous sommes tous conscients qu'il est nécessaire d'augmenter la

bepcrkingen op, de overheidssdiensten belemmeren de vooruitgang, dezelfde voorbijgestreefde plitudes worden telkens weer opgerakeld.

Ik kan er nog mee leven dat de rechterzijde trots is op haar rechtlijnigheid, maar ze mag niet doen alsof de maatregelen die ze al zo lang voorstaat, een antwoord bieden op de financiële crisis en de vergrijzing van de bevolking. Ik stel enkel vast dat het een ideologisch project betreft.

Indien het schip er zo slecht aan toe was, zou een gewetensvolle kapitein aan iedereen vragen een zo groot mogelijke inspanning te doen!

Hier zijn het echter de werknemers – of ze nu actief, werkloos dan wel gepensioneerd zijn – die de buikriem moeten aanhalen, terwijl de werkgevers en de rijken cadeautjes krijgen.

Uw 'ding' is een patriottisme van gedupeerden. Gedupeerd zijn ze, de werknemers die hun koopkracht zien inkrimpen als gevolg van de indexsprong, de ambtenaren die langer zullen werken voor een lager pensioen en de vrouwen die een deeltijdse baan hebben gevonden en van wie men nu een deel van de uitkering afneemt!

Het is u erom te doen de privileges van de sterke bevolkingsgroepen veilig te stellen. Doe dus vooral niet te moeite om de schijn op te houden!

De lezing van het hoofdstuk over de pensioenen bracht een schok teweeg. Alle meerderheidspartijen verzekerden tijdens de campagne dat er niet zou worden geraakt aan de wettelijke pensioenleeftijd. Kort nadien bleek echter dat u ze tot 67 jaar wilde optrekken.

Tegelijkertijd verscherpt u de loopbaanvoorwaarden. Wanneer

durée effective de la carrière. Nous y avons travaillé sous l'ancienne législature, avec des mesures qui n'étaient pas toujours faciles à prendre. Le programme du PS proposait d'aller plus loin, d'améliorer la formation continue, de travailler avec les employeurs pour améliorer les conditions de travail des plus âgés, de compléter le bonus pension, qui joue sur le long terme, par un bonus fiscal spécifique et immédiat pour les travailleurs plus âgés.

Nous voulions réformer avec les travailleurs et pas contre eux!

Vous n'avez rien retenu de tout cela. Au contraire, vous limitez dramatiquement le crédit-temps en fin de carrière, y compris pour les métiers pénibles comme les infirmières, et vous supprimez le bonus pension pour certains travailleurs qui faisaient le choix de travailler jusqu'à 65 ans. Pour les bons élèves, ce sera donc une perte de plus de 150 euros par mois.

À nouveau, on s'attaque aux travailleurs alors que rien n'est fait pour obliger les employeurs à engager ou à garder les plus de 55 ans dans leurs entreprises. Et si rien n'est fait pour obliger les employeurs à conserver ces travailleurs plus âgés, croyez-moi, monsieur le ministre, l'augmentation de l'âge légal de la pension ne fera que transférer une charge d'une branche de la sécurité sociale - les pensions -, vers d'autres branches comme l'invalidité ou le chômage. Même économiquement, cela n'a aucun sens!

men u vragen stelt over die paradox, antwoordt u dat hervormingen moed vergen. Is het moedig om te liegen, is het moedig om afgematte werknemers ertoe te verplichten langer te werken dan de leeftijd waarop ze redelijkerwijs hun functie kunnen uitoefenen? Dat is onbetamelijk!

We beseffen allemaal dat de effectieve duur van de loopbaan moet worden verlengd. We hebben daar werk van gemaakt in de vorige zittingsperiode. We hebben zelfs voorgesteld om de bijscholing en de arbeidsomstandigheden van de oudste werknemers te verbeteren, en de pensioenbonus op lange termijn aan te vullen met een onmiddellijke fiscale bonus. We wilden hervormingen doorvoeren samen met de werknemers, niet ten koste van hen!

U heeft geen enkele maatregel behouden. Integendeel, u beperkt het tijdskrediet eindloopbaan drastisch en schaft de pensioenbonus voor bepaalde werknemers die ervoor kozen om tot hun 65ste te werken, af.

Eens te meer viseert men de werknemers, zonder de werkgevers ertoe te verplichten 55-plussers in dienst te nemen of te houden. Dat zal enkel een lastenverschuiving van een tak van de sociale zekerheid – de pensioenen – naar andere takken, zoals de invaliditeit of de werkloosheid, in de hand werken.

01.04 Daniel Bacquelaine, ministre: Monsieur le président, j'entends Mme Onkelinx au sujet du chapitre des pensions.

Madame Onkelinx, je remarque que vous ne mettez pas en cause la nécessité de faire en sorte qu'il y ait davantage d'actifs dans notre pays pour garantir – et c'est le but de la réforme que nous proposons – un système financièrement soutenable et socialement performant.

C'est ce que nous voulons et c'est ce qui se traduit dans le cadre de cette réforme.

Alors, vous nous dites que personne n'avait demandé la pension

01.04 Minister **Daniel Bacquelaine**: Mevrouw Onkelinx, u plaatst dus geen vraagtekens bij de noodzaak om de activiteitsgraad in ons land te verhogen om een financieel haalbaar en sociaal performant stelsel te garanderen, wat ons oogmerk is.

Tijdens deze zittingsperiode zullen wij niet raken aan de wettelijke pensioenleeftijd.

légale à 67 ans. En effet, durant cette législature, nous n'allons pas changer l'âge légal de la pension.

Il va effectivement se maintenir à 65 ans. Durant cette législature, nous allons en revanche faire en sorte que les pensions anticipées se prennent un peu plus tard. C'est d'ailleurs la prolongation d'une réforme qui a été initiée par le gouvernement précédent et que nous allons poursuivre. Nous allons non seulement appliquer en 2015 et 2016 les décisions qui ont été prises par le gouvernement précédent, mais nous allons aussi poursuivre cette réforme en 2017 et 2018, afin d'allonger progressivement la période d'activité - de sorte que la prise de pension anticipée ait lieu à 62 ans et demi, puis à 63 ans.

À l'avenir, il convient – et c'est la raison pour laquelle, à partir de 2030, la pension légale sera fixée à 67 ans – de garder un différentiel, sinon cela n'aurait aucun sens, entre la pension anticipée prise à un âge plus avancé, par exemple 63 ans, et l'âge de la pension légale. En effet, si celui de la pension anticipée devient approximativement le même que celui de la pension légale, la réforme perd une grande partie de son sens. Il est donc prévu qu'en 2030, l'âge légal de la pension soit porté à 67 ans. Vous tendez à faire croire que cela va concerner l'ensemble des personnes qui partiront à la retraite. C'est intellectuellement malhonnête, madame la ministre, parce que vous savez que ce n'est pas vrai!

01.05 Laurette Onkelinx (PS): Je n'ai pas dit cela!

01.06 Daniel Bacquelaine, ministre: Aujourd'hui, seulement 10 % des personnes qui partent à la retraite le font à 65 ans. 10 %. La moyenne d'âge du départ à la retraite est de 59,5 ans. Évidemment, tout le monde ne va pas, tout à coup, prendre sa pension à 67 ans! Au contraire, tout le monde va pouvoir gérer ce départ, avec – il est vrai – de nouvelles libertés. Nous introduisons en effet toute une série de nouvelles libertés dans la possibilité de prendre sa pension.

01.07 Ahmed Laaouej (PS): (...)

01.08 Daniel Bacquelaine, ministre: Je viens de l'expliquer, monsieur Laaouej. Vous n'écoutez pas! Je viens d'expliquer qu'il est normal de maintenir un différentiel entre l'âge auquel on peut prendre sa pension anticipée et l'âge de la pension légale. Dès lors que, progressivement, on remonte l'âge de la pension anticipée, on arrive forcément à remonter – dans le futur, en 2030 – l'âge de la pension légale. C'est une logique imparable!

01.09 Laurette Onkelinx (PS): (...)

01.10 Daniel Bacquelaine, ministre: Je voudrais ajouter qu'on n'a pas modifié les conditions de carrière, contrairement à ce qu'a dit Mme Onkelinx ici. On n'a pas augmenté la condition de carrière par rapport à l'âge de la pension légale. On est resté dans une condition de carrière de 45 ans.

Pourquoi a-t-on fait cela? Pour ne pas diminuer le montant des

Tijdens deze zittingsperiode zullen we ervoor zorgen dat het vervroegd pensioen wat later wordt genomen. Die maatregel bouwt voort op een hervorming die door de vorige regering werd ingezet: eerst wordt de leeftijd voor het vervroegd pensioen op 62,5 jaar en vervolgens op 63 jaar gebracht. Er moet echter een duidelijk verschil blijven bestaan tussen de leeftijd voor het vervroegd pensioen en de wettelijke pensioenleeftijd, die later dus op 67 jaar wordt gebracht. En, mevrouw Onkelinx, het is intellectueel oneerlijk te beweren dat die maatregel voor alle werknemers gevolgen zal hebben.

01.05 Laurette Onkelinx (PS): Dat heb ik niet gezegd.

01.06 Minister Daniel Bacquelaine: Vandaag wordt 10 procent van de pensioenen genomen op 65 jaar, en bedraagt de gemiddeld uitredingsleeftijd 59,5 jaar. Niet iedereen zal op zijn 67ste met pensioen gaan, maar we bieden de mensen nieuwe mogelijkheden om hun loopbaan te beheren.

01.10 Minister Daniel Bacquelaine: We hebben niet geraakt aan de loopbaanvoorwaarde van 45 jaar om de pensioenen niet te verlagen. We houden rekening met de zwaarte van bepaalde

pensions, bien entendu. Parce que si, en augmentant l'âge de la pension légale, vous remontez en même temps la condition de carrière – par exemple, à 47 ans, vous parlez alors en 47^e –, vous arrivez alors forcément à un système qui défavorise ceux qui prendront effectivement leur pension plus tard.

Ce que nous allons faire – et c'est repris textuellement dans la déclaration du premier ministre et dans l'accord de gouvernement –, c'est tenir compte, contrairement à ce que vous laissez croire, de la longueur des carrières et de la pénibilité de certaines professions, tenir compte des métiers dits "lourds". De telle sorte que ceux qui, par exemple, commencent très tôt dans une profession très contraignante, très astreignante, puissent prendre leur pension plus tôt que l'âge légal de la pension. Il n'est évidemment pas question de laisser tout le monde au travail jusqu'à 67 ans. Par contre, il existera une plus grande latitude de gérer sa carrière en fonction d'une visibilité de ce que donnent les droits constitués au fur et à mesure de sa profession. Et c'est, me semble-t-il, allier à la fois la nécessité de garantir un système de pensions performant à l'avenir, c'est-à-dire faire en sorte qu'il y ait plus d'actifs, mais laisser aussi une plus grande liberté aux gens dans la gestion de leur carrière.

(Applaudissements sur les bancs de la majorité)

De **voorzitter**: Collega's, zoals u wellicht weet, mag ik opmerken dat wij na het algemene debat ook nog thematische debatten zullen krijgen. Daarbij zullen wij onder meer nader ingaan op de pensioenen.

Mevrouw Onkelinx, u hebt het woord.

01.11 Laurette Onkelinx (PS): Monsieur le président, je comprends que M. Bacquelaine ait été un peu long. C'est difficile à justifier. Quelques jours avant la constitution du gouvernement, lors d'un débat, il a dit qu'il ne fallait pas prolonger jusqu'à 67 ans! C'est dur. On rame, après, pour pouvoir récupérer.

Vous n'avez en tout cas pas dit un mot sur des interpellations que je fais sur les pensions. Pourquoi avoir supprimé le bonus? Pourquoi n'avoir rien fait pour que les employeurs puissent être beaucoup plus ouverts à l'engagement des travailleurs âgés? Pourquoi jouer sur les pensions, non seulement par les bonus, mais aussi par le saut d'index? À tout cela, monsieur le ministre des Pensions, vous ne répondez pas!

Par ailleurs, pourrais-je compléter en vous disant que les réformes proposées pour les pensions des agents des services publics ne sont pas moins surprenantes que le relèvement de l'âge légal? On parle ici de réformes dont, écoutez-moi bien, l'effet cumulé pourrait réduire le niveau de certaines pensions de plus de 25 %. C'est un véritable hold-up que l'État s'apprête à faire sur ses propres agents! Qu'ont-ils fait de si mal, ces agents, pour que l'on puisse ainsi revenir brutalement sur les engagements pris à leur égard? Comment peut-on prôner le dialogue et la concertation sociale et mettre sur la table des propositions pareilles?

Au niveau du chômage, la mesure la plus emblématique est sans doute ce concept bizarre de service obligatoire à la communauté. Votre projet en la matière n'est pas très clair. Nous en saurons plus le moment venu. Mais ce qui ressort très clairement, c'est que vous

beroeppen: wie eerder start in een zeer belastende job, zal eerder met pensioen kunnen gaan. Er zal meer vrijheid worden geboden qua loopbaanbeheer, en er zullen meer actieven zijn.

01.11 Laurette Onkelinx (PS): Ik begrijp natuurlijk dat de heer Bacquelaine wat uitvoerig is: het is immers moeilijk die plotse ommezwaai uit te leggen, net nadat men gezegd heeft dat de pensioenleeftijd niet tot 67 jaar zal worden opgetrokken.

U hebt niet geantwoord op mijn vragen: waarom werd de pensioenbonus geschrapt, waarom heeft u niets gedaan om de indienstneming van oudere werknemers een duwtje in de rug te geven, waarom wordt er gemorrelt aan de pensioenen via de bonus, maar ook via de indexsprong?

De gecumuleerde effecten van de voorgestelde pensioenhervormingen in de overheidssector zouden kunnen leiden tot een vermindering met meer dan 25 procent van sommige pensioenen. Dat is een regelrechte hold-up! Hoe kunt u pleiten voor de dialoog en

proposez en quelque sorte de relancer les ALE. Mais désormais, les chômeurs qui seraient activés à temps partiel au sein de ces agences de l'emploi n'auraient plus ni rémunération ni statut!

Et on sanctionnerait dès lors celui qui refuserait de travailler gratuitement. Un travail sans salaire deviendrait ainsi un emploi convenable. Que personne ne s'y trompe: cela concerne aujourd'hui les chômeurs, mais la notion même de travail et d'emploi est par là même frontalement attaquée.

La mesure sur l'allocation de garantie de revenu est moins originale, mais pas moins dangereuse. En réduisant considérablement l'aide versée aux bénéficiaires, souvent des femmes telles celles qui travaillent dans la grande distribution, on risque de faire basculer de nombreux ménages dans la pauvreté, néanmoins sans comprendre le réel intérêt de la mesure.

Enfin, la liaison au bien-être: le texte me paraît quelque peu tarabiscoté.

Monsieur Verherstraeten, si vous me le permettez, je vous demanderai si ce n'est pas un négociateur CD&V qui l'a rédigé. En effet, on proclame d'abord avec fierté que l'enveloppe sera rétablie à 100 %, c'est-à-dire que la loi votée sur l'initiative du PS et du sp.a à la fin de la dernière législature sera appliquée.

tegelijkertijd dergelijke voorstellen formuleren?

Wat het thema werkloosheid betreft, is er het ietwat vreemde concept van de verplichte gemeenschapdienst, een maatregel die nog moet worden verduidelijkt. U stelt voor de PWA's nieuw leven in te blazen, maar met dien verstande dat de deeltijds geactiveerde werklozen hun vergoeding en statuut zouden verliezen en dat wie weigert gratis te werken, wordt gestraft.

Een niet-betaalde baan wordt op die manier een passende dienstbetrekking, zodat de begrippen 'arbeid' en 'werk' worden uitgehouden.

Door de steun aan de rechthebbenden op de inkomensgarantie-uitkering drastisch terug te schroeven, dreigen heel wat gezinnen te verarmen.

De tekst over de welvaartsaanpassing lijkt me omzwachteld: wellicht ontwaren we hier de CD&V-stempel.

Eerst gaat men er prat op dat de enveloppe terug op 100 procent wordt gebracht, met toepassing van de wet die op het einde van de vorige zittingsperiode op initiatief van de PS en de sp.a werd aangenomen.

01.12 Charles Michel, premier ministre: (...)

01.13 Laurette Onkelinx (PS): Monsieur le premier ministre, vous ne connaissez pas votre dossier! Non, car les anciens du gouvernement vous diront qu'en fin de législature, en compensation de nouvelles réductions de charges, l'enveloppe a été rétablie à 100 %.

01.14 Charles Michel, premier ministre: (...)

01.15 Laurette Onkelinx (PS): Ah, oui! Vous demanderez à votre vice-premier, par exemple, M. Reynders: il siégeait autour de la table.

Je continue.

D'abord, on dit: "Nous allons appliquer la loi". Il ne manquerait plus que ça!

01.15 Laurette Onkelinx (PS): Vervolgens neutraliseert men in de berekening echter de kinderbijslag, waardoor de enveloppe met 15 tot 20 procent wordt verminderd.

Un peu plus bas, on indique qu'on va neutraliser, pour le calcul de celles-ci, les allocations familiales. Cela revient à amputer de 15 à 20 % l'enveloppe. J'imagine que l'on nous dira que c'est 100 % assurément, mais de ce qui reste!

01.16 Wouter Beke (CD&V): Mevrouw Onkelinx, u weet dat de welvaartsenveloppe tijdens de regering-Di Rupo voor 60 % werd uitgekeerd. U weet dat wij onder de regering-Di Rupo samen een zesde staatshervorming hebben verwezenlijkt die maakt dat de kinderbijslag een bevoegdheid van de deelstaten wordt.

01.16 Wouter Beke (CD&V): Sous le gouvernement Di Rupo, l'enveloppe bien-être a été distribuée à concurrence de 60 %. Nous nous engageons à exécuter loyalement la sixième réforme de l'État élaborée par ce même gouvernement Di Rupo, une réforme qui prévoit le transfert des compétences en matière d'allocations familiales vers les entités fédérées.

(...): (...)

01.17 Wouter Beke (CD&V): Inderdaad, op een heel goede manier. U weet dat deze regering die zesde staatshervorming loyaal zal uitvoeren, dus ook de overdracht van de kinderbijslag. Dat betekent dat ook in de verrekening dit dus niet meer het aandeel van de federale overheid zal zijn. Dat is normaal.

01.17 Wouter Beke (CD&V): Cette matière n'est par conséquent plus traitée par le gouvernement fédéral. Dans un souci de relever les allocations et les pensions et à la différence du gouvernement précédent, qui incluait les socialistes, le nouveau gouvernement entend bien distribuer 100 % de l'enveloppe bien-être.

In tegenstelling tot de vorige legislatuur, waar PS en sp.a deel uitmaakten van de regering en waar maar 60 % van de welvaartsenveloppe werd uitgekeerd, zullen wij echter 100 % uitkeren voor de welvaartsenveloppe, voor de versterking van de uitkeringen en de pensioenen. Dat is wat wij deze legislatuur zullen doen.

01.18 Laurette Onkelinx (PS): Tout cela confirme que c'est bien vous qui, manifestement, avez écrit cette partie du texte.

01.18 Laurette Onkelinx (PS): In het kader van de inspanningen om een begrotingsevenwicht te bereiken, hadden we inderdaad beslist de enveloppe naar 60 procent terug te brengen, maar op het einde van de zittingsperiode, dit ter compensatie van nieuwe verminderingen van de sociale bijdragen, beslisten we dat hij opnieuw tot 100 procent moest worden opgetrokken.

Oui, bien entendu, ensemble, nous avons décidé, dans le cadre des efforts généraux pour tendre à l'équilibre budgétaire, dans la première partie de ce gouvernement, de diminuer l'enveloppe à 60 %. Mais, monsieur l'ancien premier ministre, vous vous en rappellerez, dans le pacte de compétitivité que nous avons décidé en fin de législature, en compensation de nouvelles réductions de cotisations sociales, nous avons inscrit que l'enveloppe devait être à 100 %. C'est d'ailleurs dans la trajectoire budgétaire et dès lors, contrairement à ce que le premier ministre nous a dit, cela ne vient évidemment en rien compenser le saut d'index sur lequel je reviendrai.

Mesdames et messieurs, personne ne comprendrait que je n'évoque pas un moment la Santé, qui est l'or de notre pays. Notre système de soins est particulièrement performant, grâce aux professionnels, bien sûr, mais aussi grâce aux normes, aux projets, aux financements que nous avons décidés, année après année, ensemble.

Onze gezondheidszorg is erg performant, dankzij de zorgverleners, maar ook dankzij de normen, de projecten en de financiering. Uw programma bouwt trouwens voort op de voorbije inspanningen, wat ik als een eerbetoon zal opvatten voor het gedane werk. Waar ik me zorgen over maak, is over wat u niet zegt. Ik zie niet in hoe u zult besparen. En besparingen komen er hoe dan

En la matière, je veux souligner que votre programme de gouvernement s'inscrit très fort dans la continuité des précédentes législatures. Vous vous apprêtez à récolter les fruits de ce qui a été conçu auparavant: feuille de route eHealth, besoins médicaux non rencontrés, réforme du financement hospitalier, plan d'attractivité pour

les infirmiers, cadastre pour les prestataires de soins. Certes, j'en suis heureuse et je ne peux m'empêcher de le prendre aussi comme un hommage au travail accompli.

Ce qui m'inquiète, c'est ce que vous ne dites pas. Peut-être allez-vous me rassurer avec les chiffres? Je ne demande pas mieux.

Les choses ne sont pas claires sur les économies que vous allez faire. Malgré les dénégations des uns et des autres, ces économies indiquent qu'on doit se contenter d'adapter le budget à la croissance des dépenses. Il y aura des économies! Comment pourrait-il en être autrement alors que la croissance réelle des dépenses de ces dix dernières années a été de 3 %? Si je ne m'abuse, et j'espère que ce n'est pas ce chiffre-là qui est retenu, vous vous apprêtez à diminuer la norme autour de 1,5 %, qui plus est à partir de dépenses qui comportent déjà des économies. Si on en croit la rumeur, il y aurait 346 millions d'euros en 2015 mais avec la norme de 1,5 %, cela obligera les soins de santé à faire 1,5 milliard d'euros d'économies structurelles à l'horizon 2019. Contrairement à l'accord de gouvernement papillon, on ne trouve dans votre accord aucune garantie que cette somme de 1,5 milliard ne sera pas prise dans la poche du patient. Monsieur le premier ministre, j'attends donc des explications claires à ce sujet!

La vigilance sera totale pour qu'on maintienne un système de soins de grande qualité!

En matière de santé, je sais qu'il y a encore de grands efforts à réaliser. Je ne suis pas ici pour dire que tout votre programme est mauvais. Je dirais par exemple que j'apprécie votre volonté d'élargir l'interdiction des suppléments en chambre à deux lits à l'hôpital de jour. Il me semble que c'est un choix courageux.

01.19 Wouter Beke (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik wil mevrouw Onkelinx niet onderbreken, nu zij positief spreekt over het regeerakkoord.

Gaat u meteen voort met alle verdiensten inzake gezondheidszorg uit het regeerakkoord, op te sommen, mevrouw Onkelinx.

Ik wil even ingaan op de groeinorm in de gezondheidszorg en de sociale zekerheid. Het is zeer juist dat er de voorbije jaren maatregelen zijn genomen in de gezondheidszorg om de groeinorm onder controle te houden. U hebt dat de voorbije jaren gedaan en u hebt dat goed gedaan.

In 2013 hebt u ervoor gezorgd dat het budget van de gezondheidszorg slechts steeg met 0,9 %. Dat was geen gemakkelijke zaak, maar u hebt het wel gedaan. Ik wens u proficiat voor het feit dat het budget van de gezondheidszorg in 2013 maar met 0,9 % is gestegen.

De volgende jaren zullen wij het budget van de gezondheidszorg laten stijgen met 1,5 % boven inflatie. Dat is dus minder streng dan u was in het jaar 2013.

ook: hoe kan het anders, aangezien de reële groei tijdens de jongste tien jaar 3 procent bedroeg en u van plan bent de groeinorm tot 1,5 procent te beperken.

De voorgestelde besparingen wijzen erop dat het budget enkel zal worden afgestemd op de uitgavengroei. Die groei bedroeg de afgelopen tien jaar 3 procent, maar u bent voornemens de norm terug te schroeven tot 1,5 procent. Met die norm zouden we in 2015 uitkomen op een bedrag van 345 miljoen euro, wat betekent dat er tegen 2019 voor 1,5 miljard euro op de gezondheidszorg zal worden bezuinigd. En u garandeert niet dat de patiënt niet voor dat bedrag zal opdraaien!

We zullen toezien op het behoud van een kwalitatief hoogstaand zorgstelsel!

Uw programma inzake gezondheidszorg is niet algeheel slecht. Zo waardeer ik uw voornemen om ereloonsupplementen voor tweepersoonskamers ook te verbieden voor dagopnamen.

01.19 Wouter Beke (CD&V): En tant que ministre, Mme Onkelinx a indubitablement pris des mesures valables ces dernières années afin de maîtriser la norme de croissance des soins de santé. En 2013, elle a fait en sorte que le budget des soins de santé n'augmente que de 0,9 %. Je lui adresse mes félicitations car ce n'était pas une tâche aisée. Nous avons cependant fixé la progression de ce budget pour les prochaines années à 1,5 % hors inflation. Nous ferons donc preuve de moins de rigueur que Mme Onkelinx en 2013.

01.20 Laurette Onkelinx (PS): Vous nous donnez l'explication. Ce que vous dites n'est pas faux mais ce n'est pas juste non plus!

Effectivement, j'ai fait des efforts et je ne serai jamais ici – je le répèterai tout à l'heure – une "il n'y a qu'à". "Il n'y a qu'à dépenser, etc." Non, je ne suis pas ainsi. Vous ne m'aurez jamais sur ce terrain!

Oui, on a fait des efforts, une année parfois plus que d'autres. C'est pour cela que j'ai parlé des dix dernières années: j'ai effectivement assumé la responsabilité de la Santé pendant un temps appréciable. Je dis et je répète que sur la période des dix dernières années, la croissance a été de 3 %, avec parfois une croissance plus forte et parfois, quand on le pouvait, une croissance moins forte. Mais vous, ce que vous proposez, c'est une croissance déterminée de 1,5 % pour l'avenir, sans dire d'ailleurs que vous préservez le patient. J'attends donc d'avoir les explications. Je serai juste. Si on me dit qu'on peut le faire sans mettre à mal notre système de soins, je le saluerai. Mais je dis simplement que si on va vers des économies de plus de 1,5 milliard, cela va faire mal et cela pourrait remettre en cause notre système de soins, ce qui – je suis certaine que vous en êtes convaincu – ne serait pas acceptable.

Monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs, qu'en est-il de la compétitivité? Pour qu'elle soit au beau fixe, encore faut-il essayer qu'elle s'appuie sur une concertation sociale optimale. Le propre de notre modèle social est justement de permettre aux partenaires sociaux de définir les grands principes de la sécurité sociale et de la politique de l'emploi. Votre gouvernement a bien conscience du caractère précieux de cette concertation sociale puisque vous écrivez noir sur blanc dans votre accord, je cite: "Cette concertation sociale est à tous les niveaux de négociation un élément permettant de garantir la stabilité et la légitimité des réformes entreprises." D'accord!

Cela étant dit, que ce soit la non-indexation, les pensions rabotées, les normes salariales, le statut ouvrier/employé, les heures supplémentaires dans l'horeca, la révision de la loi Renault, les commissions paritaires, la prépension – la liste n'est pas exhaustive –, dans tous ces dossiers, vous bafouez d'emblée la concertation sociale. Vous imposez au mieux des concertations tripartites et, au pire, vous vous substituez aux partenaires sociaux, avant même qu'ils puissent trouver un accord.

Je pense vraiment que votre gouvernement risque de mettre en danger la paix sociale, ce que je ne souhaite évidemment pas, car je pense que cela agirait comme un boomerang sur la santé de notre économie.

Prenez aussi le chapitre fiscal, sur lequel d'autres membres éminents de mon groupe reviendront également par la suite. Le gouvernement nous présente, au cœur de ses projets en matière de fiscalité, une belle et grande intention de réforme fiscale et de *tax shift*. Réforme fiscale, parlons-en justement. Vous vous souviendrez que juste avant les élections, il y avait eu quelques échanges, parfois sympathiques, parfois moins, en tout cas, quelques-uns dans votre majorité, notamment au MR, avaient proposé une réforme fiscale d'envergure, avec une augmentation de la quotité exonérée d'impôt jusqu'à 13 000 euros, avec la suppression de certaines tranches d'imposition ... bref, une réforme à 20 milliards d'euros! Impayable, évidemment. Nous

01.20 Laurette Onkelinx (PS): Wat u zegt, is niet fout maar ook niet juist! Gedurende de afgelopen tien jaar bedroeg de groei 3 procent (soms iets meer, soms iets minder). U stelt echter een toekomstige groei van 1,5 procent voor, zonder te zeggen of u de patiënt zal ontzien. Besparingen ten belope van 1,5 miljard euro zouden ons hele zorgstelsel op losse schroeven kunnen zetten.

Wil men het concurrentievermogen echt vrijwaren, dan moet men ervoor zorgen dat het op een optimaal sociaal overleg is gestoeld. Ons sociale model laat de sociale partners toe de krachtlijnen van de sociale zekerheid en het werkgelegenheidsbeleid vast te leggen. Uw regering mag dan wel beweren dat ze zich van het belang van dat overleg bewust is, in een reeks domeinen legt u dat overleg doodleuk naast zich neer door in de plaats van de sociale partners te treden.

Inzake de fiscaliteit heeft de regering mooie en grootse plannen voor een belastinghervorming en een *tax shift*. Vóór de verkiezingen stelden een aantal politici van de meerderheid, meer bepaald van de MR, een grootschalige belastinghervorming voor, met een verhoging van de belastingvrije som tot 13.000 euro, de afschaffing van bepaalde belastingsschijven... Kortom, een onbetaalbare hervorming voor een bedrag van twintig miljard euro!

l'avions dit.

(*Protestations sur les bancs du MR*)

Mais c'était l'époque où on rasait gratis!

01.21 Richard Miller (MR): (...)

01.22 Laurette Onkelinx (PS): Monsieur Borsus, un peu d'attention, s'il vous plaît: 15 milliards plus ce qui concernait l'impôt des sociétés.

01.23 Richard Miller (MR): (...)

Le **président**: Veuillez continuer, madame Onkelinx.

01.24 Laurette Onkelinx (PS): M. le président m'invite à continuer. Et, bien entendu, comme d'habitude, je l'écoute!

Que reste-t-il des promesses ronflantes de l'avant-élections?

Je cite: "il convient d'examiner la possibilité d'un glissement vers des impôts sur d'autres revenus que ceux du travail vers des impôts indirects et/ou vers la fiscalité environnementale". "Paroles, paroles", comme disait Dalida, "encore des paroles!"

Au lieu des grandes réformes annoncées, en réalité, le gouvernement nous propose de rehausser les frais professionnels forfaitaires via une augmentation des accises sur le tabac, le diesel et certaines augmentations de TVA. Pour le reste, on verra plus tard, nous dit-on. On étudiera la question. C'est donc cela le grand *tax shift* que le gouvernement propose!

Mesdames et messieurs, la seule option réaliste pour opérer un véritable glissement qui aurait permis de diminuer les impôts sur les revenus du travail, c'était la taxation des revenus du capital et l'imposition des plus-values. C'est à ce niveau que se situent les plus importantes marges. C'est par cette voie que l'on aurait pu opérer un véritable glissement sans toucher au pouvoir d'achat de la classe moyenne, sans mettre à mal notre économie.

Qui est assez naïf pour croire encore que, si un signal clair n'est pas donné dans l'accord de gouvernement, la moindre initiative sérieuse pourra être prise par ce gouvernement. Mais il aurait sans doute fallu un peu de courage pour aller dans ce sens, pour aller dans la bonne direction. Mais non! Une nouvelle fois, il ne fallait pas toucher à ce fameux tabou. Il fallait même, contre tout logique, jusqu'à faire preuve d'idiotie, ne pas toucher au veau d'or des plus-values. Et tant pis si cela aurait permis de rendre notre système fiscal plus équitable.

Je vous cite: "Un régime progressif d'imposition des revenus suppose que les plus lourdes charges pèsent sur les épaules les plus solides". Tu parles, comme dirait l'autre! Les rentiers ne paieront aucun impôt sur les bénéfiques, même plantureux, de la vente de leur paquet d'actions. Trouvez-vous cela équitable, monsieur le premier ministre? Le gouvernement pense-t-il vraiment que le miroir aux alouettes de son impôt de transparence abuse quiconque? Nous appuyons cette mesure. Nous l'avions d'ailleurs proposée, il n'y a pas si longtemps. Mais, il est ici question d'une mesure de lutte contre la fraude fiscale

01.24 Laurette Onkelinx (PS): U was ook van plan na te gaan of een verschuiving van de belastingen op arbeid naar indirecte belastingen en/of naar milieubelastingen mogelijk is!

De aangekondigde grote hervormingen blijven echter achterwege en deze regering beperkt zich ertoe de forfaitaire beroepskosten op te trekken, een maatregel die gefinancierd wordt door de accijnzen op tabak en diesel op te trekken en door een aantal btw-tarieven te verhogen.

De enige realistische keuze om de belastingen op het inkomen uit arbeid te verminderen, was de belasting van de inkomsten uit kapitaal en van de meerwaarden. Maar wellicht zou het enige moed hebben gevegd om die weg in te slaan! Eens te meer wordt dat taboe ongemoeid gelaten. De renteniers zullen dus geen belastingen betalen wanneer ze hun aandelen van de hand doen. Vindt u dat billijk? Is er iemand die zich in de doeken laat doen door uw transparantiebelasting?

Inkomsten uit kapitaal belasten? De regering schroeft de heffingen terug. Nochtans oordeelde de Hoge Raad van Financiën dat een *tax shift* vier miljard per jaar zou opbrengen.

De regering, die fraude wil aanpakken en pleit voor samenwerking tussen de

et évidemment pas d'un impôt sur le capital.

Imposer les revenus du capital: au contraire, le gouvernement diminue les prélèvements en instaurant un système qui équivaut à réinstaurer un précompte mobilier de 10 % sur certains dividendes. Et pourtant le Conseil supérieur des Finances avait estimé qu'un véritable *tax shift*, où tous les tabous seraient levés, pouvait permettre de rapporter – je cite – "4 milliards par an". Grâce à cela, il aurait été possible d'investir au profit des travailleurs et au profit des petites et moyennes entreprises.

De la même manière, ne doit-on pas s'étonner qu'un gouvernement qui prétend vouloir lutter contre la fraude, qui prône le renforcement de la collaboration entre les services d'inspection des SPF éparpille bizarrement en son sein les compétences en matière de lutte contre la fraude fiscale et de lutte contre la fraude sociale. Étrange conception de l'efficacité: faites ce que je dis et pas ce que je fais.

Plus étrange encore: la lutte contre la fraude fiscale et la lutte contre la pauvreté relèvent de la compétence d'une même secrétaire d'État. Pure coïncidence, bien sûr, à moins que, pour certains, il n'existe une corrélation entre pauvreté et fraude: à quoi tous ces gens sans travail peuvent-ils bien occuper leurs journées? C'est ce qu'il faut comprendre à demi-mot.

Mesdames et messieurs, je suis également étonnée par les autres mesures de compétitivité. En effet, à la lecture des propositions, on ne peut manquer de voir à quel point le projet qui nous est présenté est exclusivement pensé et construit pour le patronat. Il est, par exemple, frappant de constater que le salaire est toujours appréhendé comme un coût et jamais comme un revenu.

C'est ce prisme patronal qui explique l'obsession du gouvernement sur ce point. Pour lui, tous les moyens sont bons pour réduire les salaires; le blocage des salaires réels d'abord, le saut d'index ensuite, les modifications structurelles de la loi de 1996 pour étouffer tout espoir de récupérer demain ce qui sera perdu aujourd'hui. Rien que par le saut d'index, pour un salaire très moyen, il s'agit d'un hold-up de 400 euros par an.

Nous ne disons pas que la maîtrise des salaires ne se justifie jamais. Lorsqu'un écart s'était créé avec l'Allemagne du fait de l'accélération de l'inflation chez nous, nous avons nous-mêmes accepté d'intervenir, pour autant que l'on maintienne l'indexation par ailleurs. Mais aujourd'hui, l'écart salarial se réduit et aucun élément objectif ne justifie que l'on empêche les salaires de progresser avec la croissance de l'économie. Votre posture en la matière est purement idéologique.

Les partis de droite aiment à vanter la valeur travail. Ils l'opposent volontiers à la culture de l'assistanat qu'entreprendrait l'État providence. Cette posture autour de la valeur travail se trouve clarifiée dans le présent projet. La droite aime le travail comme un concept, mais elle n'a que faire des travailleurs! Ceux-ci sont des instruments utiles qui doivent coûter le moins cher possible et, idéalement, avoir le bon goût de rester à leur place.

Pour nous, le travail doit idéalement être une source de réalisation

inspectiediensten, verspreidt de bevoegdheden inzake de strijd tegen sociale en fiscale fraude. Meer nog: de strijd tegen fiscale fraude en de armoedebestrijding vallen onder dezelfde staatssecretaris. Ziet u dan een verband tussen armoede en fraude?

Ik ben verwonderd over de andere maatregelen op het stuk van de competitiviteit. De plannen zijn op maat van de werkgevers gesneden: loon wordt beschouwd als een kost, niet als een inkomen. Alle middelen zijn goed om de lonen te drukken (blokkering van de reële lonen, indexsprong, wijzigingen van de wet van 1996). De indexsprong alleen al betekent een diefstal van 400 euro per jaar.

Loonmatiging is verdedigbaar. Toen de inflatie snel steeg, zijn we akkoord gegaan met maatregelen, mét behoud van de indexering. Vandaag is er evenwel geen enkele objectieve reden om de lonen geen gelijke tred te laten houden met de economische groei. Uw standpunt is ideologisch.

Rechts verheerlijkt graag de waarde "werk" door die af te zetten tegen de steuncultuur die de welvaartsstaat in stand zou houden. Rechts beschouwt de werknemer dan ook als een nuttig instrument dat zo goedkoop mogelijk moet zijn en zijn plaats moet kennen.

Wij beschouwen werk als een middel voor emancipatie en een bron van zelfontplooiing voor de werknemers. Door de bescherming van de werknemers te ondergraven, wordt uw strijd tegen loon een strijd tegen werk!

Volgens mij staat elke eis van het VBO in het door u voorgestelde regeerakkoord. U maakt zelfs geen gewag van de impact van de aanpassing van die beschermingsregels op de levenskwaliteit van de

personnelle pour le travailleur. C'est à travers le statut qu'il offre et la rémunération qu'il génère que le travail est émancipateur. Cela n'a pas de sens de distinguer travail et salaire. Pour nous, votre guerre contre le salaire est fondamentalement une guerre contre le travail! Une guerre qui se mène d'ailleurs sur plusieurs fronts. Diminuer le salaire des travailleurs ne vous suffit pas. Il vous faut aussi vous attaquer aux règles qui les protègent: flexibilisation des horaires et du travail nocturne, accélération des procédures de licenciement, réduction des préavis.

Je pense qu'il n'y a pas une seule revendication de la FEB que l'on ne retrouve pas d'une manière ou d'une autre dans votre projet d'accord. Toutes ces règles protectrices, vous les présentez à sa suite comme des obstacles à la croissance et à la compétitivité. Vous n'évoquez même pas l'impact que ces changements pourraient avoir sur la qualité de vie des travailleurs. Votre indifférence à leur égard est sidérante!

À côté de ces efforts imposés aux travailleurs, l'État lui-même contribue à l'amélioration de la compétitivité en procédant à une réforme des cotisations patronales.

Le **président**: M. Beke peut-il intervenir?

01.25 Laurette Onkelinx (PS): (...)

Le **président**: Soyez certaine que je tiens compte des interruptions, madame!

01.26 Laurette Onkelinx (PS): Mais je peux rester toute la matinée, toute la journée...

01.27 Wouter Beke (CD&V): Mevrouw Onkelinx, u maakt er werkelijk een karikatuur van.

01.28 Laurette Onkelinx (PS): Nee, ik ga daarmee niet akkoord.

01.29 Wouter Beke (CD&V): Ik zal u zeggen waarom. Met de vorige regering hebben wij ingezet op werkgelegenheid, jobs en werkcreatie en dat doen we met de nieuwe regering ook. Met de vorige regering hebben wij, om de flexibiliteit van de arbeidsmarkt te vergroten, de degressiviteit van de werkloosheidsuitkeringen ingevoerd. We hebben de inschakelingsuitkeringen ingevoerd. We hebben een competitiviteitspact gesloten, dat we in deze legislatuur zullen uitvoeren. Zeggen dat de vorige regering er was voor de werknemers en dat de huidige tegen de werknemers is, is fout. Deze regering maakt een keuze om er niet alleen te zijn voor de mensen die vandaag een job hebben, maar ook voor degenen die er morgen en overmorgen een willen hebben. Dat is de keuze, die wij maken.

01.29 Wouter Beke (CD&V): Mme Onkelinx présente la situation de manière caricaturale. Le gouvernement précédent s'est investi dans l'emploi, la dégressivité des allocations de chômage, les allocations d'insertion et un pacte pour la compétitivité que nous allons mettre en œuvre au cours de cette législature. Le gouvernement actuel a choisi de travailler non seulement au profit de ceux qui ont actuellement un emploi, mais également de ceux qui veulent en obtenir un à l'avenir.

01.30 Laurette Onkelinx (PS): Monsieur Beke, vous ne m'aurez pas sur le sujet, parce que je ne renie pas...

Cela devient un peu bizarre!

01.31 Wouter Beke (CD&V): Mevrouw Onkelinx, we kunnen discussiëren over de methode, maar in de vorige legislatuur hebben we ook ingegrepen in de index. Het is op voorstel van sp.a geweest dat men de btw op de elektriciteit heeft verlaagd.

01.32 Laurette Onkelinx (PS): Vous vous y êtes toujours opposés.

01.33 Wouter Beke (CD&V): Er waren goede redenen om daartegen te zijn

01.34 Laurette Onkelinx (PS): Dat zegt u!

01.35 Wouter Beke (CD&V): Maar we hebben geassumeerd.

Het gevolg was dat we eigenlijk een indexsprong via de achterdeur hebben gedaan. Nu komt er een indexsprong en – ik geef toe, mevrouw Onkelinx – die valt ook ons zwaar. Ik geef dat toe, maar het is wel een gecorrigeerde indexsprong!

We gebruiken 100 % van de welvaartsenvelop en er komt 127 miljoen euro bij voor de uitkeringsgerechtigden en de gepensioneerden. Daarmee doen we twee keer zoveel als in de vorige legislatuur. Ter compensatie geven we 1 miljard euro terug – want u spreekt over 400 euro – aan de mensen die werken, en in totaal 1,6 miljard euro via de welvaartsenvelop.

Het is correct wanneer u zegt dat de vorige regering er één was voor de mensen die werken. Maar de volgende regering – deze regering – zal er ook zo één zijn, met keuzes die economisch verantwoord en sociaal aanvaardbaar zijn.

01.36 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer Beke, ik zal het straks herhalen. U stelt mij alvast teleur met uw kennis over de index. Het is een fabeltje, wat door u en uw collega's al een hele tijd wordt verteld, dat er in de vorige legislatuur een verdoken indexsprong is geweest.

Ik hoef u toch niet uit te leggen hoe de index werkt. Als de prijzen stijgen, stijgen ook de lonen. Men neemt daarbij de prijzen van goeden en diensten die men normaal nodig heeft om van te leven. Wat heeft de vorige regering gedaan? Ze heeft gekeken naar wat er in de korf zat en heeft vastgesteld dat in de korf rekening werd gehouden met prijzen van goederen en diensten die eigenlijk niet meer van deze tijd zijn. Men keek bijvoorbeeld naar de prijs van de telefoon in plaats van die van de gsm. En dat noemt u een verdoken indexsprong.

We hebben er ook voor gezorgd in de vorige legislatuur dat de prijzen voor de energie, voor de elektriciteit zijn gedaald. Ook dat moet men natuurlijk meenemen in de index.

Het was helemaal geen verdoken indexsprong, wij hebben gewoon rekening gehouden met de reële prijzen. Niet alleen doet u via de Vlaamse regering de prijzen stijgen van elektriciteit en van kinderopvang, alsook de prijzen inzake de schoolgaande jeugd, nu beslist u via de federale regering ook nog eens de lonen te doen dalen, want u zegt dat u een indexsprong van 2 % doet. U bedriegt de

01.31 Wouter Beke (CD&V): Sous la précédente législature, sur proposition du sp.a, nous avons réduit le taux de la TVA sur l'électricité, pratiquant ainsi un saut d'index déguisé.

01.35 Wouter Beke (CD&V): Sous la précédente législature, sur proposition du sp.a, nous avons réduit le taux de la TVA sur l'électricité, pratiquant ainsi un saut d'index déguisé. L'actuel saut d'index nous pèse, mais nous utilisons 100 % de l'enveloppe bien-être et ajoutons 127 millions d'euros pour le relèvement des allocations et des pensions, soit le double de ce qui avait été prévu à l'époque. Les travailleurs bénéficieront d'un milliard d'euros de compensations et ils recevront 1,6 milliard d'euros au total par le biais de l'enveloppe bien-être.

01.36 Karin Temmerman (sp.a): Il n'y a pas eu de saut d'index déguisé sous le précédent gouvernement. Lors d'une indexation, les salaires s'alignent sur les hausses de prix d'un panier composé de produits de première nécessité. Le gouvernement précédent s'est contenté de retirer de ce panier une série de produits dépassés et de tenir compte des prix réels. Nous avons dans le même temps veillé à faire baisser les tarifs de l'électricité, un élément évidemment important dans le calcul de l'index.

L'exécutif flamand a décidé d'augmenter les tarifs de l'électricité, de l'accueil des enfants et des droits d'inscription dans l'enseignement et le gouvernement fédéral se propose, de son côté, de faire baisser les salaires par le biais du saut

mensen, wanneer u zegt dat wie werkt, in de toekomst meer zal verdienen.

Ik heb nog een laatste punt. U zegt dat u dat compenseert. Mijnheer Beke, u zult zelf wel uitgerekend hebben hoe groot die compensatie is. Die dekt helemaal niet wat u de mensen afneemt! Helemaal niet, excuseer!

01.37 Laurette Onkelinx (PS): Je voudrais également dire à M. Beke, avec lequel nous avons beaucoup négocié, que je ne renie absolument pas ce qui a été fait sous l'ancienne législature. Je vous ai dit tout à l'heure que vous ne trouverez jamais devant vous une personne qui dit: "il n'y a qu'à..." Non, des efforts, il faut en consentir! Nous n'avons pas touché à l'indexation des salaires, nous n'avons pas préconisé de saut d'index et nous avons augmenté une partie des salaires, notamment les bas salaires. Cela, c'était une politique importante et intelligente.

Par ailleurs, j'ai cru comprendre que, pendant les négociations, effectivement comme vous me le dites, il était difficile pour vous d'accepter un saut d'index. Pour nous, cela aurait été impossible! Vous êtes plus souple. Mais j'ai cru comprendre aussi qu'à titre de compensation, vous alliez réclamer une imposition sur les plus-values. Vous ne l'avez pas eue, monsieur Beke. Donc, vous avez "chiqué" et le saut d'index et l'absence de mesures envers le capital. Aussi, je vous en prie, ne venez pas donner de leçons!

01.38 Wouter Beke (CD&V): Mevrouw Onkelinx, jammer, maar helaas, dat klopt niet. Wij zullen in 2015 de welvaartsenveloppe, waarvan 60 % werd uitgekeerd, optrekken tot meer dan 120 %, om voor de uitkeringen en de pensioenen de compensatie van de index te geven. Dat is dus twee keer zoveel als in de vorige legislatuur. Dat zal alles samen ongeveer 400 miljoen kosten. Die 400 miljoen zullen komen uit inkomsten uit vermogen.

01.39 Laurette Onkelinx (PS): Je me réjouis de vous voir en commission pour que nous puissions vous montrer ce qui a exactement été décidé.

01.40 Karin Temmerman (sp.a): Een kleine opmerking: uit een heel klein beetje inkomsten van de grote vermogens en zeker geen meerwaardebelasting.

01.41 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): De heer Beke vervult zijn rol als partijvoorzitter met verve, maar ik denk dat het toch belangrijk is om dicht genoeg bij de realiteit te blijven, bijvoorbeeld op het vlak van vermogensfiscaliteit.

Ik weet niet of u hier gisteren was, maar onze fractie was vragende partij om de cijfers, verbonden aan dit regeerakkoord, op tafel te hebben. Die zijn niet rondgedaald.

d'index de 2 % annoncé. À l'avenir, il ne sera plus question de travailler pour gagner plus et les compensations promises sont totalement insuffisantes.

01.37 Laurette Onkelinx (PS): Ik verlooohen de beslissingen in de vorige zittingsperiode niet en het klopt inderdaad dat er inspanningen moeten worden geleverd. Wij hebben toen echter gekozen voor een slimme aanpak: wij hebben niet geraakt aan de index en hebben de lage lonen opgetrokken.

Tijdens de onderhandelingen zou u met een indexsprong hebben ingestemd in ruil voor een belasting op meerwaarden, maar die heeft u niet verkregen. Gelieve ons dan ook de les niet te lezen!

01.38 Wouter Beke (CD&V): Vos propos ne sont pas corrects. En 2015, l'enveloppe bien-être sera augmentée pour dépasser les 120 %, soit deux fois plus qu'au cours de la précédente législature. Les 400 millions nécessaires proviendront les revenus du patrimoine.

01.39 Laurette Onkelinx (PS): Ik kijk er naar uit om u in de commissie te kunnen uitleggen wat er precies werd gewijzigd.

01.40 Karin Temmerman (sp.a): Il s'agit d'une infime partie des revenus des grandes fortunes et certainement pas d'une taxe sur les plus-values, comme nous l'avions espérée.

01.41 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Hier, il n'a pas été accédé à la demande formulée par notre groupe politique de pouvoir disposer des chiffres de l'accord de gouvernement. Concernant la fiscalité sur les gains en capital, les montants cités changent en permanence. Il est évident pour

Met betrekking tot de vermogensfiscaliteit is het nu eens 500, dan weer 600, dan 400 miljoen. Het is telkens iets anders.

De conclusie over de fiscale verschuiving is voor ons al gemaakt. De partijen die zeiden voor een *tax shift* te zijn, waaronder de uwe, hebben verloren. Zij hebben dat niet gerealiseerd. De inkomsten uit vermogens zullen met 0,1 % van het bbp toenemen richting 2019.

Hebt u onderhandeld voor 0,1 % fiscale verschuiving? Hebt u campagne gevoerd voor 0,1 % fiscale verschuiving? Dat is geen *tax shift*. De enige *tax shift* die er is, is naar mensen die werken, naar mensen die het moeilijk hebben. Ik citeer Marc Leemans, u welbekend.

01.42 Laurette Onkelinx (PS): Monsieur Beke, je voulais ajouter qu'à côté des efforts imposés aux travailleurs, l'État lui-même contribue à l'amélioration de la compétitivité en procédant à une réforme des cotisations patronales. Mais, ici aussi, le choix des modalités est assez étonnant!

Alors que toutes les études s'accordent pour souligner l'intérêt de concentrer les aides à l'emploi sur les publics moins qualifiés, qui touchent dès lors généralement les bas salaires, vous avez choisi de ne rien prévoir pour ceux-ci et de consacrer toute votre enveloppe à ceux dont le taux effectif est aujourd'hui supérieur à 25 %, c'est-à-dire le milieu, voire le haut de la distribution salariale. Ce choix aussi, monsieur Beke, me paraît incompréhensible!

En définitive, vous prétendez remettre à flot l'économie belge en imposant des efforts douloureux aux travailleurs et en accordant des cadeaux inutiles aux patrons. Vous comprendrez que, dans ce cadre-là, le public ne puisse pas applaudir ce fameux courage. Vous détenez à présent beaucoup de pouvoir, y compris celui d'être injuste. Je pense qu'il faut avoir la décence, tout de même, de ne pas prendre les travailleurs pour des imbéciles!

Monsieur le président, mesdames et messieurs, mes collègues interviendront longuement sur les volets "Justice", "Sécurité" et "Immigration", où la patte de la droite est bien visible. Une politique de sécurité vire à une politique sécuritaire, dans laquelle l'obsession de l'ordre prend systématiquement le pas sur le respect des libertés individuelles et où rien n'est dit, ou si peu, sur les politiques de réinsertion sociale dont nous avons pourtant tellement besoin.

Je me permettrai de souligner deux éléments liés au département de la Justice. Le gouvernement, dites-vous, examinera de quelle manière la Justice pourrait s'autofinancer davantage. C'est quand même étonnant! Quelle est donc cette idée d'autofinancement? Hormis la référence aux droits de greffe, le texte reste muet. Sauf erreur de ma part, les recettes de la Justice tombent dans le pot commun du budget de l'État. Allez-vous faire une exception pour ce département et, en quelque sorte, le rendre otage de ses propres recettes? Par ailleurs, vous le savez, l'augmentation des droits de greffe et de mise au rôle va défavoriser au premier chef les personnes les plus pauvres, mais aussi les classes moyennes - pour lesquelles le coût de la Justice est trop souvent prohibitif. Nous pouvons légitimement nous demander si, finalement, l'objectif du gouvernement n'est pas, en réalité, d'appauvrir le pouvoir judiciaire.

nous que les partis qui plaidaient pour un transfert de fiscalité, comme le CD&V, n'ont pas eu le dessus puisque les revenus du capital n'augmenteront qu'à raison de 0,1 % du PIB jusqu'en 2019. Comme l'a déjà dit Marc Leemans: le seul transfert de fiscalité est celui qui ira vers les travailleurs, vers les citoyens en difficulté.

01.42 Laurette Onkelinx (PS): De keuze van de modaliteiten voor de hervorming van de werkgeversbijdragen doet inderdaad de wenkbrauwen fronsen. In alle studies wordt het belang van werkgelegenheidsmaatregelen voor de laaggeschoolden benadrukt, maar onbegrijpelijkwijze heeft u ervoor gekozen hen in de kou te laten staan en maatregelen te nemen voor degenen wier effectieve tarief hoger is dan 25 procent! U trekt de Belgische economie weer vlot ten koste van pijnlijke inspanningen voor de werknemers en deelt de werkgevers geschenken uit.

U beschikt thans over de macht om onrechtvaardig te zijn, maar u mag niet alle mensen voor achterlijk houden!

Mijn collega's zullen het over de hoofdstukken Justitie, Veiligheid en Immigratie hebben. Uw obsessie met law-and-order haalt het van de individuele vrijheden en het noodzakelijke resocialisatiebeleid wordt over het hoofd gezien.

U zegt dat de regering zal onderzoeken hoe Justitie meer zichzelf kan financieren. De ontvangsten van Justitie komen in de gemeenschappelijke pot van de rijksbegroting terecht. Zal u voor dat departement een uitzondering maken en het tot gijzelaar van zijn eigen ontvangsten maken? De verhoging van de griffie- en

Autre chose: avant les élections, un grand débat a réuni tous les partis, à l'initiative du barreau, au sujet de l'aide juridique. J'étais présente avec plusieurs collègues. Or votre parti, monsieur le premier ministre, par la voix de Mme Marghem, avait promis des moyens supplémentaires pour sortir de la logique de l'enveloppe fermée.

Dans votre réponse, je vous demanderai simplement de préciser comment on réalise cette promesse dans le texte de l'accord.

Avant de conclure, je voudrais encore évoquer trois points particuliers de votre accord: la remise en cause de la sortie du nucléaire, la politique internationale de notre pays et la place de Bruxelles.

Ce gouvernement prétend le contraire mais il me semble – certains de mes collègues y reviendront – qu'on enterre bel et bien la sortie du nucléaire. Vous faites croire que vous prolongez Doel 1 et Doel 2 pour répondre au risque de pénurie d'électricité pour cet hiver et l'hiver prochain, mais vous savez pertinemment que cette prolongation n'augmentera pas la sécurité d'approvisionnement dans les deux ans à venir. Pourquoi prolonger de dix ans ces deux réacteurs si ce n'est pas pour remettre en question la sortie du nucléaire? Mon groupe dénoncera cette prolongation qui nécessite de très lourds investissements, qui se feront au détriment du maintien ou du développement d'autres sources de production nucléaire. Je vous pose la question: quel sera le soutien de ce gouvernement aux centrales au gaz qui sont pourtant indispensables? Quel sera le soutien de ce gouvernement pour le renouvelable? Selon moi, la prolongation de ces deux réacteurs est un mauvais signal donné aux autres investisseurs qu'Electrabel, dans le cadre du développement du mix énergétique.

Par ailleurs, pour mon groupe, votre approche de l'international semble problématique. Peut-être n'ai-je pas bien compris. On a l'impression d'un gouvernement beaucoup plus va-t-en-guerre et d'un gouvernement de relations internationales très fortement imprégné par la nécessité des relations économiques. L'humanitaire, la solidarité internationale et l'aide aux populations sont eux passés sous silence. La coopération au développement se résumera désormais à une lutte contre l'immigration et se doit – je cite –: "d'apporter une valeur ajoutée à nos entreprises". Pendant que pas une ligne ne parle, par exemple, de la lutte contre la faim dans le monde.

En Défense, les premières mesures annoncées s'inscrivent dans une conception particulière d'attaque plutôt que de défense: retrait de notre mission ONU de déminage au Liban pour, en revanche, retourner avec l'OTAN en Afghanistan, annonce de l'achat d'avions de chasse avant même de définir la moindre stratégie sur le long terme, tant dans une coordination européenne que dans la recherche de retombées économiques pour notre pays, pendant qu'on demande à nos concitoyens de se serrer la ceinture.

Fermeture évoquée – j'espère que ce ne sera pas le cas – de l'Hôpital Militaire qui, pourtant, joue un rôle crucial dans le secteur des soins de notre pays et aurait pu jouer un rôle extrêmement important dans la crise Ebola.

rolrechten speelt vooral in het nadeel van de allerarmsten en de middenklasse. Is het de bedoeling van de regering om de rechterlijke macht uit te mergelen?

Voor de verkiezingen hebben alle partijen deelgenomen aan een breed debat over de rechtsbijstand. Uw partij, mijnheer de eerste minister, heeft bij monde van mevrouw Marghem extra middelen in het vooruitzicht gesteld om komaf te maken met de logica van de gesloten enveloppe.

Hoe voert u die belofte uit?

Deze regering draagt de kernuitstap ten grave. U beweert dat Doel 1 en 2 langer in bedrijf worden gehouden wegens het dreigende stroomtekort tijdens de komende winter en de winter van volgend jaar, maar u weet dat die verlenging de bevoorradingszekerheid de komende twee jaar niet groter zal maken. De verlenging vergt zware investeringen, ten koste van andere productiewijzen zoals gasgestookte centrales en hernieuwbare energie. In het kader van de ontwikkeling van de energiemix is de verlenging een verkeerde boodschap aan alle investeerders, met uitzondering van Electrabel.

Op het vlak van de internationale betrekkingen toont de regering zich oorlogszuchtig en lijkt het denken te worden bepaald door de economische betrekkingen. Van humanitaire inspanningen, internationale solidariteit en noodhulp wordt niet gerept. Ontwikkelingssamenwerking zal niet méér zijn dan de migratie tegenhouden, en ze zal geld in het laatje voor onze ondernemingen moeten brengen. De honger in de wereld wordt in het regeerakkoord niet vernoemd.

De eerste beslissingen met betrekking tot Landsverdediging

Monsieur le ministre du gouvernement précédent, je vous avais écrit pour vous dire qu'il me semblait utile qu'une unité de l'Hôpital Militaire puisse accueillir les patients Ebola, comme cela se fait dans d'autres pays. J'espère véritablement que l'on ne mettra pas à mal ce projet qui est indispensable si l'on veut accueillir des patients ayant contracté cette maladie.

Mesdames et messieurs, notre pays était petit par sa taille mais grand par ses relations internationales et diplomatiques et par son aide humanitaire. J'espère qu'il ne deviendra pas désormais un acteur atlantiste aveugle au nom de l'intérêt du marché et des actions qui rapportent à court terme.

Enfin, je suis stupéfaite du peu de cas que vous faites dans votre déclaration de la place de la capitale de ce pays, Bruxelles. Quelques mots à peine, non pour lui garantir son statut, ses moyens de capitale du pays, non pas pour indiquer une quelconque volonté de mener, avec les décideurs régionaux, quelques grands projets pour assurer son rayonnement international. Non, vous en parlez dans le chapitre "Secteur financier, banques et assurances"! Votre ambition pour Bruxelles est simplement d'en faire un centre financier qui doit "répondre aux besoins du monde des entreprises et des prestataires de services financiers". Quel manque de considération pour cette région et pour ses habitants! Est-ce là encore l'influence du grand architecte de votre accord, l'Anversois qui, comme chacun le sait, n'en a rien à faire de la capitale de ce pays?

Voilà, monsieur le premier ministre, ce que je voulais vous dire.

J'ai dit que, par votre gouvernement, par vos choix, mais aussi par vos silences, la Belgique entrait dans une zone de turbulences. Je ne m'en réjouis pas.

Comme vous, j'aime mon pays qui a su construire, sur la base d'un corps de valeurs fortes, un modèle économique et social qui l'a porté à l'un des meilleurs classements sur l'échelle mondiale du bien-être.

On peut et on doit toujours faire mieux. On doit développer davantage la solidarité vis-à-vis des hommes et des femmes qui connaissent des difficultés de vie. On doit soutenir mieux encore les travailleurs, le secteur économique et notamment nos petites et moyennes entreprises qui sont la sève de notre économie. Mais pour y arriver tout en respectant les échéances de retour à l'équilibre, il ne fallait pas adopter une politique de rupture, comme vous le proposez, qui risque de casser toutes les évolutions construites au fil du temps. Le courage, ce n'est pas d'être un béni-oui-oui de l'idéologie libérale développée, entre autres, par le FMI. Le courage, ce n'est pas de demander aux plus faibles de participer plus que les autres à l'allègement de notre déficit. Le courage, ce n'est pas de se donner à un parti qui menace notre avenir commun. Le courage, ce n'est pas de vouloir le pouvoir à tout prix.

Vous faites fausse route, monsieur le premier ministre! L'opposition socialiste va se déployer pour vous le rappeler.

Nous n'allons pas faire aujourd'hui ce que nous avons condamné hier. Nous n'allons pas tout à coup – je l'ai dit à plusieurs reprises – nous perdre en vociférations démagogiques et populistes. J'ai toujours eu

zijn aanvullend in plaats van verdedigend: onze VN-ontmijningsmissie in Libanon wordt stopgezet, we keren met de NAVO terug naar Afghanistan, en er worden jachtvliegtuigen aangekocht zonder een Europese coördinatiestrategie en zonder economische return voor ons land. Er wordt gewag gemaakt van de sluiting van het Militair Hospitaal, dat nochtans een sleutelrol vervult. Mijnheer de minister van de aftredende regering, ik had u erop gewezen dat een eenheid van het Militair Hospitaal ebolapatiënten zou kunnen opvangen, zoals ook in andere landen gebeurt. Dat project is absoluut noodzakelijk.

Ons kleine landje was groot op het stuk van diplomatie en humanitaire hulp. Ik hoop dat het geen blinde atlanticus wordt, een land dat alleen oog heeft voor de belangen van de markt en voor acties die op korte termijn opbrengen.

Uw enige ambitie voor Brussel bestaat erin er een financieel centrum van te maken dat tegemoet komt aan de behoeften van de bedrijfswereld en de aanbieders van financiële diensten. Wat een gebrek aan respect voor dit Gewest en zijn inwoners! Speelt hier niet eens te meer de invloed van de grote architect van uw akkoord, de Antwerpenaar, die, zoals iedereen weet, geen moer geeft om de hoofdstad van dit land?

België gaat inderdaad een woelige periode tegemoet en dat heeft het te danken aan uw regering en aan de keuzes die u maakt, maar ook aan uw stilzwijgen.

Net als u hou ik van mijn land, dat een op sterke waarden gestoeld sociaal-economisch model heeft weten uit te bouwen, waardoor het een van de landen met het hoogste welvaartsniveau ter wereld is geworden.

We moeten de solidariteit blijven

une sainte horreur des "il n'y a qu'à" et je ne changerai pas d'avis à ce sujet! Le PS veut constituer une opposition qui dénonce quand cela est nécessaire, mais qui débat aussi, qui propose et qui soutient ce qui doit éventuellement l'être.

Bref, en vous refusant la confiance, le PS est prêt pour une opposition de résistance et d'espoir.

(Applaudissements)

(Applaus)

01.43 Hendrik Vuye (N-VA): Mijnheer de voorzitter, collega's, het zal u wellicht niet verwonderen dat ik heel wat positiever zal zijn dan de vorige spreekster. Het zal u waarschijnlijk verheugen dat ik het ook heel wat korter zal houden dan de vorige spreekster.

Eerst en vooral wil ik de eerste minister van harte feliciteren met zijn project. Het is een mooi project, het is een coherent project, het is een project met visie. Het is een project dat toelaat om beleid te voeren. Het is ooit anders geweest; we hebben de tijden gekend van *concilier l'inconciliable*, maar die zijn gelukkig voorbij.

Ik wil de eerste minister ook feliciteren met zijn uitmuntende kennis van het Nederlands. Ook dat is in recente tijden wel eens anders geweest.

Wat de N-VA betreft is deze coalitie het logische gevolg van de verkiezingen van 25 mei 2014. Het zal sommigen misschien pijn doen om het te aanhoren maar de linkse partijen hebben wel de verkiezingen verloren. De PS min drie zetels, Ecolo min twee. CdH verloor stemmen; kunnen zij nog zetels verliezen? De MR won er twee zetels bij. Aan Vlaamse kant is er een heel duidelijke meerderheid van Open Vld, CD&V en N-VA. Het is dus duidelijk dat in die omstandigheden Elio II geen optie was. Het was ook duidelijk voor de N-VA dat er maar één kamikazeregering zou bestaan in dit land, met name Elio II.

Mevrouw Onkelinx stelde daarnet de vraag waarom de N-VA in de regering zit. Ik zal daarop antwoorden. Omdat iedereen het zo goed vond in uw Elio I dat niemand behalve de PS bereid was om verder te gaan met de regering-Di Rupo.

versterken en de werknemers, de economische sector en onze kmo's blijven ondersteunen, maar daartoe hoefde er niet met het lopende beleid te worden gebroken. Moed tonen, dat is niet de jabloer van de liberale ideologie spelen, noch de allerzwaksten vragen meer dan de anderen bij te dragen, noch het aanleggen met een partij die ons aller toekomst in gevaar brengt.

De socialistische oppositie zal zich niet ineens in demagogisch geschreeuw verliezen. We willen zaken aanklagen, maar we staan ook open voor het debat, willen voorstellen formuleren en onze steun verlenen aan wat eventueel steun verdient.

De PS weigert u dus het vertrouwen en is klaar om hardnekkig en hoopvol oppositie te voeren.

01.43 Hendrik Vuye (N-VA): Je félicite le premier ministre d'avoir conçu un projet clair et cohérent qui permettra la mise en œuvre d'une vraie politique. C'est une première. Aujourd'hui, toutefois, le temps du 'concilier l'inconciliable' est révolu. Je tiens également à féliciter le premier ministre pour sa parfaite maîtrise du néerlandais. Cela aussi, c'est une première.

Cette coalition n'est que le résultat des dernières élections que la gauche a perdues et que la droite a gagnées. Aussi un gouvernement Elio II aurait-il été le seul et unique gouvernement kamikaze. "Pourquoi la N-VA est-elle aux affaires?" se demande Mme Onkelinx. Parce qu'Elio I a été si "formidable" qu'excepté le PS, aucun parti n'était disposé à entrer dans un gouvernement Elio III!

(...): (...)

01.44 Hendrik Vuye (N-VA): In Sjanghai, mevrouw.

De waarheid is ook dat de partijen die zich progressief opstellen, zoals de PS, eigenlijk niet zorgen voor progressie. Waar was de progressie de laatste jaren? Ik hoop dat die progressie er zal komen — en ik ben er zelfs zeker van — als opzet van deze regering. Er zij heel duidelijke doelstellingen, namelijk de belastingdruk te doen dalen, wat uniek zal zijn, het overheidsbeslag te doen dalen, wat eveneens uniek zal zijn, en we krijgen de grootste sanering ooit, met een competitiviteitshock en met een begroting in evenwicht vanaf 2018. Ik herinner er graag aan dat de datum van 2018 net degene was die in ons programma stond.

Wij zullen dat doen via structurele hervormingen, met het herstellen van het concurrentiepakket. Wij zullen de loonkostenhandicap, die sedert 1996 is ontstaan, wegwerken en wij zullen de werkgeversbijdragen voor de RSZ verminderen, met name van 33 % naar 25 %, wat een aanzienlijke vermindering is. U zult ook in de media hebben gelezen dat voormelde plannen door de Eurogroep unaniem positief werden onthaald.

De **voorzitter**: Mijnheer Vuye, de heer Calvo wil u even onderbreken.

01.45 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, mijnheer Vuye, u citeert een aantal cijfers. Ik heb gisteren in een interview met u gezien dat u verklaart dat u weliswaar nieuw bent in het Parlement, maar dat u vertrouwd bent met de parlementaire dynamiek en dat u er goesting in hebt.

U moet derhalve ook onze vraag begrijpen, die een heel eenvoudige ja/nee-vraag is, met betrekking tot de cijfers. Immers, u, een parlamentslid dat houdt van de parlementaire dynamiek, begrijpt toch dat het Parlement niet alleen vrede neemt met de cijfers die u citeert, maar de volledige budgettaire tabel wil. Bent u het daarmee eens of hebt u een probleem met dergelijke transparantie?

01.46 Hendrik Vuye (N-VA): Mijnheer Calvo, een parlamentslid met uw ervaring zou moeten weten dat dergelijke cijfers aan de regering en niet aan de fractieleider van de oppositie moeten worden gevraagd. Men vraagt die cijfers niet aan een parlamentslid maar aan de regering.

01.47 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer Vuye, ik weet dat de N-VA een strak geleide partij is. Indien het echter al taboe is om de mening van een parlamentslid te vragen over het functioneren van het Parlement en over de parlementaire transparantie, dan is het wel heel ver gekomen.

Mijn vraag is dus heel logisch. Acht u zulks in uw hoedanigheid van parlamentslid normaal?

01.48 Hendrik Vuye (N-VA): Ik dank u voor uw appreciatie van de N-

01.44 Hendrik Vuye (N-VA): Le PS se dit progressiste mais notre pays a-t-il réellement progressé ces dernières années? Le nouveau gouvernement a au moins le mérite de poursuivre des objectifs clairs: réduction de la pression fiscale, réduction de la masse globale des ponctionnements publics, assainissement historique, amélioration choc de la compétitivité et, grâce à des réformes structurelles et au rétablissement du pacte de compétitivité, un budget en équilibre à partir de 2018. Le handicap sur le plan du coût salarial sera réduit en abaissant la cotisation ONSS de 33 % à 25%. L'Eurogroupe a accueilli favorablement nos projets, à l'unanimité de surcroît.

01.45 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): M. Vuye a déclaré dans la presse, que bien qu'étant nouveau dans cet hémicycle, il n'en maîtrise pas moins la dynamique parlementaire. Il comprendra dès lors parfaitement ma question. Ne considère-t-il pas que le Parlement a le droit de disposer d'un tableau budgétaire complet, plutôt que de devoir se satisfaire des chiffres avancés çà et là?

01.46 Hendrik Vuye (N-VA): Un parlementaire de la trempe de M. Calvo sait qu'il ne doit pas demander ces chiffres à un membre du Parlement, mais au gouvernement.

01.47 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Si un membre du Parlement n'est même pas autorisé à exprimer son opinion sur le fonctionnement de notre Assemblée, j'en conclus que la N-VA est un parti dirigé d'une main de fer.

VA. Ik neem ze mee.

De **voorzitter**: Minister Jamar vraagt het woord.

01.49 Minister **Hervé Jamar**: Mijnheer de voorzitter, er wordt veel over cijfers gesproken. Ik vraag nog een beetje geduld, twee of drie uur.

01.49 **Hervé Jamar**, ministre: Je vous demande encore un peu de patience. Les chiffres demandés seront disponibles d'ici deux à trois heures.

Excusez-moi: en Wallonie, un gouvernement s'est installé ce 22 juillet; en Fédération Wallonie-Bruxelles, il y a peu également. Pourtant, nous n'avons toujours pas les tableaux que j'attends afin de les envoyer à la Commission européenne. Et nous, nous aurions dû disposer des chiffres depuis avant-hier alors que c'est le jour où notre gouvernement a été constitué! Vous les recevrez cet après-midi.

De Waalse regering trad op 22 juli aan, de Franse Gemeenschapsregering kort geleden, en toch wachten we nog altijd op hun begrotingscijfers – ik moet die immers verzenden aan de Europese Commissie. En dan stelt u dat onze kersverse regering de cijfers eergisteren al had moeten voorleggen! U zal ze vanmiddag krijgen.

01.50 **Jean-Marc Nollet** (Ecolo-Groen): Monsieur le président, comme mon collègue M. Calvo, je voulais m'empressement de remercier le gouvernement et le ministre du Budget de la remise des chiffres. En effet, c'est fondamental: derrière les beaux discours prononcés, les chiffres devraient nous permettre d'y voir clair. J'attends donc ces tableaux.

01.50 **Jean-Marc Nollet** (Ecolo-Groen): Ik wil eveneens de regering bedanken dat ze ons die cijfers zo snel mogelijk bezorgt. U beschikt niet over de cijfers van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap: so what? Laten we het debat voeren op grond van de federale begrotingscijfers.

J'entends bien que, pour la Région wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles, vous n'en disposez pas. Qu'importe! Entamons le débat selon les chiffres fédéraux. Nous les attendons donc à 14 h 00 et nous pourrions alors reprendre sur des bases chiffrées.

01.51 **Hervé Jamar**, ministre: Ne dites pas "qu'importe". Nous devons tenir compte des Entité I et Entité II. J'attends l'Entité II pour envoyer le tout. Chez nous, tout est en ordre.

01.51 Minister **Hervé Jamar**: U moet dat niet zeggen. We moeten rekening houden met entiteit I én II. Op federaal niveau is alles in orde.

01.52 **Karin Temmerman** (sp.a): Mijnheer de minister van Begroting, u zegt dat het traag gaat, maar ik wil er u wel op wijzen dat zowel de eerste minister als een aantal andere ministers hebben gezegd dat de tabellen al lang klaar waren.

01.52 **Karin Temmerman** (sp.a): Le premier ministre, de même que plusieurs autres ministres, ont déclaré que les tableaux chiffrés étaient prêts depuis longtemps. Je propose donc que nous suspendions la séance jusqu'à ce que nous ayons reçu les tableaux, pour que nous puissions mener un débat honnête.

Wij zijn zeer blij dat wij de cijfers vanmiddag zullen krijgen, en ik stel dan voor dat wij de vergadering nu schorsen, tot wanneer wij de tabellen hebben. Als u er toch zo zeker van bent dat wij die over twee uur zullen hebben, laat ons dan een eerlijk debat voeren, met de cijfers in de hand, en de vergadering vanaf nu gedurende twee uur schorsen.

De **voorzitter**: Gaat u maar door, mijnheer Vuye.

Le **président**: J'invite M. Vuye à poursuivre son exposé.

01.53 **Hendrik Vuye** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik heb gesproken over het wegwerken van de loonhandicap. Ik heb ook gesproken over de...

01.54 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de minister, ik weet dat alles nieuw is en dat het voor u nog wat wennen is en misschien heb ik mij verkeerd uitgedrukt, maar ik heb u een duidelijke vraag gesteld, met name laten wij de vergadering gedurende twee uur schorsen, tot wij de tabellen hebben. Ik vraag u ook een antwoord.

01.55 Hervé Jamar, ministre: C'est matériellement impossible, ils doivent tourner.

01.56 Denis Ducarme (MR): Monsieur le président, je suis un peu surpris que nous recommencions le débat d'hier. Pour clarifier immédiatement la suite de nos travaux suite à cette proposition parfaitement légitime de la part de l'opposition, je propose de passer à un vote concernant cette proposition de Mme Temmerman.

01.57 Hendrik Vuye (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik kan in elk geval voortdoen zonder de cijfers.

De **voorzitter**: Dat weet ik. Ik stel voor dat, als er een voorstel is, u dan een motie indient en dan zullen wij ons daarover uitspreken. Iedereen kan hier op eender welk moment een schorsing vragen. U kunt toch niet veronderstellen dat wij daarop dan ingaan? Als u gegronde redenen hebt, dient u maar een motie in en dan zullen wij daarover stemmen. Ik stel nu voor dat de heer Vuye verdergaat.

01.58 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de voorzitter, u zegt dat het niet is omdat er een voorstel is dat "wij" daarop moeten ingaan. Kunt u even verduidelijken wie "wij" zijn?

De **voorzitter**: De vergadering.

01.59 Karin Temmerman (sp.a): De vergadering.

De **voorzitter**: Mevrouw Temmerman, als er een voorstel van dading is, zal de vergadering zich daarover uitspreken. En nu heeft de heer Vuye het woord.

01.60 Hendrik Vuye (N-VA): Ik heb het daarnet gehad over het wegwerken van de loonkostenhandicap en over de vermindering van de RSZ-werkgeversbijdrage.

Als derde punt wil ik het hebben over langer werken. Ik heb daarnet gehoord dat langer werken gelijk zou staan aan sociale achteruitgang. Ik vind dat een hoogst eigenaardige redenering. Ik denk dat minder lang werken net zal leiden tot sociale achteruitgang en dat dan net de uitkeringen en sociale voorzieningen in gevaar komen.

Wat concreet het regeerprogramma betreft, wil ik erop wijzen dat N-VA een heel standvastige partij is. Ik verwijs naar de argumenten van mijn voorganger Jan Jambon en wat hij op 8 december 2011 heeft gezegd ter gelegenheid van het debat rond de vorige regering.

01.54 Karin Temmerman (sp.a): Je sais que le président n'a pas encore beaucoup d'expérience, mais j'ai clairement réclamé une suspension de séance. Je demande une réponse du président.

01.55 Minister Hervé Jamar: Dit is materieel onmogelijk.

01.56 Denis Ducarme (MR): Tot mijn verbazing doet men het debat van gisteren nog eens over. Ik stel voor dat we over dat voorstel stemmen.

01.57 Hendrik Vuye (N-VA): Je suis pour ma part parfaitement en mesure de poursuivre ce débat sans les chiffres.

Le **président**: Qui le souhaite peut déposer une motion sur laquelle nous nous prononcerons. Sinon n'importe qui pourrait demander une suspension à n'importe quel moment. Nous ne pouvons tout de même pas accueillir chaque fois favorablement une telle demande.

01.58 Karin Temmerman (sp.a): Qui visez-vous en utilisant le pronom "nous"?

Le **président**: L'Assemblée.

01.60 Hendrik Vuye (N-VA): Sur le flanc gauche, j'ai entendu certains affirmer que travailler plus longtemps constituerait un recul social. Voilà un raisonnement qui me paraît pour le moins étrange. Si nous ne travaillons pas plus longtemps, nous ne pourrions plus payer les allocations et autres avantages sociaux et c'est précisément cela qui constituerait un recul social.

La N-VA se caractérise par sa

N-VA heeft toen tegengestemd omdat er massale belastingverhogingen waren, omdat er geen besparingen waren en omdat er in het akkoord niets stond over de looncompetitiviteit. N-VA is heel standvastig. Het huidige akkoord beantwoordt wel aan die drie criteria en draagt dan ook onze goedkeuring weg.

Er staan daarin een aantal zaken waarover men volgens mij flauw doet. Ik vind het flauw van de PS om over de indexsprong te spreken. U weet maar al te goed dat u die indexsprong nodig zult hebben om orde op zaken te stellen in het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

Wat pensioenen betreft, denk ik dat iedereen goed beseft dat hier iets moest gebeuren. Wij hebben van de vorige regering een afschakelplan inzake energie geërfd. Het heeft niet veel gescheeld of er kwam een afschakelplan inzake pensioenen. Dat er in 2030 ook naar een nieuw systeem, een puntensysteem, wordt uitgekeken, is iets wat wij enkel maar kunnen toejuichen.

In het hoofdstuk over sociale vooruitgang staan ook een aantal belangrijke elementen, onder andere over armoedebestrijding. De N-VA is zogezegd de harde partij, maar de uitkeringen worden wel opgetrokken tot het niveau van de armoededrempel. Ik vraag mij eigenlijk af waarom de zachte partijen dat niet vroeger hebben gerealiseerd.

Wat Justitie betreft, voortaan zullen alle straffen worden uitgevoerd. Dat punt was belangrijk voor ons. Er komen een moderne strafwetgeving en een modern strafwetboek. Wij zullen de gerechtelijke achterstand aanpakken. Er is ook een belangrijk stuk over de modernisering van het familierecht, met onder andere een patrimoniale regeling voor de zorgkinderen en een regeling van het statuut van de zorg- en pleegouders. Ook dat is iets wat de harde partij N-VA moet realiseren en wat de zachte partijen voor ons niet hebben gerealiseerd.

01.61 Hans Bonte (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik wil even reageren op de karikatuur die collega Vuye maakt van harde en zachte partijen.

Het was daarnet ook min of meer de kern van het debat tussen mevrouw Onkelinx en de heer Beke over het effect van loonlastenverlagingen en de versterking van de sociale zekerheid.

Volgens u, mijnheer Vuye, is het mooie van dit verhaal dat de zogenaamde harde partij zorgt voor het terugdringen van armoede. Veel partijen zijn daar gevoelig voor. In ons land is er één instituut, het Centrum voor Sociaal Beleid van Herman Deleeck, dat zeer nauwgezet de effecten van de sociale zekerheid meet en maatregelen

stabiliteit. Le 8 décembre 2011, M. Jambon, alors chef de groupe, se déclarait opposé à l'accord de gouvernement précédent, en raison des nombreuses augmentations d'impôt qu'il impliquait et de l'absence d'économies et de mesures tendant au renforcement de la compétitivité. Le présent accord de gouvernement correspond aux vœux exprimés alors par M. Jambon.

Je trouve un peu facile de la part du PS de dénoncer le saut d'index alors qu'il sait pertinemment que ce saut est indispensable pour mettre de l'ordre dans l'enseignement de la Communauté française. En matière de pensions également, chacun sait qu'il fallait prendre des initiatives. Quant au système à points qui entrera en vigueur en 2030, nous ne pouvons que nous en réjouir.

La N-VA est présenté comme un parti dur mais nous ferons en sorte que les allocations soient relevées jusqu'au niveau du seuil de pauvreté.

Toutes les peines seront exécutées à l'avenir et la législation pénale et le code pénal seront modernisés. Nous nous attaquerons à l'arriéré judiciaire. Une modernisation du droit de la famille doit notamment permettre de régler le statut des parents sociaux et des parents d'accueil. Je me demande pourquoi les partis qui s'autoproclament bienveillants ne l'ont pas fait avant.

01.61 Hans Bonte (sp.a): M. Vuye dresse une caricature des partis bienveillants et des partis durs. Il affirme que la N-VA fera reculer la pauvreté. J'ai lu dans le quotidien *De Standaard* de ce matin une tribune libre de deux chercheurs du Centre de politique sociale. Ils ne croient absolument pas à un recul de la pauvreté – ils affirment que la probabilité que le groupe Abba se reforme est encore plus

bekijkt om te bepalen of zij bestaansonzekerheid en armoede wegwerken.

Het toeval wil dat twee eminente professoren van het Centrum voor Sociaal Beleid vandaag in *De Standaard* een vrije tribune schrijven. Ik citeer: "Het is altijd opletten geblazen met voorspellingen, maar op basis van wat wij lezen in het regeerakkoord zullen wij nog eerder een reünie van Abba mogen meemaken, dan dat de armoede zal dalen." Dat verklaren twee onderzoekers van het Centrum voor Sociaal Beleid, de heer Marx en doctor Van Lancker, vandaag in een vrije tribune na analyse van de maatregelen uit het regeerakkoord.

De kern van hun verklaring is – iedereen die met sociale zekerheid bezig is weet dat – dat alles afhangt van de prestaties op de arbeidsmarkt. Een van de basisoorzaken waarom er volgens hen geen vooruitgang zal zijn in de strijd tegen de armoede, is dat de loonlastenverlaging waartoe werd beslist en die miljarden kost, op een zeer ondoelmatige manier invloed zal hebben op de tewerkstelling en het gevolg daarvan is een toename van de armoede. Niet ik zeg dat, niet mevrouw Onkelinx zegt dat, maar de twee toponderzoekers van het Centrum voor Sociaal Beleid.

01.62 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Ook ik heb de vrije tribune naar dewelke de heer Bonte verwijst, met veel aandacht gelezen. Eigenlijk hoeft men die zelfs niet te lezen, want het regeerakkoord zelf zegt al heel veel. Ik verwijs naar pagina 37 van het regeerakkoord zoals gepubliceerd op de website van CD&V, vermits er varianten circuleren. Daar staat zwart op wit, mijnheer Vuye, dat uw eigen regeerakkoord verwacht en erkent dat een aantal maatregelen op het vlak van de arbeidsmarkt zoals het schrappen in de wachttuitkeringen, het schrappen in deeltijds werk enzovoort, wellicht zal leiden tot een verhoging van het aantal leeflooncliënten. Meer mensen zullen zich moeten wenden tot de bijstand, zie pagina 37.

Er werden al veel vrije tribunes geschreven. Middenveldorganisaties maken zich zorgen over dit akkoord. Wat de arbeidsmarkt betreft erkent u zelf dat door dit pad te kiezen, u mensen in de armoede duwt. Dit staat in uw eigen regeerakkoord, dit is een keuze die u heel duidelijk hebt gemaakt.

01.63 Hendrik Vuye (N-VA): Mijnheer Calvo, waarom denkt u eigenlijk dat in het regeerakkoord wordt ingezet op de creatie van jobs? Net om mensen uit de armoede te halen, net daarom!

Wat Binnenlandse Zaken betreft, is er een aantal punten dat ons ten eerste kan behagen, onder andere het aanpakken van overlast en, zeker en vast, een gerichte aanpak van de radicalisering.

De N-VA heeft voor de verkiezingen aan de Vlamingen een sociaal-economische herstelregering beloofd. Wij maken deze belofte waar. Er komt herstel en wij zullen de toekomst waarborgen.

Werd het communautaire afgevoerd? Wij hebben in ieder geval beloofd, zoals het duidelijk in het regeerakkoord staat, dat het communautaire gedurende vijf jaar niet aan bod zal komen. De eerste minister heeft daar ook aan herinnerd. Wij zullen die belofte loyaal gestand doen. Op pagina 2 staat ook dat na deze legislatuur de kiezer zich zal kunnen uitspreken over de verschillende beleidsprojecten. Ik

grande – parce que la réduction des charges salariales n'aura pas l'effet escompté sur l'emploi. La pauvreté ne fera donc que croître.

01.62 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Même dans l'accord de gouvernement, il est admis que les coupes sombres dans les allocations d'attente, dans le travail à temps partiel et dans d'autres mesures relatives au marché du travail pourraient entraîner une augmentation du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration.

01.63 Hendrik Vuye (N-VA): Dans l'accord de gouvernement, la majorité mise sur la création d'emplois pour extraire des citoyens de leur situation de pauvreté.

En ce qui concerne l'Intérieur, nous avons la ferme volonté de lutter contre toute forme de nuisance et de nous attaquer de façon ciblée aux phénomènes de radicalisation.

La N-VA traduira dans les faits ses promesses préélectorales de mise en place d'un gouvernement de relance socio-économique. Nous

denk dat het beleidsproject van N-VA bekend is.

respecterons loyalement l'engagement pris dans l'accord de gouvernement de ne pas aborder le communautaire durant cinq ans. On peut également lire dans l'accord de gouvernement que l'électeur aura l'occasion de se prononcer sur les divers projets politiques à l'issue de cette législature. Le projet politique de la N-VA est connu.

01.64 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer Vuye, ik heb vastgesteld dat N-VA-woordvoerders de voorbije week vaak naar dat ene zinnetje hebben verwezen, met name dat de kiezer zich in 2019 zal kunnen uitspreken over alle dimensies van het beleid. Ik heb daar geen enkel probleem mee. Ik kijk al uit naar eventuele communautaire debatten in 2019. Maar ik heb ook de website van *Doorbraak* geraadpleegd, een website van de Vlaamse Beweging die u ongetwijfeld bekend is en die inzicht geeft in het verloop van het N-VA-congres.

01.64 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Selon le site de l'association *Doorbraak*, lors de son congrès, la N-VA avait promis que l'article 195 de la Constitution serait déclaré ouvert à révision. Les cahiers Atoma mentionnent-ils ou non cette promesse relative à l'article 195?

Om dat congres van nationalisten over de streep te trekken heeft men gezegd: beste vrienden, wij zullen ons nog uitspreken over alle projecten, dus artikel 195 zal voor herziening vatbaar worden verklaard. Daar heb ik als advocaat geen enkel probleem mee, ik zal dat debat graag aangaan, maar kunt u nu duidelijk zeggen of er in de Atomaschriftjes wel of niet een afspraak over artikel 195 bestaat? Ja of nee, mijnheer Vuye?

01.65 Hendrik Vuye (N-VA): Mijnheer Calvo, als ervaren parlements lid zou u moeten weten...

01.66 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): U hebt daarover uitspraken gedaan op uw congres, dus ik meen dat het Parlement in deze politieke situatie om uw agenda en de agenda van de heer Michel en de heer Peeters echt te kennen, recht heeft op die informatie.

01.67 Hendrik Vuye (N-VA): Mijnheer Calvo, alstublieft, als ervaren parlements lid zou u moeten weten dat ik evident niet zal meedelen wat en of er iets in die Atomaschriftjes staat. De cijfers krijgt u, maar de Atoma krijgt u niet!

01.67 Hendrik Vuye (N-VA): Je ne ferai aucune déclaration sur le contenu des cahiers Atoma. M. Calvo recevra les chiffres demandés, mais pas les cahiers Atoma.

01.68 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Dus er zijn Atomaschriftjes? Staat daarin een akkoord? Of het in Atomaschriftjes staat, maakt mij niet uit.

De **voorzitter**: Mijnheer Calvo!

01.69 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): De heer Borsus zegt van niet. De heer Borsus zegt dat er geen akkoord is over artikel 195. Is dat zo? Ja of neen? Dat is een heel eenvoudige vraag. Dan kunnen wij de politieke situatie...

01.69 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Existe-t-il ou non un accord? M. Borsus affirme qu'aucun accord n'a été conclu sur l'article 195.

01.70 Hendrik Vuye (N-VA): Dien een motie in en vraag de

01.70 Hendrik Vuye (N-VA): Vous

Atomascriffjes op.

pourriez peut-être déposer une motion pour obtenir le droit de consulter les cahiers Atoma.

01.71 Karin Temmerman (sp.a): Een motie indienen om Atomascriffjes op te vragen, ik meen niet dat dit kan.

01.71 Karin Temmerman (sp.a): M. Vuye affirme que nul n'ignore l'objectif ultime de la N-VA. Peut-il nous le commenter?

Mijnheer Vuye, u hebt zopas gezegd dat iedereen het eindproject van de N-VA kent. Misschien kunt toch een kleine toelichting geven, want ik ken het niet helemaal. Kunt u een kleine toelichting geven?

01.72 Hendrik Vuye (N-VA): Er is u blijkbaar iets ontgaan vorig jaar. Wij hebben daarover een zeer uitvoerig congres georganiseerd. Dat is bijzonder uitvoerig uitgesmeerd in de media. Wij hebben daar ook teksten over gepubliceerd. Ik zal ze u laten toesturen.

01.72 Hendrik Vuye (N-VA): Je vous ferai parvenir les documents de notre congrès de l'année dernière.

De **voorzitter**: Mijnheer Dewael?

01.73 Patrick Dewael (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, het doet mij echt plezier dat elke keer wanneer ik rechtsta er commotie ontstaat in het halfrond. Dat was deze keer ook de bedoeling.

01.73 Patrick Dewael (Open Vld): Je soulève l'émoi chaque fois que je me lève. Le gouvernement Michel s'est engagé à laisser les questions communautaires au frigo durant cette législature. Je n'en parlerai donc pas tout à l'heure et je suppose que mes collègues de la majorité en feront de même. Il est cependant étrange d'entendre Mme Onkelinx plaider indirectement en faveur d'une logique fédérale et M. Calvo poser une question sur l'article 195 de la Constitution.

Ik stel hier een verbazende paradox vast. Tot spijt van wie het benijdt heeft de regering-Michel een engagement genomen om gedurende deze legislatuur het communautaire onaangeroerd te laten. Dat verbaast blijkbaar velen, maar dat is zo. Ik zal als meerderheidsfractie-leider straks niet over het communautaire spreken. Ik meen dat mijn collega's van de meerderheid dat ook niet zullen doen. Ironisch genoeg heeft mevrouw Onkelinx in haar betoog wel indirect – ik kom hier nog op terug – gepleit voor een zekere confederale logica. Nu gaat het over artikel 195 van de Grondwet. Wie begint daar over?

(Nederlandstalige leden van de oppositie roepen "hij")

Neen.

01.74 Hendrik Vuye (N-VA): Ik heb het woord niet uitgesproken.

01.75 Patrick Dewael (Open Vld): Mijnheer Calvo heeft daarover een vraag gesteld. Hij heeft gevraagd of er al dan niet een engagement is met betrekking tot artikel 195.

01.75 Patrick Dewael (Open Vld): Qui dès lors ouvre la boîte du communautaire? Je constate simplement que c'est le PS qui au terme de la précédente législature voulait déclarer cet article ouvert à révision.

Weet u welke partij voorstander was, op het einde van de vorige legislatuur, om te werken met een open grondwetsherziening en artikel 195? Dat was op dat ogenblik de Parti Socialiste. Ik stel dat maar vast.

(Applaus)

Ik zou nu graag het debat voeren over het sociaal-economische, want dat is het engagement dat wij allemaal in ons vaandel hebben geschreven voor de verkiezingen. Blijkbaar veroorzaken wij daarmee een soort van existentieel probleem bij een andere partij, die had gedacht om deze regering te kunnen bestrijden op basis van het communautaire en nu merkt dat dit hun niet lukt.

L'opposition regrette manifestement de ne pas réussir à attaquer le gouvernement sur le volet communautaire. Abstenez-vous dès lors de soulever la question et ramenez le débat sur la question de la politique socio-économique de relance!

Wel, zwijg er dan alstublieft over. Voer het debat over het sociaal-economisch herstelbeleid.

(Applaus)

Op het einde van de legislatuur heeft het Parlement het grondwettelijke recht, of zelfs bijna de grondwettelijke plicht, om de artikelen aan te duiden die ze voor herziening vatbaar wil verklaren.

Ik spreek hier over het Parlement, mijnheer Wathélet. Het Parlement zal op dat ogenblik zijn rol opnemen. Of is het de bedoeling van een investituurdebat om ook dat democratisch recht aan het Parlement nu al te ontnemen?

Nogmaals, voer het debat over het sociaal-economische, over het justitiële, over het politieke en over alle andere thema's, maar stop met elke keer opnieuw communautair de lont te proberen aansteken, want dat zal u niet lukken.

01.76 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijn beperkte parlementaire ervaring leert mij dat als de heer Dewael zich recht zet, het nodig is. Dan voelt hij dat het nodig is om deze meerderheid in bescherming te nemen. Het siert hem dat hij dat doet.

Zijn pleidooi om het sociaal-economische alle aandacht te geven, daar ben ik helemaal voor.

Wij zijn de fractie van de samenwerking. Wij zijn de fractie van het verbinden. Ons moet men niet vertellen wat wij in dat debat moeten doen.

Collega's van uw meerderheid, mijnheer Dewael, suggereren hier en in de media dat daar een afspraak over is. De heer Michel zegt nu van niet. Dat is de enige vraag. Is daar een afspraak over? Ja of neen? Dat is een heel eenvoudige vraag. Dat maakt het voor ons gemakkelijker om een aantal demarches die in deze meerderheid gebeuren – al heel veel de afgelopen 24 uur – beter te begrijpen. Dan kennen wij de agenda van de verschillende meerderheidspartijen beter. Dan kunnen wij beter sociaal-economisch oppositie voeren, want dat is nodig met dit regeerakkoord, mijnheer Dewael.

01.77 Veerle Wouters (N-VA): Mijnheer Calvo, als u het regeerakkoord goed leest, dan ziet u dat daarin letterlijk het volgende staat: "Na afloop van deze legislatuur zal, zoals voorzien door het kiesstelsel en zoals toegestaan door de Grondwet, het aan de kiezers zijn om zich uit te spreken over de verschillende beleidsprojecten." Zoals de heer Dewael zonet heeft aangegeven, kunnen wij op het einde van de legislatuur grondwetsartikelen voorleggen. Onze premier is zijn speech gisteren ook daarmee begonnen. U hebt gisteren niet goed geluisterd.

01.78 Hendrik Vuye (N-VA): Dat is inderdaad de laatste regel van de tweede bladzijde van het regeerakkoord.

01.79 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): (...)

01.80 Hendrik Vuye (N-VA): Het zou spijtig zijn om *Doorbraak* niet te lezen, maar daar beslist u over.

01.76 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Pour que M. Dewael intervienne, la situation doit être périlleuse. Qu'il veuille prendre cette majorité sous son aile protectrice l'honore. Mon groupe incarne l'esprit de collaboration. Nous voulons également que le volet socioéconomique retienne toute l'attention. Mais si des membres de la majorité déclarent dans les médias qu'un accord a été conclu à propos d'un article de la Constitution, cependant que le premier ministre nie l'existence d'un tel accord, ma question me paraît simple et logique.

01.77 Veerle Wouters (N-VA): L'accord de gouvernement stipule clairement qu'à l'issue de cette législature, "il appartiendra aux électeurs de se prononcer sur les différents projets politiques". Ce furent aussi les premiers mots prononcés par le premier ministre lors de sa déclaration.

01.80 Hendrik Vuye (N-VA): La N-VA a promis un gouvernement

Wat hebben wij, de N-VA, de Vlamingen beloofd? Wij hebben de Vlamingen een herstelregering beloofd, indien mogelijk met de PS in de oppositie. Wij doen het, na 26 jaar. Sedert de verkiezingen van 13 december 1987 zit de PS in de meerderheid. Ik meen zelfs dat u bij die verkiezingen voor het eerst verkozen werd, mevrouw Onkelinx, net als de heer Di Rupo. U zult nu – ik heb gisteren gezien dat u hiermee een beetje moeite hebt – moeten leren om oppositie te voeren. Uiteindelijk, na 26 jaar, mag u dat leren en indien u het niet moet leren, mag u het beleven.

01.81 **Laurette Onkelinx** (PS): (...)

01.82 **Hendrik Vuye** (N-VA): Indien u het niet moet leren, mag u het beleven. U hebt dat genoeg dankzij de N-VA. U zult dat genoeg hebben gedurende vijf jaar, misschien gedurende tien jaar, en als het aan mij ligt, zult u dat genoeg zelfs nog veel langer hebben.

De **voorzitter**: Gefeliciteerd met uw maidenspeech, mijnheer Vuye.

Mevrouw Temmerman heeft het woord.

01.83 **Karin Temmerman** (sp.a): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, dames en heren ministers, collega's, wij hebben eindelijk een regering. De vorming ervan heeft wel iets langer geduurd dan iedereen had verwacht. Wanneer partijen zich echter in vele bochten moeten wringen en vele beloften anders moeten vertalen, duurt het iets langer dan normaal.

Wij hebben de voorbije dagen in de pers al een paar voorsmaakjes gekregen en die smaken vrij zuur. De totaliteit van wat u, de regering, van plan bent, is ons eigenlijk pas het voorbije weekend duidelijk geworden, toen wij het volledige akkoord konden lezen.

Dames en heren, het regeerakkoord smaakt zuur. Onze vrees is immers werkelijkheid geworden. Immers, niet alleen krijgen wij, zoals ik daarstraks al aanhaalde, een factuurregering op Vlaams niveau. Wij krijgen op federaal niveau bovendien nog eens een regering die op twee principes is gestoeld, namelijk op oneerlijkheid en onrechtvaardigheid.

Dames en heren, die oneerlijkheid en onrechtvaardigheid weerspiegelen zich niet alleen in de maatregelen, die de regering neemt, maar vooral in wie de maatregelen zal betalen.

Collega's, vergis u immers niet. De regering eist niet de inspanningen van de grote vermogens, niet van de multinationals, niet van de aandeelhouders, niet van de sterke schouders. Neen, zij eist de inspanningen van de gewone mensen en van de gewone gezinnen in ons land.

Stop dus alstublieft met de mensen voor te liegen en te beweren dat er hier nu eindelijk eens een centrumrechtse regering is. Neen, collega's, er is heel duidelijk een kille rechtse regering zonder centrum.

Alle kosten en gevolgen van het voorgestelde beleid zijn integraal voor rekening van de gezinnen, voor jongeren die naar een job op

de relance aux Flamands, si possible avec le PS dans l'opposition. Ce que nous réalisons, après 26 ans! Depuis les élections du 13 décembre 1987, le PS faisait partie de la majorité. Aujourd'hui, et grâce à la N-VA, le PS devra apprendre à jouer son rôle d'opposition.

01.82 **Hendrik Vuye** (N-VA): Si cela ne tenait qu'à moi, ce serait d'ailleurs pour plus de cinq ou dix ans!

Le **président**: Je tiens à De féliciter M. Vuye pour son *maiden speech*.

01.83 **Karin Temmerman** (sp.a): La formation d'un gouvernement a pris plus de temps que prévu, mais c'est compréhensible sachant que les partis doivent se contorsionner en tous sens.

Ces derniers jours, nous avons déjà reçu un avant-goût pour le moins amer. Nous nous retrouvons avec un gouvernement flamand qui nous imposera bon nombre de factures, mais aussi un gouvernement fédéral reposant sur deux principes: la malhonnêteté et l'injustice. Cette réalité se traduit dans les mesures mises en œuvre mais aussi dans les payeurs ciblés: non pas ceux qui disposent d'un patrimoine important, les multinationales ou les actionnaires, mais les gens comme vous et moi et les familles.

Cessez donc de prétendre que nous avons affaire à un gouvernement de centre droit. Ceci n'est ni plus ni moins un gouvernement de droite pure et dure. Ceux qui éprouvent aujourd'hui déjà des difficultés à nouer les deux bouts seront mis à rude épreuve dans les années à venir. La gueule de bois durera bien au-delà d'une journée. Je puis vous assurer que les

zoek gaan, voor de hardwerkende alleenstaanden en voor zij die het eigenlijk nu al moeilijk hebben. Het zijn zij, die de komende jaren zullen zweten.

Het zullen niet enkel zweetdruppels zijn. Het wordt een ware kater en de kater van de giftige cocktail zal veel langer duren dan een dag. Ik kan u verzekeren dat het protest tegen de regering ook langer dan een dag zal duren. Het begint vandaag.

01.84 Wouter Beke (CD&V): Mevrouw Temmerman, een zindelijk debat over wat de regering al dan niet zal uitvoeren in de volgende jaren, is hier op zijn plaats. U maakt echter een karikatuur, alsof onze regering een kille regering zou zijn. Onze regering gaat voor economische groei en sociale vooruitgang.

Onze regering doet datgene wat uw sp.a-voorzitter jarenlang heeft aangekondigd, maar niet heeft gedaan. Ik herinner mij de uitspraken van Bruno Tobback als toenmalig minister van Pensioenen dat hij wist wat er moest gebeuren om de betaalbaarheid van de pensioenen te verzekeren, maar dat hij op de dag dat hij dat zou doen, geen stemmen meer zou halen. Welnu, over het aantal behaalde stemmen zal ik geen grapjes maken, maar onze regering doet wat er moet gebeuren.

Niet langer dan een jaar geleden – straks zullen we het wellicht nog wel over de pensioenleeftijd hebben – zei Bruno Tobback dat zijn dochter langer zou moeten werken dan tot haar 65ste als we de pensioenen betaalbaar willen houden. Welnu, onze regering maakt de keuzes die in het rapport-Vandenbroucke naar voren zijn gebracht na de verkiezingen. Onze regering voert die keuzes uit opdat we er niet mee geconfronteerd zouden worden dat een vraag die wij enkele jaren geleden in het Parlement hebben gehoord van een socialistische minister van Pensioenen, namelijk of de pensioenen in 2015 nog betaalbaar zouden zijn, bewaarheid zou worden. In de komende vijf jaar gaan honderdduizenden werkenden met pensioen. Onze regering trekt 7 miljard euro extra uit om in die toenemende pensioenbehoeften te voorzien. Dus de regering maakt wel degelijk de keuze om zekerheid, perspectief en toekomst te bieden aan de mensen. Dat is heel iets anders dan te beweren dat dat kille keuzes zijn.

01.85 Peter De Roover (N-VA): De socialisten verbazen mij hier geweldig en zeker met de beeldspraak van een kille regering, die ons doet zweten. Dat is vrij origineel. De heer Bonte was toch ook wat gedurfd wanneer hij verwees naar een studie van het centrum Deleeck, dat wel begint met de vaststelling dat geen enkele regering met de socialisten erin geslaagd is om de armoede in te perken. Mijnheer Bonte, ik stel voor dat u voortaan citeert uit bronnen die u wel gelijk geven.

Mevrouw Temmerman, ik vind ook uw bewering dat er nogal wat tijd nodig was om de regering te vormen, vreemd. Als u zelf vorige keer een regering hebt kunnen vormen na amper 541 dagen, was ook die verwijzing misschien beter achterwege gebleven.

U hebt gezegd dat het verzet daartegen al op gang komt. Mag ik u vragen wat u daar eigenlijk mee bedoelt? Hier in het verkozen parlement wordt een democratisch debat gevoerd. Betekent het

mouvements de contestation dureront eux aussi plus d'une journée.

01.84 Wouter Beke (CD&V): L'état des lieux dressé par Mme Temmerman frise la caricature. Le projet de l'actuel gouvernement se concentre sur la croissance économique et le progrès social. Nous faisons ce que le président du sp.a savait devoir faire depuis de longues années, mais n'a jamais osé dire ni imposer, craignant de perdre des électeurs. Il y a un an, il déclarait encore que pour garantir la viabilité du régime des pensions, sa fille devrait travailler au-delà de 65 ans. Les propositions du gouvernement en la matière sont conformes aux conclusions du rapport Vandenbroucke et prévoient de réserver 7 milliards d'euros supplémentaires afin d'offrir la sécurité, des perspectives et un avenir à la population. Ces choix peuvent difficilement être qualifiés de frileux!

01.85 Peter De Roover (N-VA): Les socialistes m'étonnent. Un "gouvernement froid" qui va pourtant faire suer, voilà qui est original ... Sans oublier que M. Bonte a fait référence à une étude qui établit noir sur blanc qu'aucun gouvernement avec les socialistes n'a fait reculer la pauvreté. Et Mme Temmerman qui trouve que la formation du gouvernement a duré longtemps et qui oublie de mentionner que le gouvernement précédent, dont elle faisait elle-même partie, a mis 541 jours pour essayer de concilier l'inconciliable. Qu'entend-elle du

volgens u dat beslissingen over regeringen elders dan in het parlement moeten genomen worden?

01.86 Karin Temmerman (sp.a): Ik zal beginnen met de laatste vraag, die u mij stelt. Het is natuurlijk de bedoeling dat wij als oppositie, hier oppositie voeren tegen uw regeerbeleid. Ik denk dat het mijn recht is, tenzij dat dat principe nu ook veranderd wordt, dat het ook in de kracht van verandering zit. Maar ik hoop van niet en uiteraard worden de beslissingen hier genomen, ik denk niet dat ik iets anders gezegd heb.

Mijnheer Beke, uiteraard moeten we keuzes maken en ik kom daar later op terug. De vraag is welke keuzes u maakt en, vooral, wie die keuzes betaalt. Daar gaat het om.

Dat we moeten zorgen dat onze burgers, onze kinderen en kleinkinderen straks een pensioen hebben, zeggen wij al jaren. Dat hebt u zelf toegegeven. Het is evident dat we daarvoor zorgen. Nogmaals, het gaat om de manier waarop u daarvoor zorgt. U hebt overigens zeer selectief het rapport-Vandenbroucke gelezen; ik kom daar later op terug.

Collega's, er is een alternatief voor wat hier voorgesteld wordt. Natuurlijk, mijnheer Beke, moeten er structurele hervormingen gebeuren, natuurlijk zijn die nodig. Maar, nogmaals, bij de uitvoering ervan kan men kiezen waar men de lasten legt. Men hoeft ze niet eenzijdig bij de gezinnen te leggen.

Collega's, het eerste alternatief is kijken naar de winsten die men haalt uit aandelen. Misschien zijn die in dit land wat hoog. Men verwijst naar de *tax shift*. Welnu, normaal moet een *tax shift* betekenen dat de lasten worden gedragen door de sterkste schouders. Ik weet niet of heer Geens nog aanwezig is...

(Het licht valt enkele tellen uit)

Dat was de geest van de heer Geens.

De heer Geens heeft in zijn hoedanigheid van minister van Financiën tijdens de vorige regering een rapport gevraagd aan de Hoge Raad voor Financiën om na te gaan op welke manier men de *tax shift* het beste zou organiseren. In augustus heeft de Hoge Raad daar antwoord op gegeven. U had dat rapport dus goed kunnen gebruiken. Hieruit bleek zeer duidelijk dat een belasting op winsten uit aandelen het beste alternatief is om de daling van de belasting op de inkomsten uit arbeid te financieren. Ook daar zijn wij voor, mijnheer Beke, voor een daling van de belasting op de inkomsten uit arbeid. Nogmaals, men moet zoeken waar men die opbrengsten haalt. Meer nog, de Hoge Raad heeft zelfs becijferd hoeveel dit zou kunnen opbrengen. Mevrouw Onkelinx heeft er al naar verwezen, het gaat om 4 miljard euro. Dat is het eerste alternatief.

Het tweede alternatief waarop deze regering zou kunnen inzetten is de fraudebestrijding, zodat iedereen bijdraagt op een eerlijke manier en — het is inderdaad een slogan — men het geld ook haalt waar het

reste par "l'opposition à ce gouvernement est en marche"? Des décisions concernant des gouvernements doivent-elles être prises ailleurs qu'au Parlement?

01.86 Karin Temmerman (sp.a): Il appartient bien entendu à l'opposition de s'opposer, et c'est d'ailleurs notre droit, à moins que la "force du changement" nous prive aussi de ce droit.

Il faut évidemment opérer des choix mais le plus important est de savoir qui va les financer. Il faut évidemment garantir la soutenabilité des pensions mais le rapport Vandenbroucke est lu ici de manière très sélective. Des mesures structurelles doivent effectivement être prises mais il existe une alternative. Il ne faut pas faire porter tout l'effort sur les familles.

La première solution de rechange au projet gouvernemental consisterait à taxer les bénéficiaires tirés des actions. Un vrai transfert de fiscalité fait supporter les charges les plus lourdes par les plus larges épaules. Le Conseil supérieur des Finances a consacré un rapport à ce thème en août 2014, à la demande du ministre des Finances en fonction à l'époque, M. Geens. Le CSF estime d'une part qu'une taxe sur les bénéficiaires tirés des actions est la meilleure autre option pour financer la baisse de la taxation sur les revenus du travail et d'autre part qu'un tel transfert de fiscalité pourrait rapporter 4 milliards d'euros. Or le gouvernement Michel fait manifestement fi de ce rapport.

La seconde solution consisterait à tabler sur la lutte contre la fraude fiscale afin que chaque contribuable paie des impôts en fonction de sa capacité contributive et qu'on aille chercher l'argent où il se trouve vraiment.

Le gouvernement qui vient d'être

zit.

Collega's, deze regering maakt andere keuzes. Zij legt de lasten elders. Immers, wie moet de inspanningen leveren?

De architect van deze regering heeft meermaals gezegd dat het zal pijn doen. Jammer genoeg heeft hij gelijk gekregen. De inspanningen die men vraagt doen pijn. Ik begin met de eerste, de indexsprong. Ik had het daarnet over een opbrengst van 4 miljard euro. Deze regering kiest ervoor om een indexsprong te installeren voor de gezinnen en voor iedereen die werkt.

Het gaat om een indexsprong voor 2,6 miljard euro. Dit is geen eenmalige inspanning want uw eigen minister van Financiën heeft onlangs verklaard dat het een structurele maatregel is die de bedrijven tot in de eeuwigheid zullen meedragen. Welnu, de werknemers zullen deze indexsprong ook tot in de eeuwigheid meedragen, maar dat bent u even vergeten. Ik leg dit uit aan de hand van volgende concreet voorbeeld. Een pas afgestudeerde verpleegster van 20 jaar die pas begint te werken, heeft een brutoloon van 2 000 euro. Op het einde van haar carrière zal die zogezegd eenmalige indexsprong haar 26 170 euro gekost hebben. Dat is een belasting die kan tellen.

Eigenlijk maakt deze indexsprong, zoals ik daarnet al zei, deel uit van een een-tweetje met de Vlaamse regering, want deze heeft reeds een aantal kosten laten stijgen. Water, energie, kinderopvang, school en universiteit worden allemaal duurder en daarbovenop zal deze regering ook nog eens een indexsprong doorvoeren, waardoor de lonen in de werkelijkheid zeker zullen dalen.

01.87 Dirk Van der Maelen (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik zou willen vragen dat de eerste minister aanwezig blijft als de tweede grootste oppositiepartij het woord heeft over de regeerverklaring.

01.88 Karin Temmerman (sp.a): Ik zei dus dat het een een-tweetje is met de Vlaamse regering. Enerzijds de kosten verhogen en anderzijds de inkomsten, zijnde de lonen, verlagen, is weliswaar een zeer goed samenwerkingsfederalisme, maar het is niet het samenwerkingsfederalisme waar wij voor staan.

Bovendien is het evenzeer kiezersbedrog, want alle partijen die nu de federale regering vormen hebben ten tijde van de verkiezingen zeer graag verklaard dat het niet de werknemers zijn die te veel verdienen, maar de werkgevers die te veel moeten betalen.

Ik zal de heer Peeters hieromtrent citeren. Hij zei tijdens de verkiezingscampagne: "Bij ons is mensen pijn doen geen programmapunt. Wij zijn voor het wegwerken van de loonhandicap en dat doe je niet door jonge mensen te ontmoedigen, door alleenstaande ouders die zonder werk vallen het mes op de keel te zetten, door mensen die werken het loon af te pakken." Let op dat

installé emprunte toutefois une autres voie et l'architecte de cette nouvelle politique reconnaît lui-même que ce ne sera pas un lit de roses mais plutôt d'orties. En effet, avec le saut d'index, le gouvernement Michel fera supporter les efforts par les ménages et par les travailleurs.

Le saut d'index rapportera 2,6 milliards d'euros. Selon le ministre des Finances, il ne s'agit pas d'une mesure one shot mais d'une mesure structurelle, dont les entreprises pourront recueillir les fruits pendant des années. On passe cependant sous silence le fait que les travailleurs devront eux aussi supporter les conséquences de cette mesure jusqu'à la fin des temps. Pour un travailleur qui gagne 2 000 euros bruts en début de carrière, ce saut d'index unique se soldera en fin de carrière par une perte de 26 170 euros et ce, alors que le gouvernement flamand a déjà augmenté le coût de l'eau, de l'énergie, de l'accueil des enfants et de l'enseignement. Ce genre de fédéralisme de coopération n'est vraiment pas à notre goût.

01.87 Dirk Van der Maelen (sp.a): Je demande que le premier ministre reste présent parmi nous alors que le deuxième parti d'opposition a la parole concernant la déclaration gouvernementale.

01.88 Karin Temmerman (sp.a): De surcroît, on a menti à l'électeur: tous les partis qui siègent aujourd'hui au sein du gouvernement fédéral ont déclaré que ce n'étaient pas les travailleurs qui gagnaient trop, mais les employeurs qui se voyaient présenter une facture trop élevée.

Durant la campagne électorale, le ministre Peeters avait promis que le handicap salarial ne serait pas résorbé en rabotant le salaire des travailleurs, mais le saut d'index fait concrètement baisser les

laatste punt in de verklaringen van de heer Peeters tijdens de campagne.

salaires de 2 %.

Dan staat u daar met uw indexsprong. Excuseert u mij, maar met een indexsprong haalt men het loon met 2 % naar beneden.

01.89 Peter Dedecker (N-VA): Mevrouw Temmerman, het is altijd zeer aandoenlijk als u uw slogan "haal het geld waar het zit" herhaalt. Heel toevallig is dat ook de slogan van de maffia. Ik weet niet of er enige gelijkenis is.

01.89 Peter Dedecker (N-VA): L'autre solution réside dans une hausse des impôts. Sous la précédente législature, le choix en faveur de cette option a occasionné la perte de 20 000 emplois et, à la suite de la mesure relative au bonus de liquidation, de nombreuses PME ont jeté le gant, faisant passer des emplois supplémentaires à la trappe. Le présent gouvernement accorde la priorité à l'emploi qui constitue la meilleure garantie de maintien de la protection sociale. Le saut d'index est du reste corrigé et, grâce au relèvement du plafond de déductibilité des frais forfaitaires, le salaire poche du travailleur augmentera.

Uw alternatief is duidelijk, namelijk belastingen. Belastingen, belastingen, belastingen! Wij hebben daar tijdens de vorige legislatuur genoeg van gezien. Het resultaat is bekend, te weten dat er meer dan 20 000 mensen minder aan het werk zijn dankzij de belastinglawine van de vorige legislatuur. De liquidatiebonus alleen al heeft onnoemelijk veel kmo's over de kling gejaagd, met gigantisch veel jobverlies tot gevolg.

Als er één ding is dat prioritair is voor de regering, is het wel jobs. Jobs, jobs, jobs, jobs! Dat is de beste sociale garantie en de beste sociale bescherming.

Wat de indexsprong betreft, vergeet u te zeggen dat die sociaal gecorrigeerd is en dat wie werkt, meer zal overhouden. De forfaitaire kostenaf trek wordt verhoogd. Wie werkt, zal meer overhouden. Het zou u sieren dat ook te vermelden.

01.90 Wouter Beke (CD&V): Mevrouw Temmerman, u verwees naar Kris Peeters tijdens de campagne. Ik voel mij dan ook genoodzaakt te reageren. *(Gejoel)*

01.90 Wouter Beke (CD&V): Le CD&V a effectivement précisé qu'il ne fallait pas pénaliser les chômeurs qui ne le sont pas par choix. C'est pourquoi nous avons refusé toute analyse du patrimoine des chômeurs, toute limitation des allocations de chômage dans le temps et toute formule de mini-emplois à l'allemande. Nous avons choisi d'opter au maximum pour la compétitivité.

Beste collega's van de sp.a, bij ons in de partij zijn wij één en ondeelbaar.

Het klopt dat CD&V heeft gezegd dat mensen zonder job geen pijn moet worden gedaan. Het is niet hun keuze dat zij geen job hebben. Daarom hebben wij een middelentoets niet aanvaard. Daarom hebben wij een beperking van de werkloosheidsuitkeringen in de tijd niet aanvaard. Daarom hebben wij Duitse mini-jobs niet aanvaard. Wij hebben echter wel volop ingezet op de competitiviteit.

Il est trop facile d'affirmer qu'un saut d'index équivaudra à une perte de 26 000 euros sur l'ensemble de la carrière, sans tenir compte du fait que les travailleurs seront avantagés par le biais de la déduction fiscale des frais professionnels.

Het is natuurlijk gemakkelijk om te zeggen dat een indexsprong tegen het einde van de carrière een verlies van 26 000 euro betekent.

Wat u daar niet bijtelt, is dat wij mensen die werken via de beroepsaf trek fiscaal zullen bevoordelen.

01.91 Karin Temmerman (sp.a): U laat mij niet uitspreken. Ik kwam daarop.

01.92 Wouter Beke (CD&V): Dat telt u daar niet bij. En wat u er vooral niet bijtelt, is het gebrek aan inkomen van al degenen die vandaag geen werk vinden omdat de loonlasten te hoog zijn. Het gebrek aan inkomen dat zij na een hele carrière hebben en wat zij missen omdat er vandaag onvoldoende jobs beschikbaar zijn, dat telt

01.92 Wouter Beke (CD&V): De surcroît, Mme Temmerman ne tient pas davantage compte de l'absence de revenus sur l'ensemble de la carrière pour

u daar niet bij.

01.93 Marco Van Hees (PTB-GO!): Monsieur le président, j'entends mes collègues de la majorité dire que le programme du gouvernement c'est "jobs, jobs, jobs!". Je constate qu'il est écrit noir sur blanc qu'on va massivement supprimer des emplois dans le secteur public et qu'on ne va remplacer qu'un emploi sur cinq départs d'ici 2020. Cela signifie la suppression de 11 000 emplois. Je ne sais pas si le fait de supprimer 11 000 emplois est une politique qui crée des jobs!

01.94 Hans Bonte (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik wil even reageren op wat de heer Beke zegt. Hij poneert dat CD&V ervoor heeft gezorgd dat mensen zonder job geen pijn zal worden gedaan. Ik citeer opnieuw het in mijn ogen, en vroeger ook in die van u, gezaghebbende CSB van Herman Deleeck en Bea Cantillon. Het gaat over werklozen en ik citeer. "Bovendien wordt de druk op werklozen nog meer verhoogd door de invoering van verplichte gemeenschapsdienst, een symboolkwestie die alles negeert wat wij weten over de structurele oorzaken van langdurige werkloosheid. Zoiets werkt niet, het is ook erg stigmatiserend, het is zelfs beledigend, alsof het de schuld is van de werkloze zelf".

Met andere woorden, mijnheer Beke, ik denk dat het werkloosheidsprobleem meer is dan puur een centenkwestie, met name hoeveel er op het einde van de maand via de cheque in het huishouden van de werkloze belandt. Ik denk effectief dat u hier op een stigmatiserende manier probeert iets te doen aan de langdurige werkloosheid. Ik hoop dat u dat nog kunt rechtekken, zodat u uw basisstelling om passieve mensen of mensen die werkloos zijn, geen pijn te doen, nog vooraf kunt waarmaken. U zult daarbij in elk geval op onze steun kunnen rekenen.

01.95 Minister Kris Peeters: Straks gaat het over werk en economie, maar u noemt mijn naam en u citeert mij, dus ik voel mij hiertoe verplicht.

Ik hoop dat het duidelijk is dat die indexsprong er komt. Dat is een heel delicate beslissing, zoals hier al werd gezegd. De federale regering is hiertoe gekomen om ervoor te zorgen dat wij jobs kunnen behouden en creëren. De premier heeft al onderstreept dat daarover een tripartiteoverleg wordt georganiseerd en dat werd ook heel duidelijk in het regeerakkoord opgenomen. Daarbij geven wij maximaal aan de werkgevers, maar ook aan de werknemers, het signaal dat de indexsprong gebeurt om de concurrentiekracht van de bedrijven op peil te houden, maar dat dit ook moet resulteren in jobs. Wij overleggen daarover met de sociale partners. Ik ga ervan uit dat de werkgevers dit signaal heel duidelijk hebben begrepen. Deze federale regering heeft hiertoe beslist, maar gaat er ook van uit dat hierdoor jobs worden gecreëerd. Op die manier, verwijzend naar het citaat dat u gaf, hebben wij gerealiseerd wat ik heb gezegd toen ik die woorden heb uitgesproken.

01.96 Sarah Smeyers (N-VA): Mijnheer Bonte, mijnheer Calvo, ik

ceux qui ne trouvent pas d'emploi aujourd'hui en raison des charges professionnelles trop élevées.

01.93 Marco Van Hees (PTB-GO!): Ik hoor zeggen dat de regering in haar programma inzet op 'jobs, jobs, jobs'. Men gaat echter banen schrappen in de openbare sector en maar één ambtenaar op vijf meer vervangen tegen 2020. Hoe kan men jobs creëren als men 11.000 banen schrapt?

01.94 Hans Bonte (sp.a): D'après M. Beke, le CD&V a veillé à ce que les mesures ne frappent pas les personnes sans emploi. Le Centre de politique sociale, qui fait autorité en la matière, écrit toutefois que l'instauration du service à la collectivité augmente encore la pression exercée sur les sans-emploi et qu'il s'agit purement et simplement d'un symbole, qui néglige les causes structurelles du chômage de longue durée. D'après le Centre, pareilles mesures sont inefficaces en plus d'être stigmatisantes et humiliantes pour les demandeurs d'emploi. J'espère que le CD&V pourra encore rectifier le tir.

01.95 Kris Peeters, ministre: Il y aura un saut d'index. Le gouvernement a pris cette décision difficile pour pouvoir préserver des emplois et en créer. Une concertation sociale sera organisée sur ce point. Nous voulons indiquer clairement aux employeurs et aux employés qu'il y aura un saut d'index pour maintenir la compétitivité des entreprises, mais que cela devra donner lieu à la création d'emplois.

01.96 Sarah Smeyers (N-VA):

wou u nog eens aanspreken over dat bewust ongerust maken, want dat doet u. Ik spreek namens mijn fractie, en ik neem aan namens de hele meerderheid. Wij zullen niet toelaten dat u vijf jaar lang de mensen ongerust zult maken door te zeggen dat wij hen dat nodige duwtje niet zullen geven. U hebt het over de leefloners en de werklozen. Wij zullen er met economische stimulansen voor zorgen dat leefloners en werklozen niet lang in die situatie blijven en gedurende jaren een leefloon moeten krijgen of jaren in de werkloosheid moeten blijven. Vlaanderen en Wallonië moeten erop vertrouwen dat wij die nodige economische stimulansen nu eindelijk zullen geven, dat hebt u gedurende jaren niet gedaan.

In plaats van altijd te zeggen dat wij mensen stigmatiseren, vraag ik u dus met aandring om te stoppen met leefloners en werklozen te stigmatiseren door te zeggen dat zij blijkbaar niet geactiveerd kunnen worden en dat hen geen arbeidsethos bijgebracht kan worden. Wij zullen hen het nodige duwtje in de rug geven en opvangen en ondersteunen waar dat nodig is. Tegelijk zullen wij hen ook helpen om snel weer voor zichzelf in te staan.

01.97 Hans Bonte (sp.a): Mevrouw Smeyers, ik wil tot in den treure herhalen dat ik puur citeer wat twee toponderzoekers van het Centrum voor Sociale Beleid in dit land vandaag in een vrije tribune schrijven. Verwijt mij dus niet dat ik u verwijt dat u te stigmatiserend zou optreden. Onderzoekers die een jarenlange ervaring hebben in het monitoren van onze sociale zekerheid zeggen dat de manier waarop in het federale regeerakkoord nagedacht wordt over de aanpak van langdurig werklozen beledigend is.

Verwijt ons niet dat wij niet voor activeringsmaatregelen zijn. Vandaag wordt er in heel wat OCMW's, ook in dat van mijn stad, volop ingezet op de activering van mensen. Dat is totaal iets anders dan wat u voorstelt en wat de verontwaardiging van de onderzoekers opwekt, met name bepaalde categorieën van langdurig werklozen verplichten om gedurende twee halve dagen per week gemeenschapdienst te doen.

Dat is wat men als beledigend omschrijft. Dat is wat onderzoekers dr. Van Lancker en dr. Marx daarover vandaag schrijven. Die kritiek komt dus niet van ons, maar van het CSB.

Mijnheer de minister van Werk, mijnheer Peeters, ik heb zeer goed geluisterd naar wat u over de indexsprong hebt gezegd. Ik deel uw ambitie, iedereen doet dat denk ik, om engagementen te krijgen vanuit de werkgeverswereld met betrekking tot de zware inspanning die u oplegt aan uitkeringstrekkers en werkenden, en dat dit resulteert in extra jobs. Ik hoop dat u gelijk hebt.

Ik heb wel de reactie gehoord van de voorzitter van het VBO, de heer Temmerman. Ik veronderstel dat u die ook hebt gehoord. Hij zei dat hij niet ziet en niet weet op welke manier het bedrijfsleven ook maar één job kan garanderen in ruil voor die indexsprong.

Uw tripartiete overleg zal moeten dienen om de schijn hoog te houden voor een engagement dat niemand trouwens kan nemen, met name hoeveel duizenden jobs men in de toekomst zal creëren.

Mijnheer de minister, de kern van de zaak, wat ook het CSB in de

Nous ne permettrons pas à MM. Bonte et Calvo de faire en sorte que nos concitoyens soient inquiets pendant cinq ans. Nous allons enfin veiller, en prenant des mesures d'incitation, à ce que les bénéficiaires du revenu d'intégration et les chômeurs ne stagnent pas dans leur précarité pendant des années et des années. Qu'ils cessent de stigmatiser ces deux catégories en leur assénant qu'ils ne peuvent pas être activés. Nous leur viendrons en aide si cela s'avère nécessaire mais, simultanément, nous les aiderons à pourvoir eux-mêmes rapidement à leurs besoins.

01.97 Hans Bonte (sp.a): J'ai fait référence à deux scientifiques de haut vol qui, au fil des ans, ont accumulé une très grande compétence sur le plan du monitoring de notre sécurité sociale. Ils jugent insultante la 'réflexion' qui sous-tend l'accord de gouvernement fédéral concernant les chômeurs de longue durée. Les mesures d'activation appliquées aujourd'hui dans de nombreux CPAS diffèrent substantiellement des projets gouvernementaux qui ambitionnent d'obliger certaines catégories de chômeurs de longue durée à effectuer des prestations au service de la collectivité pendant deux demi-journées par semaine.

Quant au saut d'index, je partage l'ambition du ministre Peeters d'obtenir des engagements de la part du monde patronal. J'espère que les lourds efforts que devront consentir les allocataires et les travailleurs se traduiront par des créations d'emplois. M. Timmermans de la FEB ne voit pourtant pas comment les entreprises pourraient garantir ne fût-ce qu'un seul emploi en échange de ce saut d'index. La concertation tripartite perpétuera la conviction que cet engagement existe. Le gouvernement ne prend

gordijnen jaagt, is dat u daadwerkelijk pleit voor meer jobs maar daartoe de verkeerde maatregelen neemt, een lineaire, zeer dure loonkostenverlaging, aangevuld met een indexsprong op de kap van werkenden.

01.98 Sarah Smeyers (N-VA): Mijnheer Bonte, u doet alsof die gemeenschapsdienst een soort van alternatieve straf is. Wat is gemeenschapsdienst anders dan het blijven betrekken van mensen bij de maatschappij? Wat is gemeenschapsdienst anders dan die activering, waarvoor u als voormalig OCMW-voorzitter in Vilvoorde dan toch zo pleit? Wat is er zo verkeerd aan die gemeenschapsdienst, aan het activeren van mensen? Ik begrijp het niet.

01.99 Karin Temmerman (sp.a): Ik kan misschien antwoorden op de vraag die aan de heer Bonte is gesteld. Wij gaan ervan uit dat er bij mensen die een leefloon krijgen en mensen die het moeilijk hebben op de arbeidsmarkt moet worden gekeken wat zij kunnen en dat men hen zo veel mogelijk moet stimuleren om hen aan een job te helpen.

Wat u doet, mevrouw Smeyers, is zeggen: "U kunt niet worden gestimuleerd. U moet twee halve dagen gemeenschapsdienst doen en dan zullen wij eens kijken of u eventueel in een reguliere job kunt terecht komen".

Trouwens, mevrouw Smeyers, Jan Denys, arbeidsdeskundige, die u wellicht kent, zei onlangs in *De Standaard* over uw voorstel: "Een ernstig systeem van gemeenschapsdienst opzetten zal geld kosten, veel geld. Dit systeem zal veel meer aan de samenleving kosten dan het opbrengt".

Daarmee bedoelt hij niet alleen financieel, mevrouw Smeyers. Daarmee bedoelt hij ook dat het niet de juiste manier is om mensen die het moeilijk hebben aan een job te helpen.

Dat wordt hier bedoeld. Met uw systeem helpt u mensen niet aan een job, maar stigmatiseert u mensen die geen werk hebben.

Mijnheer de voorzitter, ik heb nog een hele reeks vragen van de vorige sprekers.

De **voorzitter**: Dan behandelt u die eerst.

01.100 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer Dedecker, het is heel simpel om steeds maar te zeggen dat die jobs verloren zijn gegaan door de socialisten, door de hoge loonkosten. Mag ik u erop wijzen dat die jobs verloren zijn gegaan doordat wij een financiële crisis hebben meegemaakt – dat is u misschien ontgaan – die werd veroorzaakt door de banken, en die daarna is overgegaan in een economische crisis waarvan de socialisten noch de werknemers de oorzaak zijn.

Er werd hier bovendien al een paar keer gezegd dat de indexsprong alles zal oplossen, dat die nu de grote loonkostenverlaging is. Ik heb u daarnet gezegd dat een meerwaardebelasting 4 miljard opbrengt. Dat is nog iets meer dan 2,6 miljard euro van een indexsprong en met zo'n meerwaardebelasting doet u de mensen geen pijn.

pas les bonnes mesures pour accroître l'emploi.

01.98 Sarah Smeyers (N-VA): M. Bonte fait comme si le service à la collectivité était une espèce de peine alternative. Ce que nous voulons, c'est que ces personnes restent impliquées dans la société. Qu'est-ce que le service à la collectivité, sinon l'activation que M. Bonte lui-même défend?

01.99 Karin Temmerman (sp.a): Il faut vérifier les capacités des bénéficiaires du revenu d'intégration et des personnes qui ont du mal à trouver un emploi, les encourager au maximum et les aider à trouver un emploi. Le gouvernement dit à présent que ces personnes ne peuvent pas être encouragées mais qu'elles doivent rendre des services à la collectivité pour voir si éventuellement, on peut les aider à trouver un travail régulier.

Jan Denys, expert en matière de travail, estime qu'un bon système de service à la collectivité coûtera plus cher qu'il ne rapportera. Ce n'est donc pas la manière adéquate d'aider ceux qui ont des difficultés à trouver un emploi.

01.100 Karin Temmerman (sp.a): Imputer les pertes d'emploi aux socialistes et aux coûts salariaux trop élevés est réducteur. Nous avons subi une crise financière provoquée par les banques, qui s'est ensuite muée en crise économique pour laquelle ni les socialistes, ni les travailleurs ne sont à blâmer. Le produit du saut d'index s'élèvera à 2,6 milliards d'euros. Un impôt sur les plus-values, indolore pour 99 % de la population, générerait 4 milliards

U zult sommigen, enkelen, 1 % van onze bevolking, pijn doen, maar miljoenen anderen niet. Dat is helemaal iets anders dan wat u voorstelt.

Ten tweede, en ik kom daarop straks nog terug, de fraudebestrijding. Ook daar stelt u iets heel miniems voor. Ook dat zijn mensen die veel meer zouden kunnen bijdragen en voor wie het veel eerlijker zou zijn dat zij bijdragen. Maar neen, u verkiest de indexsprong. Want dat zal nu de oplossing zijn. Mensen minder laten verdienen, daardoor zullen jobs worden gecreëerd.

Nogmaals, heel wat economen zeggen dat dit net de verkeerde manier is. Onlangs nog zei Paul De Grauwe dat men op die manier de koopkracht ontnemt en net nu, wanneer de economie weer aan het slabakken is, is dat het laatste wat men moet doen. Men moet zorgen dat er koopkracht is zodat de economie verder wordt gestimuleerd. De jobs die u zult creëren, gaan onmiddellijk verloren en zijn er ook niet.

01.101 Stefaan Vercamer (CD&V): Mevrouw Temmerman, wat die activering en die gemeenschapdiensten betreft, vind ik dat u er echt een karikatuur van maakt.

Ik weet niet of u veel ervaring hebt met de begeleiding van leefloners naar werk, maar u schildert dit af als een slecht systeem. De mensen die daarmee bezig zijn bij de OCMW's en die ik alle dagen ontmoet, vinden dat een goede stap. Dat gebeurt nu al. Het wordt nu al gedoogd omdat het een goede stap is in een traject om mensen opnieuw wat structuur te bieden, hen bij de samenleving te betrekken, hen te laten groeien en een stap dichterbij de arbeidsmarkt te komen.

De mensen op de werkvloer zullen goed werk maken van de voorwaarden en van het kader die in dit regeerakkoord zijn gecreëerd, namelijk dat het moet passen in een arbeidstraject en gelimiteerd is tot twee halve dagen. Dat is een stap vooruit in de arbeidsactivering.

01.102 Karin Temmerman (sp.a): We zullen zien.

01.103 Nahima Lanjri (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mevrouw Temmerman, weet u wie de pionier was van de gemeenschapdiensten en van het activeren van mensen met een leefloon naar het vinden van werk? Wie was de pionier in het verkondigen dat iedereen die oren en poten aan zijn lijf heeft, moet werken? Wie was de pionier ter zake? Dat was mevrouw De Coninck.

01.104 Karin Temmerman (sp.a): Absoluut. Dat was inderdaad mevrouw De Coninck.

01.105 Nahima Lanjri (CD&V): Mevrouw De Coninck heeft het principe als eerste in Antwerpen ingevoerd. Nu gaat u ertegen tekeer. In Antwerpen is het door uw partijgenote evenwel als eerste ingevoerd.

Het was een goede maatregel die heel veel mensen nadien aan het werk heeft geholpen, eerst via het OCMW en daarna met de doorstroming naar regulier werk.

d'euros de recettes.

La proposition en matière de lutte contre la fraude est extrêmement maigre. La contribution des fraudeurs pourrait être nettement plus importante. Mais ce gouvernement préfère créer des emplois en réduisant le salaire des travailleurs. L'économiste Paul De Grauwe, entre autres, a déclaré que c'était la pire des solutions à adopter en période de ralentissement de l'économie, où il faut au contraire renforcer le pouvoir d'achat.

01.101 Stefaan Vercamer (CD&V): Les mesures d'activation et la prestation citoyenne sont caricaturées par Mme Temmerman. Sur le terrain, les CPAS voient ces dispositions d'un bon œil. Il s'agit d'une étape dans un parcours destiné à restructurer les demandeurs d'emploi et à les rapprocher du marché du travail. Le cadre mis en place par l'accord de gouvernement est pertinent: ces mesures doivent s'inscrire dans un parcours d'emploi et les prestations sont limitées à deux demi-jours.

01.105 Nahima Lanjri (CD&V): À Anvers, Mme De Coninck a été la pionnière du service à la communauté et de l'activation des citoyens en vue de les faire passer du revenu d'intégration vers le circuit du travail. Par la suite, cette mesure a permis à un très grand

Dat is ook wat wij doorvoeren, niet alleen voor leefloners maar ook voor werklozen, via een traject van begeleiding. U mag het principe niet stigmatiseren, door te stellen dat het een straf is. Als iemand bezig is met de betrokkenen te stigmatiseren, dan bent u het wel.

nombre de personnes de trouver un emploi, dans un premier temps par le biais du CPAS et ensuite, dans le circuit normal. Nous nous inscrivons dans cette même démarche, non seulement en faveur des bénéficiaires du revenu d'intégration, mais également pour les chômeurs, par le biais d'un trajet d'accompagnement. Mme Temmerman ne doit pas stigmatiser ce principe en le présentant comme une sanction.

01.106 Karin Temmerman (sp.a): Komaan zeg.

Mevrouw Lanjri, ik dank u dat het woord aan mevrouw De Coninck kan worden gegeven.

01.107 Raoul Hedebouw (PTB-GO!): Mijnheer de voorzitter, ik kan echt niet begrijpen hoe het komt dat CD&V, die normaal gezien nog een linkervleugel zou moeten hebben, die volgens mij echter echt wel zoek is, hier in België op een dergelijke manier het Duitse model wil toepassen, namelijk met een dogma dat stelt dat hoe meer jacht op de werklozen wordt gemaakt, hoe meer jobs er zullen worden gecreëerd.

01.107 Raoul Hedebouw (PTB-GO!): Je ne comprends pas que le CD&V, qui devrait tout de même disposer d'une aile de gauche, entende appliquer le modèle allemand en Belgique. Selon ce dogme, plus les chômeurs seront pourchassés, plus il sera possible de créer des emplois. S'il y a davantage de demandeurs d'emploi que de places vacantes, il subsistera toujours des chômeurs. En Allemagne, l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général deux fois par semaine a conduit au remplacement de véritables emplois par des emplois précaires.

Hoe kunt u met die logica doorgaan? Wanneer 1 000 mensen werk zoeken en u hebt 900 jobs ter beschikking, zijn er 100 werklozen. Immers, 1 000 min 900 is gelijk aan 100.

Wat u nu wilt doen, is mensen verplichten om twee keer per week maatschappelijk werk te verrichten. Een dergelijke maatregel heeft er in Duitsland toe geleid dat echte jobs door dergelijke nepjobs werden vervangen.

Het wordt tijd dat het debat ter zake in België kan worden gevoerd. Wat de mensen willen, is een echte job.

Als u werklozen uit de werkloosheid wilt halen, geef ze dan een echte job. Stop echter met te doen geloven dat de jacht op de werklozen jobs zal creëren.

01.108 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw Temmerman, u hebt daarnet verwezen naar de bankencrisis als de bron van alle kwaad. Ik deel uw verontwaardiging voor een groot deel. Het toenmalig roekeloos gedrag van een aantal banken is onaanvaardbaar. Dat geldt in het bijzonder ook voor Dexia en dienaangaande kunt u voor een deel misschien verantwoording vragen aan bestuurders als Patrick Janssens, Frank Beke en Elio Di Rupo.

01.108 Peter Dedecker (N-VA): Je partage en grande partie l'indignation de Mme Temmerman à propos de la crise bancaire. Le comportement sans scrupules d'une série de banques est inacceptable. Cela vaut en particulier pour Dexia. Mme Temmerman pourrait peut-être faire part de son indignation aux administrateurs comme MM. Patrick Janssens, Frank Beke et Elio Di Rupo.

Het moet gezegd worden dat die bankencrisis ons land voor een aantal extra uitdagingen heeft geplaatst, uitdagingen op het vlak van begroting en schuld. Die uitdagingen waren voor ons groter dan voor andere landen, niet omdat de bankencrisis onze begroting in dermate grote problemen gebracht heeft, maar omdat die problemen voordien al bestonden. Ons begrotingstraject en onze schuld waren al

Notre trajectoire budgétaire et nos

problematisch vóór de bankencrisis. Die 300 miljard euro schuld was er al tevoren.

01.109 Karin Temmerman (sp.a): Graag feiten, mijnheer Dedecker. De schuldgraad is gedaald tot 2007. Vanaf 2007, sinds de economische crisis, is ze terug gestegen. U moet de statistieken eens nagaan. De schuldgraad is trouwens gedaald, telkens toen er socialisten in de regering zaten.

(Applaus)

01.110 Peter Dedecker (N-VA): Mevrouw Temmerman, u kunt misschien zeggen dat de schuldgraad voor een stuk gedaald is...

01.111 Karin Temmerman (sp.a): Ik krijg dus toch gelijk.

01.112 Peter Dedecker (N-VA): ... maar wij komen van een gigantische schuldenberg. In het verleden verklaarde een politicus ooit nog dat hij niet wist vanwaar die schuld gekomen was en hij meende dat die schuld ooit nog wel eens vanzelf zou weggaan.

01.113 Karin Temmerman (sp.a): Welnu, onder socialisten is de schuld gedaald, mijnheer Dedecker, en ze is terug gestegen sinds 2007.

De **voorzitter**: Laat u de heer Dedecker zijn punt maken.

01.114 Peter Dedecker (N-VA): Mevrouw Temmerman, u vergeet dat die schuld ook opgebouwd is door socialisten. Die schuld remt ons vandaag in het nemen van de nodige maatregelen. Ondanks die schuld, zal onze regering maatregelen nemen om de concurrentiekracht te verbeteren, om de overheidsfinanciën (...)

01.115 Karin Temmerman (sp.a): Ja, op kap van de gewone gezinnen. Daar hebt u gelijk in: de regering zal maatregelen nemen op kap van de gewone gezinnen.

De **voorzitter**: Mevrouw De Coninck vraagt het woord.

01.116 Monica De Coninck (sp.a): Ik weet dat er een ongeschreven regel bestaat dat een ex-minister over zijn bevoegdheid niet het woord neemt en ik wil dat ook respecteren. Maar voor alle duidelijkheid, mevrouw Lanjri, u hebt verwezen naar mijn activiteiten als OCMW-voorzitter in Antwerpen en het beleid rond activering.

Ik blijf daar achter staan en ik vind dat mensen aan een job helpen de finaliteit van activering is. Als men een job heeft, is men geïntegreerd in onze maatschappij. Men kan daar voor of tegen zijn, maar het is gewoon een vaststelling. Ik denk dat er genoeg instrumenten zijn zoals artikel 60, maar ik hoor dat men dat wenst af te schaffen en dat men ook OCMW's wenst af te schaffen.

Er zijn genoeg instrumenten om personen te helpen om die positieve doelstelling te realiseren, vanuit een positieve dynamiek en dat kan ook vrijwilligerswerk zijn. Maar waar ik mij absoluut tegen verzet, is

dettes posaient toutefois déjà problème avant la crise bancaire.

01.109 Karin Temmerman (sp.a): Le taux de la dette a baissé jusqu'en 2007 pour augmenter à nouveau depuis la crise économique. Et d'ailleurs, il a baissé chaque fois que les socialistes ont siégé au sein du gouvernement.

01.114 Peter Dedecker (N-VA): Cette dette a également été constituée par les socialistes. En dépit de cette dette, ce gouvernement prendra des mesures pour améliorer la compétitivité.

01.115 Karin Temmerman (sp.a): Au détriment des ménages.

01.116 Monica De Coninck (sp.a): Je continue de défendre mes activités de présidente du CPAS et la politique d'activation. L'emploi est synonyme d'intégration sociale. Les instruments qui permettent de réaliser cet objectif, comme l'article 60, sont légion. Je m'oppose toutefois à ce qu'on licencie 6 500 personnes pour leur imposer ensuite un service à la collectivité en échange d'une allocation. C'est pire que les mini-jobs en Allemagne.

dat men op zijn minst eerst 6 500 personen op straat zal zetten, waarna men hen zal opleggen om voor hun uitkering maar een beetje gemeenschapsdienst te doen. Dat is eigenlijk nog erger dan in Duitsland, want daar heeft men mini-jobs gecreëerd, die nog een beetje werden betaald.

01.117 Minister **Kris Peeters**: Mijnheer de voorzitter, ik ga er vanuit dat we nog de gelegenheid krijgen om over de gemeenschapsdienst uitgebreid van gedachten te wisselen. Maar ik zou toch een aantal geruchten, waarop zelfs onderzoekers zich baseren, uit de wereld willen helpen.

Als u het regeerakkoord hebt gelezen op pagina 11 van de gedrukte versie – CD&V-versie mag u ook gebruiken –, dan staat daar niets in over twee dagen. Daar is alleen uitdrukkelijk gesteld dat de regering de werkloosheidsreglementering zal aanpassen met betrekking tot de werkzoekende nadat hij of zij meer dan twee jaar werkzoekende is om prestaties te leveren ten dienste van de samenleving met behoud van zijn of haar recht op werkloosheidsuitkering en om een opleiding te volgen in een knelpuntberoep of bedrijfsstages te voltooien.

Ik denk dat we met die passage op een verstandige manier gemeenschapsdiensten kunnen invoeren. We zullen daar ook overleg over plegen. Onderzoekers en anderen sturen geruchten de wereld in alsof wij de OCMW's zouden afschaffen. Ik weet niet waar u dat gelezen hebt in het regeerakkoord, maar ik hoop dat we daarover kunnen discussiëren op een correcte wijze en dat we ook tekst en uitleg kunnen geven, om bepaalde bezorgdheden, die u hebt, de wereld uit te helpen.

01.118 **Eric Van Rompuy** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik wil nog even ingaan op de indexsprong.

Op Patrick Dewael na ben ik de enige in het halfroond, die de periode heeft meegemaakt waarin de socialisten hier in de oppositie zaten en radicale oppositie voerden tegen het herstelbeleid. De vader van Laurette Onkelinx was daar toen trouwens ook bij. André Cools zat hier toen nog, evenals de heer Willockx. Dat is lang geleden. Mevrouw Detiège, in de jaren 80 hadden we ook een competitiviteitsprobleem, dat zelfs veel groter was dan nu. Toen hadden we een loonhandicap van 15 % ten opzichte van andere landen, nu is dat 5 %.

We doen dat nu, omdat, als men geen trendbreuk veroorzaakt inzake het competitiviteitsprobleem, we er niet in zullen slagen om werkgelegenheid te creëren. Mijnheer Bonte, u citeert vooral economen. Ik zal de heer De Grauwe niet citeren, want die vertelt elke dag iets anders. Mijnheer Calvo, u moet de artikels van de heer Konings eens lezen, een arbeidseconoom uit Leuven, een van de meest gerenommeerde economen. Het gaat niet om iemand met een centrumlinks of centrumrechts etiket, maar om iemand die onderzoek doet inzake de arbeidsmarkt. Hij heeft al verschillende keren gezegd dat men niet automatisch jobs creëert door een indexsprong door te

01.117 **Kris Peeters**, ministre: Je présume que nous reviendrons sur les services à la collectivité dans le cadre de notre discussion mais il n'est nullement question, en page 11 de l'accord de gouvernement, de "deux jours". Cet accord stipule par contre que le gouvernement adaptera la réglementation du chômage concernant les demandeurs d'emploi après plus de deux ans de chômage, pour qu'ils effectuent des prestations au service de la collectivité tout en conservant leur droit aux allocations de chômage ou pour qu'ils suivent une formation ou accomplissent un stage en entreprise. Ces mesures permettent d'aborder la question intelligemment.

Il n'est pas question de supprimer les CPAS.

Espérons que la poursuite de la discussion permettra de dissiper pareils malentendus.

01.118 **Eric Van Rompuy** (CD&V): J'ai connu l'époque où les socialistes ont combattu farouchement la politique d'austérité qui était appliquée alors. Dans les années quatre-vingt, nous avons même été confrontés à un handicap salarial de 15 % au lieu des 5 % actuels. Si nous ne réalisons pas aujourd'hui une rupture de tendance, nous ne pourrons pas créer de l'emploi. Si l'on en croit Joep Konings, un expert louvaniste neutre et réputé de l'économie du travail, un saut d'index n'est certes pas une garantie de création d'emplois mais il offre potentiellement la possibilité de créer des dizaines de milliers d'emplois dans les prochaines années. La compétitivité est la clé de la

voeren en de competitiviteit te herstellen, maar dat het potentieel er is om daarmee in de komende jaren tienduizenden jobs te creëren in de economie. Zonder competitiviteit is het niet mogelijk om in de toekomst de werkgelegenheid niet alleen te vrijwaren, maar ook te doen toenemen.

Wil u personen citeren, dan nodig ik u, dames en heren socialisten, uit om de uitspraken van de heer Willockx van op die stoel en van vader Onkelinx over die indexsprongen in de jaren 80 erbij te nemen. Nu concluderen economen dat het een trendbreuk betekende. Ik ben ervan overtuigd dat dat nu ook het geval zal zijn.

01.119 Hans Bonte (sp.a): Collega Van Rompuy, ik zal mij niet wagen aan een interpretatie van wat er toen gezegd is. Ik hoop alleen dat de indexsprong geen prelude zal zijn van wat er toen was, namelijk dat men via volmachten moet bekijken hoe men een en ander recht moet zetten.

Mijnheer Peeters, ik ben een beetje in de war na uw repliek. U stelde dat er nergens in het regeerakkoord sprake is van gemeenschapsdienst gedurende twee halve dagen. Ik heb hier pagina 14 van het regeerakkoord voor mij. Ik citeer even: "De definitie van passende dienstbetrekking zal worden aangepast om meer rekening te houden met competenties van werkzoekenden... Er wordt een federaal kader uitgewerkt voor de invoering van een gemeenschapsdienst ... voor langdurig werklozen. De gemeenschapsdienst bestaat uit twee halve dagen per week". Dat staat er letterlijk in. Ik weet dus niet welke versie u gelezen hebt en welke versie ik hier voor mij heb. Ik zou dat graag uitgeklaard zien.

Er staat in elk geval in dat de Gewesten de mogelijkheid krijgen om de langdurig werklozen die een aangeboden gemeenschapsdienst weigeren, te schorsen. Dit staat er wel degelijk in: en zal ze kunnen schorsen. Ik ben absoluut voor activering, zoals de meesten hier, maar ik ben er wel tegen dat iemand zijn dopgeld afhankelijk is van een medewerker, wellicht in een of ander OCMW, die zal bepalen welke gemeenschapsdienst hij wanneer zal moeten doen, wil hij zijn dop niet kwijtgeraken. Dat is hetgeen in het regeerakkoord staat.

Mijnheer de minister, ik weet niet naar welke tekst u verwijst, maar ik citeer letterlijk. Er is wel sprake van gemeenschapsdienst gedurende twee dagen per week, die verplicht zal zijn.

01.120 Minister Kris Peeters: Mijnheer Bonte, voor alle duidelijkheid, hetgeen u citeert, is correct, maar de maatregel past volledig in een traject naar werk. Op basis van hetgeen in het verleden is gebeurd, wordt daaraan voortgewerkt en op die manier kunnen wij werkzoekenden helpen om sneller aan werk te geraken. Dat is de bedoeling. Uw citaat is juist en ik heb van pagina 11 geciteerd, beide moeten samen gelezen worden. Het belangrijkste is echter dat wij dat doen om werkzoekenden te begeleiden in een traject naar een job.

01.121 Sarah Smeyers (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik ben blij dat minister Peeters reeds één sp.a-gerucht de wereld uit geholpen heeft, ik zou graag nog een ander sp.a-gerucht de wereld uit helpen.

Mevrouw De Coninck, u verwees naar een ongeschreven regel die

sauvegarde et de la création d'emplois.

01.119 Hans Bonte (sp.a): Il faut espérer que l'histoire ne se répétera pas, avec un saut d'index préfigurant des correctifs imposés par pouvoirs spéciaux.

M. Peeters dit qu'il n'est nulle part question dans l'accord de gouvernement de prestations au service de la collectivité pendant deux demi-journées mais à la page 14 de l'accord de gouvernement, il est notamment question de l'élaboration d'un cadre pour la mise en place d'un service à la collectivité et d'un service à la collectivité de deux demi-journées par semaine. Qu'en est-il exactement?

Les Régions se voient expressément habilitées à suspendre un chômeur de longue durée qui refuse une offre de service à la collectivité. Je suis favorable à l'activation, mais pas au principe de la subordination de l'allocation de chômage à la décision d'un collaborateur d'un CPAS.

01.120 Kris Peeters, ministre: Le passage auquel M. Bonte fait référence doit être compris à la lumière de la volonté de mettre en place un trajet visant à accélérer la réinsertion des intéressés sur le marché du travail. Les deux passages cités sont indissociables.

01.121 Sarah Smeyers (N-VA): Soyons prudents; je dirai simplement que Mme De Coninck aurait pu facilement éviter cette erreur de compréhension puisqu'il

over uw vorige functie ging, er is nog een ongeschreven regel in het Parlement, namelijk dat het werkwoord liegen niet te snel in de mond genomen wordt. Ik zeg dus gewoon dat u zich vergist en dat het eigenlijk niet zo moeilijk is om u niet te vergissen, want op pagina 37 staat duidelijk dat het allerm minst de bedoeling is van de regering om de OCMW's af te schaffen. Integendeel, er staat – en ik citeer gewoon, dus het is echt niet zo moeilijk om u niet te vergissen –: “Armoedebestrijding is prioritair een taak van de lokale besturen en de OCMW's. De regering erkent die OCMW's en lokale besturen in hun rol van regisseur van het armoedebeleid”. De regering zal dus de ondersteuning van de OCMW's blijven garanderen.

Is het niet waar? Tiens, ik heb een andere versie, het is niet de CD&V-versie, het is de N-VA-versie, de regeringsversie, de collectieve versie van de meerderheid, maar u hebt blijkbaar nog een andere versie.

Ik wil nog iets zeggen over het afschaffen van de OCMW's, u doet waarschijnlijk op de Vlaamse overtuiging om de integratie van stad en OCMW's verder door te voeren, dat is een institutionele keuze, een rationele keuze, die de socialisten uit machtsgeilheid nooit hebben durven te nemen.

Het is een rationele keuze om ook de steden en gemeenten budgettair te laten ademen. Dat is gewoon een economische besparingsmaatregel zodat een OCMW-voorzitter een volwaardige schepen wordt. De aanzet daartoe is nu al gegeven. Dat is een louter institutionele keuze. Pagina 37 bevestigt dat de OCMW's in hun rol zullen worden gerespecteerd en versterkt. Ik hoop dat dit gerucht hiermee de wereld uit is, mevrouw De Coninck.

01.122 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik onthoud uit het debat dat CD&V heel veel uitleg nodig heeft om de bochten en de indexsprong verteerbaar te maken.

Mevrouw Smeyers, uw laatste reactie toont aan dat de regering op mensen die het heel moeilijk hebben en zich aan de onderkant van de samenleving bevinden, economische maatregelen neemt. Voor u zijn dat cijfertjes, die passend in het geheel worden gestoken.

Men zal het OCMW samenvoegen met de stad omdat het economisch beter uitkomt, maar helemaal niet omdat het beter zou uitkomen voor de OCMW-cliënt. Dat is echter een ander debat.

Collega's, ik hoop dat ik niet dezelfde emotie ontlok bij de rest van mijn uiteenzetting.

De 2,6 miljard euro, opgeleverd door de indexsprong, was echter nog niet voldoende voor het beperken van de koopkracht. De regering zal ook de btw en de accijnzen verhogen met 1,7 miljard euro. Het gaat dan niet alleen over plastische chirurgie. Er zijn nog andere maatregelen. Om er één te noemen: wie zijn huis van maximum tien jaar oud wil renoveren, zal evengoed betalen.

U sprak daarnet over het creëren van jobs. Leg mij dan eens uit hoe u jobs wilt creëren in de bouwsector als u mensen die willen renoveren, meer doet betalen. De hele bouwsector stond immers op zijn kop toen de maatregel bekend werd. Dat is geen besparing en het is niet goed

est clairement indiqué à la page 37 que le gouvernement n'a nullement l'intention de supprimer les CPAS. La lutte contre la pauvreté est au contraire considérée comme une mission prioritaire des autorités locales et des CPAS. Lorsque Mme De Coninck évoque la suppression des CPAS, elle se réfère probablement au choix institutionnel opéré à l'échelon flamand, qui consiste à poursuivre l'intégration des villes et des CPAS. Or les socialistes n'ont jamais osé s'engager dans cette voie tant leur soif de pouvoir est immense. Il s'agit ni plus ni moins d'une mesure économique et d'économies permettant à un président de CPAS de devenir un échevin à part entière.

01.122 Karin Temmerman (sp.a): Il faut au CD&V de longues explications pour justifier ses circonvolutions et le saut d'index. La fusion des CPAS et des communes est apparemment dictée par des considérations économiques et se fera au détriment des plus vulnérables.

Outre les 2,6 milliards d'euros générés par le saut d'index, le gouvernement rognera encore sur le pouvoir d'achat en augmentant la TVA et les accises de 1,7 milliard d'euros. Le propriétaire qui souhaite rénover une habitation de 10 ans maximum sera également mis à contribution. Comment concilier de telles mesures avec la création d'emplois dans le secteur de la construction? Certes, ces mesures sont probablement indolores pour les propriétaires de Porsche, mais représentent d'énormes sacrifices pour ceux qui bouclent

voor de sector.

Het is waar, collega's, dat het voor iemand die met een Porsche rijdt, niet zo moeilijk zal zijn om af en toe eens 50 euro uit te geven. Voor mensen die het einde van de maand moeilijk halen, zal dat echter wel een probleem zijn.

Het is eigenlijk nog veel erger, dames en heren. Naast de indexsprong en de verhoging van de accijnzen en btw wilt de regering ook 5 miljard euro uitgeven voor vliegtuigen.

Mij moet u dat eens uitleggen! Hoe zal u dat verklaren aan de man die nu al aan loonverlies lijdt, die zijn koopkracht naar beneden ziet gaan en dan nog eens moet horen dat deze regering die moet besparen op alles en nog wat, deze regering die moedig is, nog vijf miljard euro uittrekt om er vliegtuigen mee te betalen?

Ook dit, dames en heren, is niet voldoende. Nadat de werknemer verneemt dat hij minder zal verdienen in de toekomst, wordt ook nog gezegd dat hij langer zal moeten werken. Wij hebben er net over gedebatteerd: wij vinden ook dat de reële tijd van de loopbaan moet worden verhoogd. U citeert zeer graag de commissie-Vandenbroucke, zelfs in uw regeerakkoord: bijna elk hoofdstuk begint met een citaat uit het rapport van de Commissie-Vandenbroucke. Natuurlijk citeert u maar een deel: u citeert het niet helemaal. U bent vergeten wat er ook in het rapport van de pensioencommissie staat, namelijk dat de duur van de loopbaan bepalend is. Vervolgens negeert u ook dat de pensioencommissie heel duidelijk heeft gezegd dat er financiering moet komen uit lasten op vermogen. Dat zien we niet in uw regeerakkoord.

Voorts zegt het pensioenrapport ook dat er werkbaar werk moet zijn voor mensen tot 67, iets wat niet evident is en een heel traject zal vergen: ook dit is niet te zien in uw regeerakkoord. Laten we daar op ingaan: op de manier waarop sommigen nu moeten werken, zullen ze zelfs de 65 niet halen. Hoe gaat men hun dan verklaren hoe ze 67 moeten halen? Ook verschillende specialisten hebben het hierover. Ik citeer Marc De Vos: "Als we de realiteit erachter niet veranderen", het gaat over de pensioenleeftijd, "wordt de hogere pensioenleeftijd georganiseerde dwangarbeid".

Met andere woorden, het pensioenrapport zegt zeer duidelijk dat er maatregelen moeten zijn. Die heb ik echter niet gevonden in uw regeerakkoord. *Last but not least* schaft u ook nog de pensioenbonus af. Het rapport zegt daarover: "Het afschaffen van deze pensioenbonus is contraproductief voor een verhoging van de loopbaan". Waarom doet u dat dan? Nogmaals, u volgt het pensioenrapport heel gedeeltelijk. U volgt het waar het u uitkomt, maar waar het u niet uitkomt, volgt u het helemaal niet.

Ik zou nog iets willen zeggen over het kiezersbedrog.

Het is daarstraks ook reeds aan bod gekomen. Geen enkele partij heeft gezegd dat men de pensioenleeftijd tot 67 jaar zou optrekken. Mijnheer de minister, u zegt dat het niet in deze bestuursperiode zal gebeuren. Zo hebben de mensen het niet begrepen, mijnheer Bacquelaine. Elke partij heeft tijdens de kiescampagne gezegd dat de pensioenleeftijd op 65 jaar zou blijven. Men had niet de bedoeling te

difficilement leurs fins de mois.

Le gouvernement projette en outre de dépenser 5 milliards d'euros pour l'achat de nouveaux avions, un véritable camouflet pour tous ceux qui voient leur pouvoir d'achat s'effriter.

Qui plus est, le travailleur verra sa carrière encore allongée. Le gouvernement cite volontiers, mais surtout de manière incomplète, le rapport de la commission Vandenbroucke qui indique que la durée de la carrière aussi sera déterminante, que les pensions devront être en partie financées par des taxes sur le patrimoine et que les personnes qui travaillent jusqu'à 67 ans doivent exercer des tâches supportables. Rien de ces éléments déterminants ne figure dans l'accord de gouvernement.

Selon le professeur Marc De Vos, le relèvement de l'âge de la pension risque de se transformer en travaux forcés organisés si nous ne modifions pas la réalité sous-jacente. L'accord de gouvernement ne dit mot des mesures d'accompagnement nécessaires. Pire, on supprime le bonus de pension. Pourtant, le rapport des experts estime cette mesure contre-productive pour l'allongement de la carrière. Un rapport qui, en fonction de ce qui arrange, est suivi ou non.

Avant les élections, tous les partis avaient affirmé que l'âge de la pension resterait fixé à 65 ans. Le ministre Bacquelaine dit à présent que le relèvement n'interviendra pas au cours de cette législature. Ce n'est évidemment pas ce qu'ont compris les électeurs. Il s'agit d'une véritable mystification de l'électorat.

zeggen dat die over 10, 20 of 30 jaar tot 67 jaar opgetrokken zou worden. Dat is echt kiezersbedrog.

01.123 Sonja Becq (CD&V): Mevrouw Temmerman, u verwijst naar het rapport van de Expertcommissie Pensioenhervormingen. U hebt gelijk dat er sommige zaken uit dat rapport wel en andere niet zijn opgenomen. U zegt evenwel niet dat diezelfde commissie, onder leiding van Frank Vandenbroucke, zegt dat zij zich niet in de plaats wenst te stellen van de politiek. Frank Vandenbroucke heeft dit herhaald op de radio. De commissie doet wel een aantal aanbevelingen. Die heeft zij geformuleerd.

Wij vragen aan die commissie dat zij niet alleen advies geeft, maar mee in overleg gaat, samen met de sociale partners. U kunt dat op verschillende plaatsen in het regeerakkoord terugvinden. Zo kunt u het op pagina 20, voor wie de CD&V-versie heeft, verschillende keren terugvinden. Daarover zal intensief overleg gepleegd worden met de sociale partners. Wij zullen regelmatig overleg plegen, ook met de Expertcommissie, om te bekijken hoe het puntensysteem, dat zij voorstelt, ingevoerd kan worden, met begeleidende voorwaarden, en op welke manier een automatisch systeem ontwikkeld kan worden, want ook dat wordt mee voorgesteld.

De pensioenbonus werd niet weerhouden, maar de pensioenmalus die ook in het commissierapport stond, werd ook niet weerhouden. U zegt echter ook niet dat die malus mee voorgesteld wordt. Inderdaad, de pensioenleeftijd was een van de voorstellen, geen beslissing, die in het expertenrapport naar voren werden geschoven, met dien verstande – dat wil ik nog even corrigeren, want daar wordt heel veel mist rond gespoten – dat de loopbaan wel belangrijk is. Mensen die 44 jaar gewerkt hebben, kunnen inderdaad vervroegd met pensioen gaan. Mensen die 43 jaar gewerkt hebben, moeten niet tot 67 jaar blijven werken. Die mythe stuurt men echter de wereld in. Dat is niet correct.

01.124 Valerie Van Peel (N-VA): Mijnheer de voorzitter, collega's, ik wil nog even reageren op dat kiezersbedrog. Wat deze regering doet, is op korte termijn de reële leeftijd naar boven brengen. Deze regering gaat inderdaad ook nog een stap verder. Zij ontwikkelt namelijk een visie voor de toekomst en is zo eerlijk om te zeggen wat nodig zal zijn tegen 2030. Het werd hier al gezegd, uw eigen voorzitter, mevrouw Temmerman, heeft dat in een onbevungen moment toegegeven, alleen voegde hij eraan toe dat hij wel weet wat er moet gebeuren, maar dat hij dat niet hardop zou zeggen, omdat hij dan de volgende keer niet verkozen zou zijn. Welnu, wij hebben de moed om te zeggen wat gezegd moet worden.

01.125 Karin Temmerman (sp.a): Mevrouw Van Peel, wat uw laatste opmerking betreft, herinner ik mij een debat hier in de Kamer. Een van de leden van uw partij zei daarover achteraf in de krant dat men een aantal besparingen voor ogen had, maar dat hij die niet zou aanhalen, omdat hij daarna niet meer verkozen zou worden. Dat was een lid van de N-VA. Als u citeert, let dan een beetje op met uw citaten.

Ik kom nog eens terug op het rapport-Vandenbroucke. De mythe van de 67 jaar hebt u natuurlijk zelf gecreëerd, want u noemt het een

01.123 Sonja Becq (CD&V): Il est vrai que certains points proviennent du rapport des experts de la commission pour la réforme des pensions et d'autres pas. Cette commission, comme l'a d'ailleurs répété son président Frank Vandenbroucke, se limite à faire des recommandations et ne se met pas à la place du politique. Nous voulons cependant que cette commission participe à la concertation, avec les partenaires sociaux, notamment dans le cadre de l'élaboration du système à points et du développement d'un système automatique. Cela aussi figure dans l'accord de gouvernement.

Le bonus de pension n'est effectivement pas maintenu mais on n'adopte pas de malus de pension, ce qui était pourtant proposé dans le rapport.

Je m'irrite que l'on crée le mythe selon lequel la durée de la carrière ne compterait pas. C'est un non-sens. Celui qui compte une carrière de 43 ans pourra prendre une pension anticipée.

01.124 Valerie Van Peel (N-VA): À court terme, ce gouvernement relèvera l'âge réel de départ à la pension. Il développe également une vision pour l'avenir et a au moins l'honnêteté d'indiquer que des efforts seront nécessaires à l'horizon 2030.

01.125 Karin Temmerman (sp.a): Le "mythe" des 67 ans est une création des partis de la coalition qui résulte tout simplement du relèvement décidé de l'âge de la pension. Au cours des négociations gouvernementales, Frank Vandenbroucke a plusieurs fois proposé, mais en vain, sa collaboration. Il a également

mythe, maar u hebt die zelf gelanceerd. Wat u ook niet zegt, is dat de voorzitter, Frank Vandebroucke, voor of tijdens de regeringsonderhandelingen dikwijls voorgesteld heeft om het samen te doen en te bekijken. U hebt het echter, wat uw goed recht is, eenzijdig gedaan. U hebt er de zaken uitgekozen die u goed leken. De heer Vandebroucke heeft echter ook gezegd dat het rapport een geheel vormt.

Er kan niet aan *cherry picking* worden gedaan. Er kan niet worden gesteld dat één punt wel past en een ander niet. Het rapport vormt een geheel en het moet dan ook in zijn geheel worden uitgevoerd.

Mevrouw Becq, het spijt mij, maar dat heeft CD&V niet gedaan. Zij had tijdens de onderhandelingen beter de expertencommissie uitgenodigd. Aldus zouden veel misverstanden uit de weg zijn geruimd. U zou natuurlijk ook een beter regeerakkoord hebben gehad. Ik veronderstel echter dat een aantal van uw partners daarop niet wilde ingaan.

Laat het ons nu eens hebben over de cadeaus die deze regering geeft.

Het eerste cadeau is uiteraard het cadeau voor de aandeelhouders. Ik herhaal dat deze regering beweert dat zij een *tax shift* zal doorvoeren. Zij is evenwel vergeten wat de doelstellingen daarvan zijn. Een *shift* van lasten op arbeid naar lasten op winsten uit vermogen zit helemaal niet vervat in deze maatregel.

De cadeaus gaan elders heen. Zij gaan naar de aandeelhouders, die niet moeten bijdragen. Zij gaan niet naar de gezinnen, die wel moeten bijdragen. Zij gaan naar de grootverdieners, die het verschil niet zullen merken. Zij gaan niet naar de werknemers, van wie het loon zal dalen. *Last but not least* en nogmaals, zij gaan naar de fraudeurs, die zullen kunnen doen wat zij willen. Zij gaan niet naar de ouderen, die zelfs hun pensioenbonus zullen mislopen.

Deze *tax shift* zal de ongelijkheid in dit land doen toenemen.

Wij hebben vandaag een artikel gelezen dat stelt dat de gelijkheid in België heel goed meevalt, zelfs ten opzichte van de wereld. Echter, tegenover de gelijkheid die wij nu hebben – de grote vormen van ongelijkheid zijn er niet in België –, zullen die vormen van ongelijkheid toenemen. De vormen van ongelijkheid zullen absoluut toenemen.

CD&V beloofde tijdens de onderhandelingen dat zij een linkse trofee zou binnenhalen. Collega's, de trofee die CD&V heeft binnengehaald, is een trofee van deze grootteorde (*Toont trofee*). Zo groot is de trofee die CD&V heeft binnengehaald. Ik zal hem straks aan de heer Beke of iemand anders geven.

Mijnheer Beke, u kunt hem op de kast zetten. Dat is uw linkse trofee.

Leden van CD&V en ook leden van de N-VA, het is wel raar dat zelfs Ronald Reagan, die toch niet direct een linkse kameraad was, onder zijn bestuur een taks op vermogens van 28 % heeft ingevoerd. Aldus kan pas worden beseft hoe klein het cadeau is, hoe klein de *tax shift* is en hoe klein uw triomf is, die u hier meedraagt.

souligné que le rapport constituait un tout et devait dès lors être mis en œuvre dans son intégralité.

Pour certaines catégories, en revanche, le gouvernement Michel est un vrai père Noël.

Quoiqu'il l'affirme lui-même, ce gouvernement n'opérera pas de transfert de fiscalité. Quand on fait vraiment un transfert, on réalise un glissement des charges sur le travail vers les charges sur les gains de patrimoine. Mais le gouvernement régale les actionnaires alors que ceux-ci ne contribuent pas. Il ne fait pas de cadeaux aux ménages qui paient des impôts. Le gouvernement fait des cadeaux à ceux qui gagnent gros, pas aux travailleurs. Ce gouvernement gâte même les fraudeurs qui pourront continuer de sévir en toute impunité alors que les personnes âgées verront même leur bonus de pension leur passer sous le nez.

Ce transfert de fiscalité creusera significativement les inégalités dans notre pays. Si c'est là le trophée progressiste promis par le CD&V, c'est un mini-trophée. Même Ronald Reagan avait instauré un impôt sur le patrimoine de 28 %!

La lutte contre la fraude a été érigée en priorité par le gouvernement précédent. Cette politique a rapporté 1,8 milliard d'euros en trois ans. Le gouvernement actuel évalue les recettes de la lutte contre la fraude à 250 millions d'euros en cinq ans. La cible des contrôles sera non plus le fraudeur, mais bien le contrôleur lui-même.

Mais la "force du changement" ne s'arrête pas en si bon chemin. Les centrales nucléaires seront maintenues plus longtemps que prévu en activité. Ici encore, il s'agit d'un beau cadeau offert à une multinationale qui pourra conserver son monopole et aura

Nu wil ik het ook even, zoals ik daarstraks al zei, over de fraudeurs hebben. De vorige regering heeft de fraudebestrijding echt op de kaart gezet en dat heeft 1,8 miljard euro opgebracht op drie jaar tijd. Deze regering schrijft in haar regeerverklaring dat de opbrengst uit de fraudebestrijding 250 miljoen zal bedragen op vijf jaar tijd. Die 1,8 miljard euro op drie jaar staat tegenover 250 miljoen euro op vijf jaar. De fraudeurs worden door u terug in ere hersteld. U zult de controleurs controleren, eerder dan de fraudeurs. Proficiat, CD&V, goed gedaan.

Maar dan nog stopt de kracht van verandering niet. Zo verlengt u ook de openingsduur van de kerncentrales. Ook daar geeft u weer een zeer mooi cadeau aan een multinational, want die zal nu weer vrij spel hebben om op kap van de gezinnen de prijzen te verhogen en vooral om het monopolie te behouden.

Veel erger is dat u op die manier ontkent dat kernenergie de dag van vandaag een probleem is. Hopelijk doet het zich niet voor, maar wij zullen ons moeten voorbereiden op een ongeluk dat misschien zou kunnen plaatsvinden, omdat de kernenergie in ons land faalt. Nochtans zet u nu net alles op kernenergie in, want u verlengt de openstelling van kerncentrales met tien jaar. Begrijpe wie begrijpe kan. Het is een mooi cadeau, want die beslissing zal in Parijs zeker op gejuich onthaald worden, misschien zelfs op champagne. Nogmaals proficiat, dames en heren van deze regering en van de meerderheidspartijen.

Stilaan kom ik tot de formulering van mijn conclusies. Dit regeerakkoord is een slagveld van gebroken beloftes. Het V-plan van de N-VA komt neer op een groot verliesplan voor de gezinnen. Om te verhullen dat de N-VA eigenlijk niets te bieden heeft op communautair gebied, wordt er nu volledig ingezet op sociale afbraak. Hoe CD&V dat kan verdragen en in dat spel meespeelt, is nog altijd een vraag.

Ik vraag mij af wat ons nog te wachten staat met een eerste minister die niet in de Wetstraat 16 zit, maar eigenlijk op het Schoon Verdiep elders in dit land. Je moet maar durven!

“Onze economische filosofie”, klinkt het bij Open Vld, “is er een van zuurstof voor de economie en voor de werkende mens”, en dit terwijl econoom na econoom, instantie na instantie – OESO, Europa, iedereen – zegt dat harde besparingen nu nefast zijn.

Wij hebben nood aan zuurstof in de economie, en toch doet u die harde besparingen, terwijl heel duidelijk wordt aangetoond dat dit momenteel nefast is voor de toekomst. Wij zullen zien, maar u moet maar durven om het zo te zeggen.

01.126 Patrick Dewael (Open Vld): Mevrouw Temmerman, bent u het eens of niet met het feit dat deze regering het evenwicht in tijd een beetje opschuift naar 2018, precies om de redenen die u net aangaf? Wij verlaten dat strikte begrotingspad om dat strikte evenwicht te bekomen en schuiven dat een paar jaren op. Wat wij doen met de tijd die wij daarmee kopen, is effectief een inspanning doen voor bedrijven en een fiscale inspanning voor wie werkt.

Daarnet werd al in voldoende mate gesproken over de laagste inkomens, ik zal daarop niet terugkomen. Evenwel, op die manier

carte blanche pour augmenter les prix. Mais il y a plus grave: en effet, cette politique revient à nier purement et simplement le problème immense que constitue l'énergie atomique.

L'accord de gouvernement est un champ de bataille jonché de promesses non tenues. Le plan V de la N-VA entraînera des pertes pour les ménages. Je ne puis comprendre que le CD&V soit complice de ce démantèlement du système social. Par ailleurs, le véritable premier ministre ne se trouve pas au 16, rue de la Loi, mais bien à l'hôtel de ville d'Anvers. Quelle audace!

L'Open-Vld affirme qu'il désire donner un ballon d'oxygène à l'économie. Notre pays s'engage dans une politique d'économies pures et dures, alors même que presque toutes les institutions internationales, de l'Europe à l'OCDE, mettent en avant le caractère néfaste des économies draconiennes.

01.126 Patrick Dewael (Open Vld): Si le gouvernement reporte l'équilibre budgétaire à 2018, c'est précisément pour les raisons indiquées par Mme Temmerman. De cette façon, nous gagnerons un peu de temps pour faire davantage d'efforts au profit des entreprises et des personnes qui travaillent. Ce dont notre pays a le

maakt u een combinatie mogelijk van, enerzijds, datgene doen wat het meest nodig is in ons land, namelijk de competitiviteit herstellen, en anderzijds, de koopkracht van de burgers te ontzien.

Ik denk dat dit twee factoren zijn die voor de economie een goede zaak zijn. Ik heb nog een tweede vraag als u het eens bent met de verlenging van dat groeipad.

Bij het beluisteren van uw betoog, moet er mij toch iets van het hart. Hoe zult u in godsnaam jobs creëren als u een economie in stand moet blijven houden die concurrentiekracht mist en waar wij de afgelopen maanden en jaren hebben gezien dat heel wat bedrijven ons land hebben verlaten en heel wat potentiële investeerders België zelfs niet meer in ogenschouw nemen?

Dat is jobs creëren. Soms vraag ik mij af wat voor u het belangrijkste is: dat u niet aan werklozen komt, en die aan een of ander infuus houdt, of dat men zegt dat een job creëren en aan mensen aanbieden hen weerbaar maakt.

Ik noem dat echte sociale politiek. Als mensen een job hebben, is dat *empowerment* en daarvan ben ik voorstander.

Als ik bepaalde socialisten hoor, heb ik soms de indruk dat mensen aan een of ander infuus van de sociale zekerheid houden, het geweten sust. Dan kunt u misschien nog in de spiegel kijken, maar dan zitten wij met een leger werklozen, en daar begrijp ik de essentie van uw betoog niet.

Wat wij doen, is wat al jaren gebeurt in heel wat van de ons omringende landen en dat zijn allemaal economieën die veel weerbaarder zijn geworden. Er is één uitzondering, met name Frankrijk, en daarop kom ik straks terug.

Ik ben er niet van overtuigd dat de meetings van de heer Hollande nog heel veel succes zullen uitlokken bij de PS in België.

01.127 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw Temmerman, daarbij aansluitend zou ik toch eens willen vragen wat de betekenis van het begrip solidariteit voor de socialisten is, als u voortdurend maatregelen aanvalt waarbij de werkende mensen solidair zijn met degenen die op dit ogenblik nog geen job hebben. Dat is een solidariteit waarover u schijnbaar minder bekommerd bent dan over andere vormen van solidariteit.

U wekt ook de indruk alsof de hele economische wetenschap het eens zou zijn over de recepten die u hier naar voren schuift. Dat is natuurlijk absoluut niet waar.

Ik stel u graag de vraag in dit debat over uw voorstellen. Wie weet brengt u ons wel enige verlichting, al is dat daarstraks een beetje tegengevallen.

Wat zijn uw voorstellen? Stelt u werkelijk keynesiaanse maatregelen voor waarbij het rechte trekken van de overheidstekorten wordt uitgesteld om zogenaamde impulsen aan de economie te geven? Waarover economen het wel eens is, is dat dergelijke recepten in een kleine, open economie zoals de onze voor zoveel weglekking

plus besoin, c'est à la fois un renforcement de la compétitivité et une préservation du pouvoir d'achat des citoyens.

Comment Mme Temmerman veut-elle créer des emplois dans une économie où la compétitivité est anémiée? La réalité, c'est que de très nombreuses entreprises ont quitté notre pays au cours des années écoulées et que des investisseurs potentiels ont boudé la Belgique. Qu'est-ce qui revêt le plus d'importance: maintenir, d'une façon ou d'une autre, les chômeurs sous perfusion ou leur donner des emplois pour qu'ils reprennent du poil de la bête? La seule vraie politique sociale consiste à créer des emplois. Nous ferons ce que les pays qui nous entourent, à l'exception de la France, font avec succès depuis plusieurs années.

01.127 Peter De Roover (N-VA): Quel sens donnent alors les socialistes à la notion de solidarité s'ils fustigent des mesures qui instaurent une solidarité entre les travailleurs actifs et les chômeurs? S'il y a bien une idée qui fait l'unanimité en sciences économiques, c'est que la simple adoption de mesures keynésiennes, sans remédier aux déficits des finances publiques dans une économie ouverte comme la nôtre, est un coup d'épée dans l'eau.

zorgen dat ze totaal zinloos zijn.

01.128 Dirk Van der Maelen (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik wil even reageren op wat de heer De Roover zegt.

Mijnheer De Roover, kijk naar het beleid dat in drie westerse economische blokken is gevoerd, de EU, de VS en Japan. Ik stel vast dat de situatie waarin Europa zich bevindt vele keren slechter is dan in Japan en de VS. Die beide landen hebben momenteel een groei van ongeveer 3 %. In Europa zitten wij op 0 %.

Weet u wie daarvoor verantwoordelijk is? Daarvoor zijn de verschillende regeringen verantwoordelijk, de Europese Commissie op kop, die de neoliberale recepten van anticrisisbeleid hebben toegepast, namelijk besparen, besparen, besparen en niet investeren.

Als u wilt dat wij uit de problemen geraken, laat ons dan volgen wat Obama in de VS en Abe in Japan hebben voorgesteld, met name een relanceringsbeleid.

Als u een *tax shift* doet, die ook voor ons de bedoeling mag en moet hebben om de lasten op arbeid te verlagen, ga dan de compensatie daarvoor zoeken bij vermogen, bij de 1 % of 10 % rijksten in dit land die alleen hun geld oppotten.

Geef wat zuurstof aan de gewone gezinnen en middeninkomengezinnen die hetgeen zij krijgen besteden en daardoor de motor van de economie doen draaien. Alstublieft, zie de waarheid onder ogen!

01.129 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Ik was niet van plan nog tussenbeide te komen want het is blijkbaar bijna lunchpauze, maar de betogen van de heer De Roover en de heer Dewael verdienen wel een antwoord. Wat gesuggereerd werd, kan misschien gelden voor andere fracties maar niet voor de onze. Er is gesuggereerd dat de oppositie liever zou hebben...

01.130 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer Calvo, mag ik misschien antwoorden op de vraag die de heer Dewael mij gesteld heeft?

01.131 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Ik heb geen enkele ambitie lid te worden van uw fractie. Ik weet dat u sterk genoeg bent om zelf te antwoorden.

01.132 Karin Temmerman (sp.a): Oef. Mijn excuses, ik meende dat u in mijn plaats ging antwoorden.

01.133 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Zeker niet. Dat was niet de bedoeling. Wij zijn heel solidair maar wij moeten ook niet overdrijven. Maar het betoog van de heer Dewael verdient wel een antwoord. Ik pik het eerlijk gezegd niet dat de suggestie gedaan wordt dat onze fractie liever zou hebben dat mensen permanent leven van een uitkering of dat wij een pleidooi zouden houden voor het permanent infuus. Dat suggereerde de heer Dewael daarnet. Dat geldt in elk geval niet voor onze fractie. Het is net omdat wij geloven in de emancipatorische kracht van een echte job, niet van een mini-job, niet van twee halve dagen gemeenschapsdienst, mijnheer Peeters, dat wij graag een andere lastenverschuiving hadden gezien.

01.128 Dirk Van der Maelen (sp.a): Parmi les trois blocs de l'économie occidentale, le taux de croissance est proche des 3 % aux USA et au Japon et est égal à zéro en Europe. Les États-Unis et le Japon pratiquent une politique de relance, alors que les gouvernements des pays européens, auxquels se joint la Commission européenne, appliquent les recettes du néolibéralisme, préconisant des mesures d'économies et de désinvestissement. Compensez les mesures de réduction des charges sur le travail en demandant des efforts aux nantis et donnez de l'oxygène aux ménages pour qu'ils puissent faire tourner le moteur économique!

01.133 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Je n'admets pas que l'on suggère que notre groupe serait favorable aux allocataires à vie, comme l'a insinué M. Dewael. C'est précisément parce que nous sommes convaincus de la dynamique d'émancipation d'un emploi à part entière que nous aurions aimé que l'on opte pour un glissement des charges différent.

Het economisch debat, mijnheer De Roover, is niet neutraal. U kijkt anders naar de samenleving dan ik. Dat is niet erg. Maar, mijnheer De Roover, er is wel een brede consensus over het feit dat als men de lasten op arbeid wil verlagen, dit gericht moet gebeuren. Doe dat gericht, doe dat voor de laagste en de middeninkomens, waar dat het meeste jobs oplevert en waar dat het meeste koopkracht oplevert. Daar is een consensus over.

Als jobcreatie u echt na aan het hart lag, had u een gerichte lastenverlaging moeten inschrijven in uw regeerakkoord, in plaats van een lineaire lastenverlaging.

01.134 Peter De Roover (N-VA): Mijnheer Van der Maelen, u hebt niet naar mijn betoog geluisterd. Ik heb immers gezegd dat iedereen het erover eens is dat in een kleine open economie keynesiaanse maatregelen alleen leiden tot het wegsijpelen van de middelen die wij inzetten. U antwoordt met voorbeelden uit de Verenigde Staten, de Europese Unie en Japan. Het zou interessant zijn mocht u beseffen dat wij hier niet in het Europees Parlement zijn, niet in het Amerikaanse Congres, en niet in de Japanse Kamer. Dit is de Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers. Het zou dus zeer nuttig zijn mocht u maatregelen voorstellen die hier nuttig zijn.

01.135 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik wist dat mijnheer Calvo mijn antwoord ging geven, dus ik kan het alleen maar herhalen. Toch een beetje samen dus.

Mijnheer Dewael, ik ben het grotendeels eens met wat u zegt. Het addertje onder het gras is echter wie dat zal financieren.

Daar zit het probleem, u financiert het op kap van gewone mensen en gezinnen. Wij financieren het met een serieuze *tax shift* en met fraudebestrijding. Een *tax shift* waarvan bijna heel de wereld zegt – onder andere de OESO, de Nationale Bank en de vele mensen die u gehoord hebt tijdens de commissie daarover – dat de belastingen op vermogenswinst in België veel te laag zijn. In vergelijking met de andere landen komen wij helemaal achteraan.

U neemt het cijfer. Absoluut mijnheer Dewael, vandaar dat wij die *tax shift* vragen. Wij willen ook dat de lasten op lonen naar beneden gaan, alleen willen we dat financieren met lasten op winsten uit vermogen en dat is het grote verschil. Daar zegt de OESO, daar zegt de Nationale Bank, daar zegt uw eigen financiële dienst dat er een zeer grote marge is. Volgens de OESO – nog eens mijnheer Dewael, ik heb de grafiek hier bij – zitten we bij de laatste vier, vijf. Luxemburg gaat ons zelfs voor, zelfs Zwitserland. Dus zeggen dat daar geen marge is, is niet juist.

Mijnheer De Roover, dat is net de solidariteit die wij vragen. U vraagt solidariteit van mensen die het al moeilijk hebben. U zegt: "morgen, morgen index". Wij vragen solidariteit van mensen die het beter hebben, van mensen die het kunnen geven en – nogmaals – statistieken van de OESO, van de Nationale Bank bewijzen dat het zo kan en daar zit het grote verschil.

01.136 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw Temmerman, ik heb de indruk dat u eigenlijk de werklozen opzet tegen de werkende

M. De Roover a peut-être une autre conception de la société que moi mais la nécessité de concentrer l'abaissement des charges sur les emplois peu qualifiés et les revenus moyens, pour maximiser la création d'emplois et le pouvoir d'achat, fait l'objet d'un consensus. L'abaissement des charges linéaire qui nous est proposé constitue une fausse piste.

01.134 Peter De Roover (N-VA): Chacun comprend que, dans une économie restreinte et ouverte, des mesures keynésiennes n'aboutissent qu'au gaspillage de nos moyens. La Belgique n'est ni les États-Unis, ni l'UE, ni le Japon. Limitons-nous donc à des mesures utiles pour notre situation spécifique.

01.135 Karin Temmerman (sp.a): Je suis en grande partie d'accord avec M. Dewael, mais le problème, c'est que le gouvernement financera cette mesure sur le dos des familles et des gens ordinaires. Quant à nous, nous sommes favorables à un glissement d'impôts et à la lutte contre la fraude fiscale. Selon l'OCDE et la Banque nationale, notamment, l'impôt sur le patrimoine est, dans notre pays, beaucoup trop peu élevé. Nous voulons nous aussi également faire baisser les charges patronales mais nous voulons le faire par le biais de charges sur les bénéfices générés par le patrimoine. Une large marge s'offre encore à nous à cet égard. Le gouvernement demande que ceux qui ont déjà du mal à nouer les deux bouts fassent preuve de solidarité. Quant à nous, nous réclamons la solidarité de ceux qui sont plus aisés et pourraient verser facilement leur écot.

01.136 Peter De Roover (N-VA): J'ai l'impression que

bevolking.

Mme Temmerman cherche à monter les chômeurs contre les travailleurs.

01.137 Karin Temmerman (sp.a): Ik heb het over een belastingverschuiving, mijnheer De Roover. Ik heb helemaal niet over werklozen gesproken en ik ben inderdaad vergeten antwoorden op de vraag over jobs.

01.137 Karin Temmerman (sp.a): Je parle d'un glissement fiscal. Je n'ai jamais parlé des chômeurs.

01.138 Peter De Roover (N-VA): Ik had het woord gekregen van de voorzitter.

01.139 Karin Temmerman (sp.a): Dat is waar, met mijn excuses.

01.140 Peter De Roover (N-VA): Aanvaard. U had in reactie op mij gezegd, op mijn tussenkomst in verband met solidariteit. En ik herhaal – wat ik daarstraks probeerde te zeggen – er is een solidariteit mogelijk tussen werkende mensen die een bepaalde mogelijke inspanning doen om ervoor te zorgen dat niet-werkende mensen aan een job geraken. Dat is een solidariteit die wij zeer hoog in het vaandel dragen.

01.140 Peter De Roover (N-VA): Nous plaidons pour la solidarité en faveur des gens qui travaillent, qui font des efforts pour faire en sorte que ceux qui ne travaillent pas trouvent eux aussi un emploi.

01.141 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer De Roover, u bent echt aan het verkeerde adres als u socialisten iets wil leren over solidariteit. Misschien kan ik u in de koffiekamer eens uitleggen wat solidariteit is. Wat solidariteit niet is, mijnheer De Roover – u verplicht mij nu om het nog eens te zeggen – is iedereen die nu werkt, die het nu moeilijk heeft, 2 % loonindex afnemen. Dat is geen solidariteit ten opzichte van degenen die winsten halen uit hun aandelen zonder er iets voor te doen. Nogmaals, 1 % of 1,5 % van de bevolking zou daar onder lijden. Dat is de solidariteit die wij willen, niet de solidariteit die u voorstelt.

01.141 Karin Temmerman (sp.a): M. De Roover n'a pas de leçons à nous donner en matière de solidarité. Le saut d'index ne constitue en tout état de cause pas un témoignage de solidarité. Et qu'en est-il de la solidarité de ceux qui retirent aisément des revenus des dividendes de leurs actions?

Mijnheer de voorzitter, ik probeer te concluderen. Het is wel duidelijk dat de regering een andere ideologische invulling geeft aan haar werk dan wij zouden doen. Dat is volledig legitiem, wij zouden dat ook doen. Ik wil alleen heel duidelijk maken dat dat niet onze ideologie is. Wat de heer De Roover zei, solidariteit, dat willen wij. Die solidariteit moet er komen van de mensen die vermogend zijn ten opzichte van de mensen die het zwaar hebben. De manier waarop u met de samenleving omgaat, is een koude manier. Ik zal herhalen wat ik bij het begin gezegd heb. Een zinnetje uit uw regeerakkoord toont dat duidelijk aan, namelijk dat u daklozen en mensen in extreme armoede catalogeert in termen van veiligheid. Wel, collega's, daar krijg ik koude rillingen van. Dat staat een beetje symbool voor heel de regering en alles wat ermee te maken heeft.

Ce gouvernement suit une idéologie diamétralement opposée à la nôtre. Nous oeuvrerions en faveur de la solidarité de ceux qui ont les moyens à l'égard de ceux qui éprouvent des difficultés à nouer les deux bouts. Le fait de regrouper les sans-abri et les personnes souffrant d'une pauvreté extrême dans la rubrique Sécurité en dit long au sujet de la froideur de ce gouvernement. Le gouvernement s'est pris en selfie et ne voit que lui sur la photo. Nous préférons pour notre part les photos de groupe. Nous demandons que les nécessaires réformes et abaissements des charges ne se fassent pas sur le dos des gens qui travaillent déjà dur aujourd'hui. Nous plaidons en faveur d'une véritable solidarité.

De regering heeft een selfie genomen, kijkt naar zichzelf en niet naar wie er rondom hen is. Wel, ik ga voor de groepsfoto. Wij gaan allemaal voor de groepsfoto. Wij vragen dat de hervormingen, die noodzakelijk zijn, en de lastenverlagingen, die er moeten komen, niet op de kap van de mensen komen die nu al hard werken, maar dat de inspanningen gelegd worden bij degenen die de zware lasten kunnen dragen. Wij vragen daar solidariteit.

Sommigen onder u hebben al gezegd, zelfs hier op het spreekgestoelte, dat men wenst dat de socialisten hier lang niet meer zullen zijn, nu niet, morgen niet, over vijf jaar niet en over tien jaar

M. Vuye aimerait nous voir disparaître de ce Parlement. Je

niet. Wel, voor hen heb ik slecht nieuws. We zullen hier elke dag staan. Met vuur en passie zullen we aantonen welke samenleving u voor ogen hebt, wie u bedriegt en wie u beloont.

Wij zullen ook alternatieven bieden van hoe het anders kan, met een samenleving waarin iedereen vooruit gaat en niet alleen de *happy few* die u nu beloont.

Collega's, het is duidelijk, wij zullen dit regeerakkoord niet goedkeuren.

puis l'assurer que nous serons au rendez-vous chaque jour. Avec fougue et passion, nous dénoncerons le fait que ce gouvernement est favorable à une société qui récompense les riches et pénalise les travailleurs et les pauvres.

Nous proposerons également des alternatives, en faveur d'une société au sein de laquelle chacun progresse, et non pas uniquement les quelques privilégiés que l'on récompense aujourd'hui.

Pour autant qu'il faille clarifier les choses: nous voterons contre cet accord de gouvernement.

01.142 Hendrik Vuye (N-VA): Mevrouw Temmerman, voor alle duidelijkheid, u bent hier wel degelijk welkom, maar liefst in de oppositie.

01.142 Hendrik Vuye (N-VA): Mme Temmerman est évidemment la bienvenue ici, mais de préférence dans l'opposition.

De **voorzitter**: Collega's, ik signaleer u dat er nog 12 sprekers ingeschreven zijn in het algemene deel en dat voor het thematische deel op dit moment ongeveer 50 sprekers ingeschreven zijn. Wij hebben dus de bedoeling om vanavond laat door te gaan.

Le **président**: Douze orateurs sont encore inscrits dans la discussion générale. S'agissant des volets thématiques, cinquante orateurs sont encore inscrits. Nous devons prolonger nos travaux tard dans la soirée.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering woensdag 15 oktober 2014 om 14.15 uur.
La séance est levée. Prochaine séance le mercredi 15 octobre 2014 à 14.15 heures.

*De vergadering wordt gesloten om 13.14 uur.
La séance est levée à 13.14 heures.*

De bijlage is opgenomen in een aparte brochure met nummer CRIV 54 PLEN 008 bijlage.

L'annexe est reprise dans une brochure séparée, portant le numéro CRIV 54 PLEN 008 annexe.